

Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI. ch. 3)
Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 7 mai 1955

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, May 7th, 1955

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

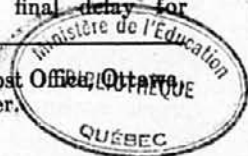
5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.



délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur de la Reine avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate* pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.—Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
38933 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
Queen's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
38933 — 1-52

Lettres patentes

(P.G. 10639-55)

Avalon Furs Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dixième jour de mars 1955, constituant en corporation: Jack Wiener, Sam Bross, marchands, Ethel Gartner Wiener, ménagère, épouse séparée de biens dudit Jack Wiener et dûment autorisée par lui aux fins des présentes et Frances Shineberg Bross, ménagère, épouse séparée de biens dudit Sam Bross et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme exportateurs et importateurs, expéditeurs et marchands de toutes sortes de fourrures et peaux d'animaux; produits textiles, sous le nom de "Avalon Furs Corporation", avec un capital total de \$50,000, divisé en 50 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 450 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Letters Patent

(A.G. 10639-55)

Avalon Furs Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of March, 1955, incorporating: Jack Wiener, Sam Bross, merchants, Ethel Gartner Wiener, housewife, wife separate as to property of the said Jack Wiener, and duly authorized by him for the purpose of these presents, and Frances Shineberg Bross, housewife, wife separate as to property of the said Sam Bross, and duly authorized by him for the purpose of these presents, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business as exporters and importers, shippers and dealers in all kinds of furs and animal skins; and textile products, under the name of "Avalon Furs Corporation", with a total capital stock of \$50,000, divided into 50 common shares of a par value of \$100 each and into 450 preferred shares of a par value of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dixième jour de mars 1955.

L'Assistant-procureur général suppléant,
39798 P. FRENETTE.

(P.G. 10976-55)

Beaumont Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze avril 1955, constituant en corporation: Jacques Légaré, courtier, Gilles Béland, comptable, tous deux des cité et district judiciaire de Québec, et David Tremblay, rentier, de ville d'Alma, district judiciaire de Roberval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux et constructeurs, sous le nom de "Beaumont Construction Inc.", avec un capital total de \$15,000, divisé en 1,500 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 111, Côte de la Montagne, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze avril 1955.

L'Assistant-procureur général,
39798-0 C. E. CANTIN.

(P.G. 10679-55)

Beauséjour & Tellier Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept mars 1955, constituant en corporation: Jean Tellier, courtier en assurances, Pierre Tellier, agent d'assurances, tous deux de Joliette, et François-Xavier Beauséjour, de Saint-Michel-des-Saints, (Berthier), tous du district judiciaire de Joliette, pour les objets suivants:

Agir comme courtier en assurances, sous le nom de "Beauséjour & Tellier Inc.", avec un capital total de \$25,000, divisé en 2,500 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Michel-des-Saints, (Berthier), district judiciaire de Joliette.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept mars 1955.

L'Assistant-procureur général suppléant,
39788-0 P. FRENETTE.

(P.G. 10702-55)

Bello Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept mars 1955, constituant en corporation: Gérald Poirier, notaire, Fernand Belisle, constructeur, tous deux de Pont-Viau, et Joseph Belisle, constructeur, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les opérations d'une compagnie de construction, sous le nom de "Bello Construction Inc.", avec un capital total de \$30,000, divisé en 1,500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 150 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Pont-Viau, district judiciaire de Montréal.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of March, 1955.

P. FRENETTE,
39798-0 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10976-55)

Beaumont Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of April, 1955, incorporating: Jacques Légaré, broker, Gilles Béland, accountant, both of the city and judicial district of Quebec, and David Tremblay, annuitant, of the town of Alma, judicial district of Roberval, for the following purposes:

To carry on business as general contractors and builders, under the name of "Beaumont Construction Inc.", with a total capital stock of \$15,000, divided into 1,500 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 111, Mountain Hill, Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of April, 1955.

C. E. CANTIN,
39798 Deputy Attorney General.

(A.G. 10679-55)

Beauséjour & Tellier Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of March, 1955, incorporating: Jean Tellier, insurance broker, Pierre Tellier, insurance agent, both of Joliette, and François-Xavier Beauséjour, of Saint-Michel-des-Saints, (Berthier), all of the judicial district of Joliette, for the following purposes:

To operate as insurance brokers, under the name of "Beauséjour & Tellier Inc." with a total capital stock of \$25,000, divided into 2,500 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Saint-Michel-des-Saints, (Berthier), judicial district of Joliette.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of March, 1955.

P. FRENETTE,
39798 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10702-55)

Bello Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of March 1955, incorporating: Gérald Poirier, notary, Fernand Belisle, builder, both of Pont Viau, and Joseph Belisle, builder, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the operations of a construction company, under the name of "Bello Construction Inc.", with a total capital stock of \$30,000, divided into 1,500 common shares of a par value of \$10 each and 150 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Pont Viau, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept mars 1955.

L'Assistant-procureur général,
39798-o C. E. CANTIN.

(P. G. 10723-55)

Bleury Holdings Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-septième jour de mars 1955, constituant en corporation: Samuel Chait, Harry L. Aronovitch et Abraham Shuster, tous avocats, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme une corporation de portefeuille et de placements, sous le nom de "Bleury Holdings Ltd.", avec un capital-actions divisé en 1,000 actions ordinaires sans valeur au pair et 1,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dix-septième jour de mars 1955.

L'Assistant-procureur général,
39798 C. E. CANTIN.

(P. G. 10724-55)

**Bolton Copper Mines Ltd.
(No Personal Liability)**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-septième jour de mars 1955, constituant en corporation: Lovell C. Carroll, C.R., avocat, de Ville Mont-Royal, Marcel Lajeunesse, Jean-Paul Cardinal, Jacques P. Dansereau et John Bryson avocats, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et minerais et les négocier, sous le nom de "Bolton Copper Mines Ltd." (No Personal Liability), avec un capital total de \$5,000,000, divisé en 5,000,000 d'actions ordinaires de \$1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnel au delà du montant du prix payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dix-septième jour de mars 1955.

L'Assistant-procureur général,
39798 C. E. CANTIN.

(P.G. 10519-55)

**Bona Realities Limited
Compagnie d'Immeuble Bona Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seizième jour de mars 1955, constituant en corporation: Arthur Dansereau, avocat, de Ville Mont-Royal, René-Charles Alary, étudiant, de Montréal et Pierrette Demers, secrétaire, célibataire, de ville St-Laurent, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et de placements, sous le nom de "Bona Realities Limited — Compagnie d'Immeuble Bo-

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of March, 1955.

C. E. CANTIN,
39798 Deputy Attorney General.

(A. G. 10723-55)

Bleury Holdings Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of March, 1955, incorporating: Samuel Chait, Harry L. Aronovitch, and Abraham Shuster, all advocates, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To act as a holding and investment corporation, under the name of "Bleury Holdings Ltd.", with a capital stock divided into 1,000 common shares of no par value and into 1,500 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of March, 1955.

C. E. CANTIN,
39798-o Deputy Attorney General.

(A. G. 10724-55)

**Bolton Copper Mines Ltd.
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of March, 1955, incorporating: Lovell C. Carroll, Q.C., advocate, of the town of Mount Royal, Marcel Lajeunesse, Jean-Paul Cardinal, Jacques P. Dansereau and John Bryson, advocates, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals and deal with the same, under the name of "Bolton Copper Mines Ltd." (No Personal Liability), with a total capital stock of \$5,000,000, divided into 5,000,000 common shares of a par value of \$1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of March, 1955.

C. E. CANTIN,
39798-o Deputy Attorney General.

(A.G. 10519-55)

**Bona Realities Limited
Compagnie d'Immeuble Bona Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of March, 1955, incorporating: Arthur Dansereau, lawyer, of the town of Mount Royal, René-Charles Alary, student, of Montreal, and Pierrette Demers, unmarried-secretary, of the town of St. Laurent, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of real estate and investment company, under the name of "Bona Realities Limited — Compagnie d'Immeuble

na Ltée", avec un capital total de \$250,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$100 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce seizième jour de mars 1955.

L'Assistant-procureur général,
39798 C. E. CANTIN.

Bona Ltée", with a total capital stock of \$250,000, divided into 500 common shares of \$100 each and into 2,000 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of March, 1955.

C. E. CANTIN,
39798-o Deputy Attorney General.

(P.G. 10716-55)

Buanderie Bergeron Limitée — Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit mars 1955, constituant en corporation: J.-Éloi Gervais, Damase Brissette, avocats, de Longueuil, et Louis Lamontagne, avocat, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de buanderie, sous le nom de "Buanderie Bergeron Limitée — Limited", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit mars 1955.

L'Assistant-procureur général,
39798-o C. E. CANTIN.

(A.G. 10716-55)

Buanderie Bergeron Limitée — Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of March, 1955, incorporating: J. Éloi Gervais, Damase Brissette, advocates, of Longueuil, and Louis Lamontagne, advocate, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To operate a laundry under the name of "Buanderie Bergeron Limitée — Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of March, 1955.

C. E. CANTIN,
39798 Deputy Attorney General.

(P. G. 10567-55)

**Chess Uranium Corporation
(No Personal Liability)**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seizième jour de mars 1955, constituant en corporation: Max Guze, gérant de bureau, Ralph Levine, administrateur, Isidore Morgulis, comptable, Harold Rauch, marchand, tous de Montréal et Jack Laster, marchand, d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et minerais et les négocier, sous le nom de "Chess Uranium Corporation" (No Personal Liability), avec un capital total de \$4,000,000, divisé en 4,000,000 d'actions d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Les actionnaires de la compagnie n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce seizième jour de mars 1955.

L'Assistant-procureur général,
39798 C. E. CANTIN.

(A.G. 10567-55)

**Chess Uranium Corporation
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of March, 1955, incorporating: Max Guze, office manager, Ralph Levine, executive, Isidore Morgulis, accountant, Harold Rauch, merchant, all of Montreal, and Jack Laster, merchant, of Outremont, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals and deal with same, under the name of "Chess Uranium Corporation" (No Personal Liability), with a total capital stock of \$4,000,000 divided into 4,000,000 shares of a par value of \$1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of March, 1955.

C. E. CANTIN,
39798-o Deputy Attorney General.

(P.G. 10892-55)

**Cie de Publication Bernard Ltée —
Bernard Advertising Co. Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier avril 1955, constituant en corporation: Marcel-G. Robitaille, Marin Dion, avocats, et Andrée Bourdon, sténographe, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

(A.G. 10892-55)

**Cie de Publication Bernard Ltée —
Bernard Advertising Co. Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of April 1955, incorporating: Marcel G. Robitaille, Marin Dion, advocates, and Andrée Bourdon, stenographer, fille majeure, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

Exercer les opérations d'une compagnie de publicité, sous le nom de "Cie de Publication Bernard Ltée — Bernard Advertising Co. Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le premier avril 1955.

L'Assistant-procureur général,
39798-o C. E. CANTIN.

To carry on the operations of an advertising company, under the name of "Cie de Publication Bernard Ltée — Bernard Advertising Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of April, 1955.

C. E. CANTIN,
39798 Deputy Attorney General.

(P.G. 10690-55)

Columbia Lithium Corporation
(No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorzième jour de mars 1955, constituant en corporation: Max Slapack, Gregory Charlap, avocats, Harry Closner, gérant de crédit, Ray Caplin et Sylvia Teitlebaum, secrétaires, filles majeures, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et minerais et les négocier, sous le nom de "Columbia Lithium Corporation" (No Personal Liability), avec un capital total de \$5,000,000, divisé en 5,000,000 d'actions d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Les actionnaires de la compagnie n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce quatorzième jour de mars 1955.

L'Assistant-procureur général suppléant,
39798 P. FRENETTE.

(A.G. 10690-55)

Columbia Lithium Corporation
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of March, 1955, incorporating: Max Slapack, Gregory Charlap, advocates, Harry Closner, credit manager, Ray Caplin and Sylvia Teitlebaum, secretaries, spinsters, of the full age of majority, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals and deal with same, under the name of "Columbia Lithium Corporation" (No Personal Liability), with a total capital stock of \$5,000,000, divided into 5,000,000 shares of a par value of \$1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of March, 1955.

P. FRENETTE,
39798-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10683-55)

Consolidated Lithium Corporation
of Canada, Limited
(No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-septième jour de mars 1955, constituant en corporation: Vincent Corriveau, I.P., Gérard Falardeau, I.P., Joseph R.C. Beaudoin, agent, Harry Fitzgerald, comptable et Claude Bigué, C.R., tous d'Amos, district judiciaire d'Abitibi, pour les objets suivants:

Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et minerais et les négocier, sous le nom de "Consolidated Lithium Corporation of Canada, Limited" (No Personal Liability), avec un capital total de \$4,000,000, divisé en 4,000,000 d'actions de \$1 chacune.

Les actionnaires de la compagnie n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du prix du montant payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à Amos, district judiciaire d'Abitibi.

Daté du bureau du Procureur général, ce dix-septième jour de mars 1955.

L'Assistant-procureur général,
39798 C. E. CANTIN.

(A.G. 10683-55)

Consolidated Lithium Corporation
of Canada, Limited
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of March, 1955, incorporating: Vincent Corriveau, I.P., Gérard Falardeau, I.P., Joseph R.C. Beaudoin, agent, Harry Fitzgerald, accountant, and Claude Bigué, Q.C., all of Amos, judicial district of Abitibi, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals and deal with same, under the name of "Consolidated Lithium Corporation of Canada, Limited" (No Personal Liability), with a total capital stock of \$4,000,000, divided into 4,000,000 shares of \$1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Amos, judicial district of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of March, 1955.

C. E. CANTIN,
39798-o Deputy Attorney General.

(P. G. 10746-55)

Continental Asphalt Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre mars 1955, constituant en corporation: Edgar Marchand, Roger Marchand, industriels, de Shawinigan-Sud, et Alphonse Cossette, rentier, de Valmont, tous du district judiciaire des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Exercer les opérations d'une compagnie de construction, sous le nom de "Continental Asphalt Inc.", avec un capital total de \$50,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Shawinigan-Sud, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre mars 1955.

L'Assistant-procureur général suppléant,
39798-o P. FRENETTE.

(A. G. 10746-55)

Continental Asphalt Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of March 1955, incorporating: Edgar Marchand, Roger Marchand, industrialists, of Shawinigan-South, and Alphonse Cossette, annuitant, of Valmont, all of the judicial district of Trois-Rivières, for the following purposes:

To carry on the operations of a building company under the name of "Continental Asphalt Inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 400 common shares of \$100 each and into 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Shawinigan-South, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of March, 1955.

P. FRENETTE,
39798 Acting Deputy Attorney General.

(P. G. 10727-55)

Dormont Investment Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept mars 1955, constituant en corporation: Robert Brissette, comptable, Judith Paris et Jeanine Delattre, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles, sous le nom de "Dormont Investment Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1167, rue St-Hubert, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept mars 1955.

L'Assistant-procureur général,
39798-o C. E. CANTIN.

(A. G. 10727-55)

Dormont Investment Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of March, 1955, incorporating: Robert Brissette, accountant, Judith Paris and Jeanine Delattre, the latter two secretaries, spinsters, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in immovables, under the name of "Dormont Investment Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 1167 St-Hubert St., Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of March, 1955.

C. E. CANTIN,
39798 Deputy Attorney General.

(P.G. 10594-55)

Dunne Agencies Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorzième jour de mars 1955, constituant en corporation: Joseph Helal, Royal Werry, avocats et Conseils en Loi de la Reine, Benjamin L. Louis, avocat tous trois de Montréal et Jack Shayne, avocat, de Westmount, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de vêtements, sous-vêtements, articles vestimentaires, mercerie, fournitures, gants et mitaines, chaussures, marchandises en cuir et caoutchouc, garnitures, draps, nouveautés, ornements, bijouterie, montres, horloges, papeteries et ferronnerie, coutellerie, jouets et accessoires de même nature, sous le nom de "Dunne Agencies Limited" avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$10 chacune et 90 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Hull, district judiciaire de Hull.

(A.G. 10594-55)

Dunne Agencies Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of March, 1955, incorporating: Joseph Helal, Royal Werry, advocates, and Queen's Counsel, Benjamin L. Louis, advocate, all three of Montreal, and Jack Shayne, advocate, of Westmount, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in clothing, underwear, wearing apparel, haberdashery, furnishings, gloves and mitts, shoes, leather and rubber goods, trimmings, cloths, novelties, ornaments, jewellery, watches, clocks, stationery and hardware, cutlery, toys and accessories of the same nature, under the name of "Dunne Agencies Limited", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 common shares of \$10 each and into 90 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Hull, judicial district of Hull.

Daté du bureau du Procureur général, ce quatorzième jour de mars 1955.

L'Assistant-procureur général,
39798 C. E. CANTIN.

(P.G. 10705-55)

Eldorado Café Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit mars 1955, constituant en corporation: Roger Lajeunesse, Jean-Charles Blais, avocats, de Montréal, et Rachel Bouchard, sténographe, de Saint-Basile-le-Grand, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'hôtellerie et de restaurant, sous le nom de "Eldorado Café Inc.", avec un capital total de \$100,000, divisé en 1,000 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit mars 1955.

L'Assistant-procureur général, suppléant,
39798-o P. FRENETTE.

(P.G. 10695-55)

Eleanor Realty Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huitième jour de mars 1955, constituant en corporation: Eleanor Goldstein, secrétaire épouse contractuellement séparée de biens de Paul Schlesinger, vendeur, tous deux de Montréal et Celia Share, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Simon Bobb et ce dernier pour autoriser sa femme aux fins des présentes, d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'immeubles, sous le nom de "Eleanor Realty Co. Ltd.", avec un capital total de \$30,000, divisé en 300 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-huitième jour de mars 1955.

L'Assistant-procureur général,
39798 C. E. CANTIN.

(P.G. 10670-55)

Fougerolles Holdings Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuf mars 1955, constituant en corporation: Marcel Rollet de Fougerolles, administrateur, Leona Green, secrétaire, fille majeure, et Samuel Godinsky, avocat, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de "Fougerolles Holdings Ltd.", avec un capital total de \$100,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 900 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of March, 1955.

C. E. CANTIN,
39798-o Deputy Attorney General.

(A.G. 10705-55)

Eldorado Café Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of March, 1955, incorporating: Roger Lajeunesse, Jean-Charles Blais, advocates of Montreal, and Rachel Bouchard, stenographer, of Saint-Basile-le-Grand, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on a hotel and restaurant business, under the name of "Eldorado Café Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,000 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of March, 1955.

P. FRENETTE,
39798 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10695-55)

Eleanor Realty Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of March, 1955, incorporating: Eleanor Goldstein, secretary, wife contractually separate as to property of Paul Schlesinger, and by the latter duly authorized hereto, Paul Schlesinger, salesman, both of Montreal, and Celia Share, housewife, wife contractually separate as to property of Simon Bobb, and the latter for purposes of authorizing his wife hereto, of Outremont, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in real estate, under the name of "Eleanor Realty Co. Ltd.", with a total capital stock of \$30,000, divided into 300 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of March, 1955.

C. E. CANTIN,
39798-o Deputy Attorney General.

(A.G. 10670-55)

Fougerolles Holdings Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of March, 1955, incorporating: Marcel Rollet de Fougerolles, executive, Leona Green, secretary, spinster, and Samuel Godinsky, advocate, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Fougerolles Holdings Ltd.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 100 common shares having a par value of \$100 each and into 900 preferred shares having a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf mars 1955.

L'Assistant-procureur général,
39798 C. E. CANTIN.

(P. G. 10665-55)

Fournisseurs du Saguenay Ltée.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf mars 1955, constituant en corporation: Jacques Desbiens, commerçant, Léo Tremblay, commis, et Pierre-D. Bouchard, comptable agréé, tous de Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de produits comestibles, animaux, minéraux, liqueurs douces, livres et périodiques, peintures, produits chimiques, de la terre, de la mer et des forêts, produits de beauté, de marchandises faites en tout ou en partie de cuir, caoutchouc, métal, métalloïde, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textiles, verre et tous sous-produits d'iceux, sous le nom de "Fournisseurs du Saguenay Ltée.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf mars 1955.

L'Assistant-procureur général,
39798-o C. E. CANTIN.

(P. G. 10699-55)

Frank Byrne Pulpwood Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seizième jour de mars 1955, constituant en corporation: Frank Byrne, industriel, Bernice Murphy Byrne, ménagère, épouse dudit Frank Byrne et dûment autorisée par lui, tous deux de Sillery et Kathleen Murphy, secrétaire, de Québec, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à exploiter des concessions forestières et faire le commerce de bois de construction, sous le nom de "Frank Byrne Pulpwood Inc.", avec un capital total de \$49,000, divisé en 490 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1025 Mont St-Denis, Sillery, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, ce seizième jour de mars 1955.

L'Assistant-procureur général,
39798 C. E. CANTIN.

(P.G. 10668-55)

G. Marchand Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit mars 1955, constituant en corporation: Germaine Marchand, agent d'assurances, fille majeure de Hampstead, Gisèle Desroches, sténographe, fille majeure, et Jacques B. Viau, notaire, ces deux derniers de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme courtiers et agents d'assurances, sous le nom de "G. Marchand Inc.", avec un

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of March, 1955.

C. E. CANTIN,
39798-o Deputy Attorney General.

(A. G. 10665-55)

Fournisseurs du Saguenay Ltée.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of March 1955, incorporating: Jacques Desbiens, merchant, Léo Tremblay, clerk, and Pierre D. Bouchard, chartered accountant, all of Jonquière, judicial district of Chicoutimi, for the following purposes:

To deal in edible products, animals, minerals, soft drinks, books and periodicals, paints, chemical products, and those of the earth, sea and forests, cosmetics, merchandise into which enters, in whole or in part, leather, rubber, metal metalloids, wood, paper, nylon, plastic, fur, textiles, glass and any by-products thereof, under the name of "Fournisseurs du Saguenay Ltée.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Jonquière, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of March 1955.

C. E. CANTIN,
39798 Deputy Attorney General.

(A. G. 10699-55)

Frank Byrne Pulpwood Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of March, 1955, incorporating: Frank Byrne, industrialist, Bernice Murphy Byrne, housewife, wife of the said Frank Byrne, and duly authorized by him, both of Sillery, and Kathleen Murphy, secretary, of Québec, all of the judicial district of Québec, for the following purposes:

To carry on the business of lumbering and the lumber trade, under the name of "Frank Byrne Pulpwood Inc.", with a total capital stock of \$49,000, divided into 490 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 1025 Mount St. Denis, Sillery, judicial district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of March, 1955.

C. E. CANTIN,
39798-o Deputy Attorney General.

(A.G. 10668-55)

G. Marchand Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of March, 1955, incorporating: Germaine Marchand, insurance agent, spinster, of Hampstead, Gisèle Desroches, stenographer, spinster, and Jacques B. Viau, notary, the latter two of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To operate as brokers and insurance agents, under the name of "G. Marchand Inc.", with a

capital total de \$25,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Hampstead, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit mars 1955.

L'Assistant-procureur général,
39798-o C. E. CANTIN.

(P.G. 10636-55)

Hallmark Shirt Co. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onzième jour de mars 1955, constituant en corporation: Jack Lightstone, Marvin Riback, Sydney Phillips, avocats et Élie M. Solomon, notaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de chemises, mercerie, pyjamas, articles vestimentaires et textiles, sous le nom de "Hallmark Shirt Co. Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce onzième jour de mars 1955.

L'Assistant-procureur général suppléant,
39798 P. FRENETTE.

(P.G. 10572-55)

Hamer Sales Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dixième jour de mars 1955, constituant en corporation: Norman Hamer, administrateur, Bernard Plisell, vendeur et David M. Lack, avocat, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de bas, lingerie, gants, articles vestimentaires, cosmétiques et accessoires d'iceux, vêtements et accessoires pour hommes et garçons, effets domestiques, objets et dispositifs, sous le nom de "Hamer Sales Company", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$50 chacune et 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dixième jour de mars 1955.

L'Assistant-procureur général suppléant,
39798 P. FRENETTE.

(P.G. 10102-55)

Hamilton Hosiery Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinq mars 1955, constituant en corporation: Emil Lipschuetz, gérant, Vilmos Klein, vendeur, et Joseph J. Shapiro, manufacturier, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de bonneterie, lingerie et accessoires, sous le nom de

total capital stock of \$25,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$10 each and into 300 preferred shares of a par value of \$50 each.

The head office of the company will be at Hampstead, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of March, 1955.

C. E. CANTIN,
39798 Deputy Attorney General.

(A.G. 10636-55)

Hallmark Shirt Co. Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of March, 1955, incorporating: Jack Lightstone, Marvin Riback, Sydney Phillips, advocates, and Élie M. Solomon, notary, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in shirts, haberdashery, pyjamas wearing apparel and textiles, under the name of "Hallmark Shirt Co. Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and into 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of March, 1955.

P. FRENETTE,
39798-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10572-55)

Hamer Sales Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of March, 1955, incorporating: Norman Hamer, executive, Bernard Plisell, salesman, and David M. Lack, advocate, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in ladies' hosiery, lingerie, gloves, articles of wearing apparel, cosmetics and cosmetic supplies, men's and boys' clothing and accessories, household articles, wares and equipment, under the name of "Hamer Sales Company", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of a par value of \$50 each and into 200 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of March, 1955.

P. FRENETTE,
39798-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10102-55)

Hamilton Hosiery Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of March, 1955, incorporating: Emil Lipschuetz, manager, Vilmos Klein, salesman, and Joseph J. Shapiro, manufacturer, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in hosiery, lingerie and accessories, under the name of "Hamilton

"Hamilton Hosiery Co. Ltd.", avec un capital total de \$30,000, divisé en 150 actions ordinaires de \$100 chacune et 150 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq mars 1955.

L'Assistant-procureur général,
39798 C. E. CANTIN.

(P.G. 10492-55)

Harvard & Wilson Streets Realty Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinze mars 1955, constituant en corporation: Jack Lightstone, Marvin Riback, tous deux avocats et Élie M. Solomon, notaire, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'immeubles; exercer le commerce comme entrepreneurs et constructeurs, sous le nom de "Harvard & Wilson Streets Realty Co. Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze mars 1955.

L'Assistant-procureur général,
39798 C. E. CANTIN.

(P.G. 10694-55)

J. D. Campbell & Co. Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinq mars 1955, constituant en corporation: George Gordon Kohl, avocat, Mary Donovan, sténographe, fille majeure, et Marie Katherine Macdonald, commis, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme entrepreneurs généraux et constructeurs, sous le nom de "J. D. Campbell & Co. Limited", avec un capital total de \$100,000, divisé en 1,500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 8,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq mars 1955.

L'Assistant-procureur général,
39798 C. E. CANTIN.

(P. G. 10689-55)

Jos. Aboud, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-septième jour de mars 1955, constituant en corporation: Pauline Aboud, Joseph Aboud et Raymond Aboud, tous marchands, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme manufacturiers et marchands de vêtements tricotés et textiles, produits textiles et sous-produits, sous le nom

Hosiery Co. Ltd.", with a total capital stock of \$30,000, divided into 150 common shares of \$100 each and into 150 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of March, 1955,

C. E. CANTIN,
39798-o Deputy Attorney General.

(A.G. 10492-55)

Harvard & Wilson Streets Realty Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of March, 1955, incorporating: Jack Lightstone, Marvin Riback, both advocates, and Élie M. Solomon, notary, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in real estate; to carry on business as contractors and builders, under the name of "Harvard & Wilson Streets Realty Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and into 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of March, 1955.

C. E. CANTIN,
39798-o Deputy Attorney General.

(A.G. 10694-55)

J. D. Campbell & Co. Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of March, 1955, incorporating: George Gordon Kohl, advocate, Mary Donovan, Stenographer, spinster of the age of majority, and Marie Katherine Macdonald, clerk, spinster of age of majority, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of general contractors and builders, under the name of "J. D. Campbell & Co. Limited", with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,500 common shares of the par value of \$10 each and into 8,500 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of March, 1955.

C. E. CANTIN,
39798-o Deputy Attorney General.

(A. G. 10689-55)

Jos. Aboud, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of March, 1955, incorporating: Pauline Aboud, Joseph Aboud and Raymond Aboud, all merchants, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers and dealers in knitwear and textiles and textile products and by-products, under the name of, "Jos,

de "Jos. Aboud, Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 7713 rue St-Denis, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dix-septième jour de mars 1955.

L'Assistant-procureur général,
39798 C. E. CANTIN.

Aboud, Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 7713 St. Denis Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of March, 1955.

C. E. CANTIN,
39798-o Deputy Attorney General.

(P. G. 10061-55)

Laboratoire des Spécialités Pharmaceutiques et Médicaments Brevetés Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit mars 1955, constituant en corporation: Laval Goulet, Joseph Duguay, avocats, et L. Thomas B. de Grosbois, comptable, tous d'Amos, district judiciaire d'Abitibi, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de produits et sous-produits biochimiques et industriels, sous le nom de "Laboratoire des Spécialités Pharmaceutiques et Médicaments Brevetés Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Amos, district judiciaire d'Abitibi.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit mars 1955.

L'Assistant-procureur général,
39798-o C. E. CANTIN.

(A. G. 10061-55)

Laboratoire des Spécialités Pharmaceutiques et Médicaments Brevetés Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of March 1955, incorporating: Laval Goulet, Joseph Duguay, advocates, and L. Thomas B. de Grosbois, accountant, all of Amos, judicial district of Abitibi, for the following purposes:

To manufacture and deal in biochemical and industrial products and by-products, under the name of "Laboratoire des Spécialités Pharmaceutiques et Médicaments Brevetés Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Amos, judicial district of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of March 1955.

C. E. CANTIN,
39798 Deputy Attorney General.

(P.G. 10805-55)

**La Conserverie Carleton Limitée
Carleton Cannery Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze avril 1955, constituant en corporation: Paul Paquet, comptable, de Carleton, district judiciaire de Bonaventure, Joseph-Raoul-Ulric Bédard et Jean-Paul Bédard, comptables, des cités et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de poisson en général, sous le nom de "La Conserverie Carleton Limitée — Carleton Cannery Limited", avec un capital total de \$40,000, divisé en 150 actions communes de \$100 chacune et en 250 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Carleton, district judiciaire de Bonaventure.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze avril 1955.

L'Assistant-procureur général suppléant,
39798-o P. FRENETTE.

(A.G. 10805-55)

**La Conserverie Carleton Limitée
Carleton Cannery Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of April, 1955, incorporating: Paul Paquet, accountant, of Carleton, judicial district of Bonaventure, Joseph Raoul Ulric Bédard and Jean Paul Bédard, accountants, of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To deal in fish generally, under the name of "La Conserverie Carleton Limitée — Carleton Cannery Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 150 common shares of \$100 each and 250 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Carleton, judicial district of Bonaventure.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of April, 1955.

P. FRENETTE,
39798 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10628-55)

**Le Conseil des Oeuvres du Diocèse
de Ste-Anne**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux mars 1955, constituant en corporation sans capital-actions: Son Excellence Monseigneur Bruno Desrochers, Évêque de Sainte-Anne-de-la-Pocatière, Joseph Duncan, agronome, Fernand Lord, travailleur social, tous de Sainte-Anne-de-la-Pocatière, Albert Royer, médecin, de Saint-Pacôme, Gérard Lapointe, employé

(A.G. 10628-55)

**Le Conseil des Oeuvres du Diocèse
de Ste-Anne**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of March 1955, to incorporate as a corporation without share capital: His Grace Monseigneur Bruno Desrochers, Bishop of Sainte Anne-de-la-Pocatière, Joseph Duncan, agronomist, Fernand Lord, social worker, all of Sainte Anne-de-la-Pocatière, Albert Royer, physician, of Saint Pacôme, Gérard Lapointe,

civil, de Rivière-du-Loup, tous du district judiciaire de Kamouraska, Georges Hébert, notaire, de Montmagny, et Roland Méthot, industriel, de Cap St-Ignace, ces deux derniers du district judiciaire de Montmagny, pour les objets suivants:

Grouper, orienter, aider et soutenir les Oeuvres d'assistance et les sociétés d'apostolat ou de bienfaisance sociale du diocèse de Sainte-Anne-de-la-Pocatière, sous le nom de "Le Conseil des Oeuvres du Diocèse de Ste-Anne".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation sera à Sainte-Anne-de-la-Pocatière, district judiciaire de Kamouraska.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux mars 1955.

L'Assistant-procureur général suppléant,
39798-o P. FRENETTE.

(P.G. 10502-55)

Les Loisirs de Notre-Dame de Laval, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq mars 1955, constituant en corporation sans capital-actions: Gérard April, contremaître, Gérard Paquette, Paul V. Giroux, employés du C.P.R., Émile Robillard, menuisier, Fabien Polisen, employé chez Eaton, Roland Rousseau, dessinateur, Léo Lesage, employé de banque, et Gaston Lemieux, machiniste, tous de Sainte-Rose de Laval, district de Montréal, pour les objets suivants:

Promouvoir la formation physique, intellectuelle et morale de ses membres en organisant leurs loisirs, sous le nom de "Les Loisirs de Notre-Dame de Laval, Inc."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$50,000.

Le siège social de la corporation sera en la ville de Sainte-Rose de Laval, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq mars 1955.

L'Assistant-procureur général,
39798-o C. E. CANTIN.

(P.G. 10878-55)

Mercury Hat Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre avril 1955, constituant en corporation: Mario Laurier, Adolphe Prévost, Paul Trudeau, Gilles Godin, avocats, et Pierre Mayer, agent de perception, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de chapeaux, fourrures, vêtements, tissus, marchandises sèches, articles en caoutchouc, parapluies, ornements, articles de toilette, sous le nom de "Mercury Hat Incorporated", avec un capital total de \$100,000, divisé en 1,000 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre avril 1955.

L'Assistant-procureur général,
39798-o C. E. CANTIN.

civil servant, of Rivière-du-Loup, all of the judicial district of Kamouraska, Georges Hébert, notary, of Montmagny, and Roland Méthot, industrialist, of Cap St. Ignace, the two latter of the judicial district of Montmagny, for the following purposes:

To group together, direct, assist and maintain charitable works and apostolate or social welfare societies of the Diocese of Saint Anne-de-la-Pocatière, under the name of "Le Conseil des Oeuvres du Diocèse de Ste. Anne".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation will be at Sainte Anne-de-la-Pocatière, judicial district of Kamouraska.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of March 1955.

P. FRENETTE,
39798 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10502-55)

Les Loisirs de Notre-Dame de Laval, Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of March, 1955, to incorporate as a corporation without share capital: Gérard April, foreman, Gérard Paquette, Paul V. Giroux, C.P.R. employees, Émile Robillard, joiner, Fabien Polisen, employed at Eaton's, Roland Rousseau, designer, Léo Lesage, bank employee, and Gaston Lemieux, machinist, all of Sainte-Rose of Laval, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To promote the physical, intellectual and moral formation of its members by organizing their sparetime, under the name of "Les Loisirs de Notre-Dame de Laval, Inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$50,000.

The head office of the corporation will be at in the town of Sainte-Rose de Laval, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of March, 1955.

C. E. CANTIN,
39798 Deputy Attorney General.

(A.G. 10878-55)

Mercury Hat Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of April, 1955, incorporating: Mario Laurier, Adolphe Prévost, Paul Trudeau, Gilles Godin, advocates, and Pierre Mayer, collector, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in hats, furs, clothing, fabrics, drygoods, rubber articles, umbrella, ornaments, toilet articles, under the name of "Mercury Hat Incorporated", with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,000 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of April, 1955.

C. E. CANTIN,
39798 Deputy Attorney General.

(P. G. 10436-55)

Modelectric Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuf mars 1955, constituant en corporation: Fernand Paquin, maître-électricien, René Dansereau, ingénieur professionnel, Jean Dansereau, homme d'affaires, Gisèle Dumont-Dansereau, ménagère, épouse séparée de biens dudit Jean Dansereau, tous de Ville Mont-Royal, et Charles James Tanner, ingénieur électricien, de Ville St-Laurent, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de tablettes et quincaillerie lourde, ferronnerie domestique, articles en métal, peinture, faïencerie, porcelaine, poterie, objets en terre cuite et en bois, marchandises en caoutchouc, plastiques, radios et appareils et accessoires électriques, sous le nom de "Modelectric Limited", avec un capital total de \$5,000, divisé en 50 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ville Mont-Royal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf mars 1955.

L'Assistant-procureur général,
39798 C. E. CANTIN.

(P. G. 10697-55)

**Pratte & Cie (Assurances) Ltée
Pratte & Co (Insurance) Ltd**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinzième jour de mars 1955, constituant en corporation: Claude Pratte, avocat, Blanche Gobeil, Rollande Lagacé, secrétaire, filles majeures, tous de Québec, Charlotte Risi, secrétaire, fille majeure, de Sillery et Huguette Morin, secrétaire, fille majeure, de Lauzon, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exploiter, entreprendre et exercer les affaires et activités générales d'agents d'assurances, sous le nom de "Pratte & Cie (Assurances) Ltée — Pratte & Co (Insurance) Ltd", avec un capital total de \$25,000, divisé en 250 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 611 ouest, rue St-Jacques, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce quinzième jour de mars 1955.

L'Assistant-procureur général,
39798 C. E. CANTIN.

(P.G. 10647-55)

Rae & MacNaughton Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seize mars 1955, constituant en corporation: Léo Beauvais, Guy Beauvais, courtiers de douanes, tous deux de Ste-Catherine d'Alexandrie et Myrtle Carmichael, courtier de douanes, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme courtiers de douanes, agents-voituriers, expéditeurs et transporteurs, par

(A. G. 10436-55)

Modelectric Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of March, 1955, incorporating: Fernand Paquin, Master Electrician, René Dansereau, professional engineer, Jean Dansereau, businessman, Gisèle Dumont-Dansereau, housewife, wife separate as to property of the said Jean Dansereau, all of the town of Mount Royal, and Charles James Tanner, electrical engineer, of the town of St. Laurent, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in shelf and heavy hardware, household hardware, metalware, paints, crockery, china, pottery, earthenware, woodenware, rubber goods, plastics, radio and electrical appliances and accessories, under the name of "Modelectric Limited", with a total capital stock of \$5,000, divided into 50 common shares of the par value of \$100 each.

The head office of the company will be in the town of Mount Royal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of March, 1955.

C. E. CANTIN,
39798-o Deputy Attorney General.

(A. G. 10697-55)

**Pratte & Cie (Assurances) Ltée
Pratte & Co (Insurance) Ltd**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of March, 1955, incorporating: Claude Pratte, advocate, Blanche Gobeil, Rollande Lagacé, secretaries, spinsters, all of Quebec, Charlotte Risi, secretary, spinster of Sillery, and Huguette Morin, secretary, spinster, of Lauzon, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on, engage in and transact the business and activities generally of insurance agents, under the name of "Pratte & Cie (Assurances) Ltée — Pratte & Co (Insurance) Ltd", with a total capital stock of \$25,000, divided into 250 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 611 St. James Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of March, 1955.

C. E. CANTIN,
39798-o Deputy Attorney General.

(A.G. 10647-55)

Rae & MacNaughton Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of March, 1955, incorporating: Léo Beauvais, Guy Beauvais, Customs Brokers, both of Ste. Catherine d'Alexandrie, and Myrtle Carmichael, customs broker, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To act as custom house brokers, cartage agents, forwarders and carriers by land and water,

terre et par eau, propriétaires de quais et entreposeurs, sous le nom de "Rae & MacNaughton Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize mars 1955.

L'Assistant-procureur général,
39798 C. E. CANTIN.

(P.G. 10169-55)

Rigaud Sand & Gravel Transport Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux février 1955, constituant en corporation: Valérien Sauvé, entrepreneur, Émilien Sauvé, mécanicien, et Albert Leblanc, avocat, tous de Valleyfield, district judiciaire de Beauharnois, pour les objets suivants:

Exercer les opérations de commerce en gros et détail pour la vente et le transport de sable et gravier, sous le nom de "Rigaud Sand & Gravel Transport Co. Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rigaud, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux février 1955.

L'Assistant-procureur général,
39798-o C. E. CANTIN.

(P.G. 10788-55)

River-Side Homes Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huit mars 1955, constituant en corporation: Camil Noël, C.R., Claude Rioux, tous deux avocats, Paul Mecteau, vendeur et Françoise Lemay, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Diriger et exercer le commerce comme constructeurs et entrepreneurs, sous le nom de "River-Side Homes Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$50 chacune et 400 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit mars 1955.

L'Assistant-procureur général,
39798 C. E. CANTIN.

(P.G. 10915-55)

Sheppard Industries Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treize avril 1955, constituant en corporation: George Franklin Sheppard, administrateur, de la ville de Hudson Heights, John Anthony Nolan, avocat, de ville St-Laurent et Howard Spear Simpson, avocat, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

wharfingers and warehousemen, under the name of "Rae & MacNaughton Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$10 each and into 3,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of March, 1955.

C. E. CANTIN,
39798-o Deputy Attorney General.

(A.G. 10169-55)

Rigaud Sand & Gravel Transport Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of February 1955, incorporating: Valérien Sauvé, contractor, Émilien Sauvé, mechanic, and Albert Leblanc, advocate, all of Valleyfield, judicial district of Beauharnois, for the following purposes:

To carry on the operations of a wholesale and retail business consisting of selling and transporting sand and gravel, under the name of "Rigaud Sand & Gravel Transport Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Rigaud, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of February 1955.

C. E. CANTIN,
39798 Deputy Attorney General.

(A.G. 10788-55)

River-Side Homes Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of March, 1955, incorporating: Camil Noël, Q.C., Claude Rioux, both advocates, Paul Mecteau, salesman, and Françoise Lemay, secretary spinster, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To conduct and carry on the business of builders and contractors, under the name of "River-Side Homes Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of a par value of \$50 each and into 400 preferred shares of a par value of \$50 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of March, 1955.

C. E. CANTIN,
39798-o Deputy Attorney General.

(A.G. 10915-55)

Sheppard Industries Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of April, 1955, incorporating: George Franklin Sheppard, executive, of the town of Hudson Heights, John Anthony Nolan, advocate, of ville St. Laurent, and Howard Spear Simpson, advocate, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

Manufacturer et exercer le commerce de machinerie, moteurs, machines-outils, engins, bouilloires, installations d'usine génératrice, accessoires hydrauliques, appareillage électrique, minier et industriel, ferronnerie, outils, ustensiles, instruments, véhicules-moteurs et accessoires, avions et accessoires, bateaux à vapeur, remorqueurs et tout autre équipement flottant, accessoires et systèmes de toutes sortes utilisés par les chemins de fer, sous le nom de "Sheppard Industries Limited", avec un capital total de \$105,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 10,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize avril 1955.

L'Assistant-procureur général,
39798 C. E. CANTIN.

(P. G. 10617-55)

Snowdon Medical Building Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuf mars 1955, constituant en corporation: Samuel Chait, Harry L. Aronovitch et Abraham Shuster, tous avocats, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme une corporation de portefeuille et de placements, sous le nom de "Snowdon Medical Building Inc.", avec un capital-actions divisé en 3,000 actions ordinaires sans valeur au pair et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf mars 1955.

L'Assistant-procureur général,
39798 C. E. CANTIN.

(P. G. 10605-55)

Studio J. E. Gravel Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix mars 1955, constituant en corporation: Joseph-Édouard Gravel, industriel, Dame Rolande Giguère-Gravel, marchande publique, épouse contractuellement séparée de biens dudit Joseph-Édouard Gravel, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, et Alfred Gravel, journalier, tous de Château-Richer, district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de cadres, images, gravures, photographies, dessins artistiques et commerciaux, cartes de souhaits et tous articles ou effets écrits, gravés, imprimés ou peints, sous le nom de "Studio J. E. Gravel Inc.", avec un capital total de \$50,000, divisé en 300 actions communes de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Château-Richer, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le dix mars 1955.

L'Assistant-procureur général suppléant,
39798-o P. FRENETTE.

To manufacture and deal in machinery, motors, machine tools, engines, boilers, power plant equipment, hydraulic equipment, electrical, mining and industrial equipment, hardware, tools, utensils, implements, motor vehicles and supplies, aeroplanes and supplies, steamboats, tugs and other floating equipment, railway equipment and systems of all kinds, under the name of "Sheppard Industries Limited", with a total capital stock of \$105,000, divided into 5,000 common shares of \$1 each and into 10,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of April, 1955.

C. E. CANTIN,
39798-o Deputy Attorney General.

(A. G. 10617-55)

Snowdon Medical Building Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of March, 1955, incorporating: Samuel Chait, Harry L. Aronovitch and Abraham Shuster, all advocates, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To act as a holding and investment corporation, under the name of "Snowdon Medical Building Inc.", with a capital stock divided into 3,000 common shares of no par value and 2,000 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of March, 1955.

C. E. CANTIN,
39798-o Deputy Attorney General.

(A. G. 10605-55)

Studio J. E. Gravel Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of March 1955, incorporating: Joseph Édouard Gravel, industrialist, Dame Rolande Giguère-Gravel, public merchant, wife contractually separate as to property of the said Joseph-Édouard Gravel, and duly authorized by the latter for the purposes herein, and Alfred Gravel, journeyman, all of Château-Richer, judicial district of Quebec, for the following purposes:

To manufacture and deal in frames, pictures, engravings, photographs, artistic and commercial drawings, greeting cards, and any written, engraved, printed or painted articles or things, under the name of "Studio J. E. Gravel Inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 300 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Château-Richer, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of March 1955.

P. FRENETTE,
39798 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12222-54)

The Kinsmen Club of Grand'Mère, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept mars 1955, constituant en corporation sans capital-actions: Maurice Durand, Harry Fisher, comptables, et Gaston Lavigne, dessinateur, tous de Grand'Mère, district judiciaire des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Promouvoir et maintenir parmi ses membres une saine camaraderie; les développer et les améliorer dans l'exercice de leurs métiers, occupations ou professions; stimuler leur civisme et leur respect pour l'autorité établie; améliorer les relations humaines par un esprit de coopération, de tolérance, de compréhension et de bienveillance, sous le nom de "The Kinsmen Club of Grand'Mère, Inc."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$20,000.

Le siège social de la corporation sera à Grand'Mère, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept mars 1955.

L'Assistant-procureur général suppléant,
39798-o P. FRENETTE.

(A.G. 12222-54)

The Kinsmen Club of Grand'Mère, Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of March, 1955, to incorporate as a corporation without share capital: Maurice Durand, Harry Fisher, accountants, and Gaston Lavigne, designer, all of Grand'Mère, judicial district of Trois-Rivières, for the following purposes:

To promote and maintain healthy comradeship amongst its members; to develop and improve members' work in the discharge of their duties in trades, occupations or professions; to stimulate members civism and respect for established authority; to improve human relations by a spirit of cooperation, tolerance, comprehension and benevolence, under the name of "The Kinsmen Club of Grand'Mère, Inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$20,000.

The head office of the corporation will be at Grand'Mère, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of March, 1955.

P. FRENETTE,
39798 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10413-55)

Topp Plumbing & Heating Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un février 1955, constituant en corporation: Léonard Breault, Hervé Breault, entrepreneurs, et Jacques Breault, agent d'assurance, tous de Granby, district judiciaire de Bedford, pour les objets suivants:

Faire affaires comme plombiers et exercer le commerce de matériaux de construction, sous le nom de "Topp Plumbing & Heating Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Granby, district judiciaire de Bedford.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un février 1955.

L'Assistant-procureur général,
39798-o C. E. CANTIN.

(A.G. 10413-55)

Topp Plumbing & Heating Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of February 1955, incorporating: Léonard Breault, Hervé Breault, contractors, and Jacques Breault, insurance agent, all of Granby, judicial district of Bedford, for the following purposes:

To carry on business as plumbers and deal in building materials, under the name of "Topp Plumbing & Heating Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Granby, judicial district of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of February, 1955.

C. E. CANTIN,
39798 Deputy Attorney General.

(P.G. 10566-55)

V-Metal Works Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit mars 1955, constituant en corporation: Antonio Vermette, agent d'affaires, Doria Dubeau, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Antonio Vermette, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de Montréal, et Armand Chevrette, avocat, d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce d'appareils scientifiques, d'instruments de chirurgie et de laboratoire, d'appareils de Rayon-X et d'accessoires se rapportant auxdits appareils ainsi que de meubles meublants, sous le nom de "V-Metal Works Ltd.", avec un capital total de \$25,000, divisé en 2,500 actions d'une valeur au pair de \$10 chacune.

(A.G. 10566-55)

V-Metal Works Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of March 1955, incorporating: Antonio Vermette, business agent, Doria Dubeau, housewife, wife contractually separate as to property of the said Antonio Vermette, and duly authorized by him for the purposes herein, both of Montreal, and Armand Chevrette, advocate, of Outremont, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in scientific apparatus, surgical and laboratory instruments, X-Ray apparatus, and accessories connected with said apparatus, as well as household furniture, under the name of "V-Metal Works Ltd.", with a total capital stock of \$25,000, divided into, 2,500 shares of a par value of \$10 each.

Le siège social de la compagnie sera à 8970, rue Berri, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit mars 1955.

L'Assistant-procureur général,
39798-o C. E. CANTIN.

The head office of the company will be at 8970 Berri Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of March, 1955.

C. E. CANTIN,
39798 Deputy Attorney General.

Lettres patentes supplémentaires

(P.G. 10613-55)

Addington Enterprises & Haulage Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du cinq mars 1955, à la compagnie "Addington Motors Limited", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 1er mai 1950, changeant son nom en celui de "Addington Enterprises & Haulage Limited".

Daté du bureau du Procureur général, le cinq mars 1955.

L'Assistant-procureur général suppléant,
39798-o P. FRENETTE.

(P.G. 12879-54)

Ant. Labbé Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du quinze mars 1955, à la compagnie "Ant. Labbé Inc.", augmentant son capital de \$100,000 à \$150,000; le capital-actions additionnel étant divisé en 5,000 actions privilégiées de \$10.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze mars 1955.

L'Assistant-procureur général suppléant,
39798-o P. FRENETTE.

(P.G. 10580-54)

Blue Bonnets Automobile Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-deux février 1955, à la compagnie "Blue Bonnets Automobile Ltd.", modifiant les dispositions des lettres patentes et des lettres patentes supplémentaires antérieures en ce qui regarde les droits, restrictions et privilèges attachés aux actions privilégiées de ladite compagnie.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux février 1955.

L'Assistant-procureur général suppléant,
39798-o P. FRENETTE.

(P. G. 10444-55)

Brandram — Henderson Holdings Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du dix-huit février 1955, à la compagnie "Brandram-Henderson Holdings Ltd.", augmentant son capital de \$1,000,000

Supplementary Letters Patent

(A.G. 10613-55)

Addington Enterprises & Haulage Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the fifth day of March 1955, to the company "Addington Motors Limited", constituted as a corporation under said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated May 1st, 1950, changing the company's name to that of "Addington Enterprises & Haulage Limited".

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of March, 1955.

P. FRENETTE,
39798 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12879-54)

Ant. Labbé Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the fifteenth day of March 1955, to the company "Ant. Labbé Inc.", increasing the company's capital from the sum of \$100,000 to \$150,000; the additional share capital being divided into 5,000 preferred shares of \$10.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of March, 1955.

P. FRENETTE,
39798 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10580-54)

Blue Bonnets Automobile Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated February twenty-second, 1955, to the company "Blue Bonnets Automobile Ltd.", amending the provisions of the letters patent and the previous supplementary letters patent regarding the rights, restrictions and privileges attached to the preferred shares of the said company.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of February, 1955.

P. FRENETTE,
39798 Acting Deputy Attorney General.

(A. G. 10444-55)

Brandram — Henderson Holdings Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the eighteenth day of February 1955, to the company "Brandram-Henderson Holdings Ltd.", increasing its capital from the sum of \$1,000,-

à \$1,150,000: le capital-actions additionnel étant divisé en 150,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit février 1955.

L'Assistant-procureur général suppléant,
39798-o P. FRENETTE.

(P. G. 10551-55)

Cabano Automobiles Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du quatre mars 1955, à la compagnie "Le Garage Témiscouata Inc.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 10 janvier 1945, augmentant son capital de \$20,000 à \$90,000: le capital-actions additionnel étant divisé en 200 actions ordinaires de \$100 et en 500 actions privilégiées de \$100, et changeant son nom en celui de "Cabano Automobiles Ltée".

Daté du bureau du Procureur général, le quatre mars 1955.

L'Assistant-procureur général suppléant,
39798-o P. FRENETTE.

(P. G. 12887-54)

Camille Soucy Inc

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du seize février 1955, à la compagnie "Milliard & Soucy, Inc.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 4 décembre 1946, changeant son nom en celui de "Camille Soucy Inc".

Daté du bureau du Procureur général, le seize février 1955.

L'Assistant-procureur général suppléant,
39798-o P. FRENETTE.

(P.G. 10542-55)

**Canadian Microfilming Company Limited
Société Canadienne du Microfilm,
Incorporé**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-trois mars 1955, à la compagnie "Canadian Microfilming Company Limited", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 21 mai 1948, 1° convertissant 100 actions ordinaires de \$100 de son capital autorisé en 100 actions privilégiées de \$100; 2° changeant son nom en celui de "Canadian Microfilming Company Limited — Société Canadienne du Microfilm, Incorporé".

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois mars 1955.

L'Assistant-procureur général suppléant,
39798-o P. FRENETTE.

000 to \$1,150,000: the additional share capital being divided into 150,000 common shares of \$1 each.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of February 1955.

P. FRENETTE,
39798 Acting Deputy Attorney General.

(A. G. 10551-55)

Cabano Automobiles Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the fourth day of March 1955, to the company "Le Garage Témiscouata Inc.", constituted as a corporation under said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated January 10th, 1945, increasing the company's capital from the sum of \$20,000 to \$90,000: the additional share capital being divided into 200 common shares of \$100 and 500 preferred shares of \$100, and changing said company's name to that of "Cabano Automobiles Ltée".

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of March, 1955.

P. FRENETTE,
39798 Acting Deputy Attorney General.

(A. G. 12887-54)

Camille Soucy Inc

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated February sixteenth, 1955, to the company "Milliard & Soucy, Inc.", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated December 4th, 1946, changing its name into that of "Camille Soucy Inc".

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of February, 1955.

P. FRENETTE,
39798 Acting Deputy Attorney General.

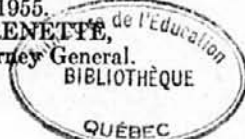
(A. G. 10542-55)

**Canadian Microfilming Company Limited
Société Canadienne du Microfilm,
Incorporé**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated March twenty-third, 1955, to the company "Canadian Microfilming Company Limited", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated May 21st, 1948, 1. converting 100 common shares of \$100 of its authorized capital stock into 100 preferred shares of \$100; 2. changing its name into that of "Canadian Microfilming Company Limited — Société Canadienne du Microfilm, Incorporé".

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of March, 1955.

P. FRENETTE,
39798 Acting Deputy Attorney General.



(P.G. 10498-55)

Canamont Construction Limitée
Canamont Construction Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du onze mars 1955, à la compagnie "Les Quatre Laurentiens Limitée — The Four Laurentians Limited", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 1er décembre 1954, changeant son nom en celui de "Canamont Construction Limitée — Canamont Construction Limited".

Daté du bureau du Procureur général, le onze mars 1955.

L'Assistant-procureur général suppléant,
39798-o P. FRENETTE.

(A.G. 10498-55)

Canamont Construction Limitée
Canamont Construction Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated March eleventh, 1955, to the company "Les Quatre Laurentiens Limitée — The Four Laurentians Limited", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated December 1st, 1954, changing its name into that of "Canamont Construction Limitée — Canamont Construction Limited".

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of March, 1955.

P. FRENETTE,
39798 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10484-55)

Couturiers of Paris Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-six février 1955, à la compagnie "Powers of Paris Limited", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 8 novembre 1954, changeant son nom en celui de "Couturiers of Paris Limited".

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six février 1955.

L'Assistant-procureur général,
39798-o C. E. CANTIN.

(A.G. 10484-55)

Couturiers of Paris Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twenty-sixth day of February, 1955, to the company "Powers of Paris Limited", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated November 8th, 1954, changing its name into that of "Couturiers of Paris Limited".

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of February, 1955.

C. E. CANTIN,
39798 Deputy Attorney General.

(P. G. 10412-55)

Daoust, Lapointe Fourrures Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du onze mars 1955, à la compagnie "Pellis Trading Inc. — Société Commerciale de Fourrure Inc.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 10 octobre 1946, changeant son nom en celui de "Daoust, Lapointe Fourrures Inc."

Daté du bureau du Procureur général, le onze mars 1955.

L'Assistant-procureur général suppléant,
39798-o P. FRENETTE.

(A. G. 10412-55)

Daoust, Lapointe Fourrures Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the eleventh day of March 1955, to the company "Pellis Trading Inc. — Société Commerciale de Fourrure Inc.", constituted as a corporation under said Part I of the Quebec Companies' Act by letters patent dated October 10th, 1946, changing the company's name to that of "Daoust, Lapointe Fourrures Inc."

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of March 1955.

P. FRENETTE,
39798 Acting Deputy Attorney General.

(P. G. 10703-55)

Enterprises Limited
Entreprises Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du seize mars 1955, à la compagnie "Enterprises Limited — Entreprises Limitée", augmentant son capital de \$20,000, à \$120,000: le capital-actions additionnel étant divisé en 1000 actions privilégiées de \$100.

Daté du bureau du Procureur général, le seize mars 1955.

L'Assistant-procureur général suppléant,
39798-o P. FRENETTE.

(A. G. 10703-55)

Enterprises Limited
Entreprises Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated March sixteenth, 1955, to the company "Enterprises Limited — Entreprises Limitée", increasing its capital stock from \$20,000 to \$120,000: the additional capital stock being divided into 1,000 preferred shares of \$100.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of March, 1955.

P. FRENETTE,
39798 Acting Deputy Attorney General.

(P. G. 10294-55)

Fernand Cardinal Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires en date du vingt-deux février 1955, à la compagnie "Cardinal & Meloche Inc.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 31 août 1948, changeant son nom en celui de "Fernand Cardinal Inc."

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux février 1955.

L'Assistant-procureur général,
39798-o C. E. CANTIN.

(A. G. 10294-55)

Fernand Cardinal Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twenty-second day of February, 1955, to the company: "Cardinal & Meloche Inc.", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated August 31st, 1948, changing its name into that of "Fernand Cardinal Inc."

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of February, 1955.

C. E. CANTIN,
39798 Deputy Attorney General.

(P.G. 10722-55)

Finebro Dress Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-cinq mars 1955, à la compagnie "Finebro Dress Incorporated", augmentant son capital de \$60,000 à \$100,000: le capital-actions additionnel étant divisé en 100 actions ordinaires de \$100 et en 300 actions privilégiées de \$100.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq mars 1955.

L'Assistant-procureur général suppléant,
39798-o P. FRENETTE.

(A.G. 10722-55)

Finebro Dress Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twenty-fifth day of March 1955, to the company "Finebro Dress Incorporated", increasing its capital from the sum of \$60,000 to \$100,000: the additional share capital being divided into 100 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of March, 1955.

P. FRENETTE,
39798 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12845-54)

Fleuriste Madelon Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du quatre mars 1955, à la compagnie "Fleuriste Madelon Ltée", augmentant son capital de \$20,000 à \$100,000: le capital-actions additionnel étant divisé en 7000 actions ordinaires de \$10 et en 1000 actions privilégiées de \$10.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre mars 1955.

L'Assistant-procureur général suppléant,
39798-o P. FRENETTE.

(A.G. 12845-54)

Fleuriste Madelon Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the fourth day of March 1955, to the company "Fleuriste Madelon Ltée", increasing the company's capital from the sum of \$20,000 to \$100,000: the additional share capital being divided into 7000 common shares of \$10 and 1000 preferred shares of \$10.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of March, 1955.

P. FRENETTE,
39798 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10488-55)

Great West Beef Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-deux mars 1955, à la compagnie "Eastern Beef Packers Inc.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 18 juin 1954, changeant son nom en celui de "Great West Beef Inc."

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux mars 1955.

L'Assistant-procureur général suppléant,
39798-o P. FRENETTE.

(A.G. 10488-55)

Great West Beef Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated March twenty-second, 1955, to the company "Eastern Beef Packers Inc.", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated June 18th, 1954, changing its name into that of "Great West Beef Inc."

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of March, 1955.

P. FRENETTE,
39798 Acting Deputy Attorney General.

(P. G. 10501-55)

Iona Plastering Ltd

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

(A. G. 10501-55)

Iona Plastering Ltd

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary let-

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-cinq février 1955, à la compagnie "Iona Construction Ltd", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 31 août 1954, changeant son nom en celui de "Iona Plastering Ltd".

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq février 1955.

L'Assistant-procureur général,
39798-o C. E. CANTIN.

(P. G. 10512-55)

Kay Metal and Refining Works Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du quatre mars 1955, à la compagnie "Kay Metal and Refining Works Limited", augmentant son capital de \$49,000 à \$199,000: le capital-actions additionnel étant divisé en 15,000 actions privilégiées de \$10.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre mars 1955.

L'Assistant-procureur général suppléant,
39798-o P. FRENETTE.

(P. G. 10741-55)

La Compagnie d'Entreposage de Granby Limitée Granby Warehousing Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du trente et un mars 1955, à "La Compagnie d'Entreposage de Granby Limitée — Granby Warehousing Company Limited", augmentant son capital de \$19,000 à \$100,000: le capital-actions additionnel étant divisé en 810 actions ordinaires de \$100.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un mars 1955.

L'Assistant-procureur général suppléant,
39798-o P. FRENETTE.

(P.G. 10308-55)

Les Entreprises St-Joseph Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt et un mars 1955, à la compagnie "Fréreau & Lussier Inc.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 8 mars 1952, changeant son nom en celui de "Les Entreprises St-Joseph Ltée".

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un mars 1955.

L'Assistant-procureur général suppléant,
39798-o P. FRENETTE.

(P.G. 10356-55)

Les Industries Upton Ltée Upton Industries Ltd

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes sup-

ters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated twenty-fifth day of February 1955, to the company "Iona Construction Ltd", constituted as a corporation under said Part I, dated August 31st, 1954, changing the company's name to that of "Iona Plastering Ltd".

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of February 1955.

C. E. CANTIN,
39798 Deputy Attorney General.

(A. G. 10512-55)

Kay Metal and Refining Works Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the fourth day of March 1955, to the company "Kay Metal and Refining Works Limited", increasing the company's capital from the sum of \$49,000 to \$199,000: the additional share capital being divided into 15,000 preferred shares of \$10.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of March 1955.

P. FRENETTE,
39798 Acting Deputy Attorney General.

(A. G. 10741-55)

La Compagnie d'Entreposage de Granby Limitée Granby Warehousing Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated March thirty-first, 1955, to "La Compagnie d'Entreposage de Granby Limitée — Granby Warehousing Company Limited", increasing its capital stock from \$19,000 to \$100,000: the additional capital stock being divided into 810 common shares of \$100.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of March, 1955.

P. FRENETTE,
39798 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10308-55)

Les Entreprises St-Joseph Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated March twenty-first, 1955, to the company "Fréreau & Lussier Inc.", incorporated under Part I of the said Quebec Companies' Act, by letters patent dated March 8th, 1952, changing its name into that of "Les Entreprises St-Joseph Ltée".

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of March 1955.

P. FRENETTE,
39798 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10356-55)

Les Industries Upton Ltée Upton Industries Ltd

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated

plémentaires, en date du onze mars 1955, à la compagnie "Menuiserie Upton Ltée — Upton Millwork Ltd", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 22 novembre 1954, changeant son nom en celui de "Les Industries Upton Ltée — Upton Industries Ltd".

Daté du bureau du Procureur général, le onze mars 1955.

L'Assistant-procureur général suppléant,
39798-o P. FRENETTE.

(P. G. 10403-55)

Markirk Holdings, Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du deux mars 1955, à la compagnie "Markirk Holdings, Ltd.", augmentant son capital de \$10,000 à \$300,000: le capital-actions additionnel étant divisé en 2,900 actions de \$100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le deux mars 1955.

L'Assistant-procureur général suppléant,
39798-o P. FRENETTE.

(P. G. 10365-55)

Mary Mallen Chez Micheline Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-cinq février 1955, à la compagnie "Chez Micheline Inc.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 16 juin 1939, et par lettres patentes supplémentaires en date du 25 mai 1953, changeant son nom en celui de "Mary Mallen Chez Micheline Inc."

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq février 1955.

L'Assistant-procureur général,
39798-o C. E. CANTIN.

(P. G. 10431-55)

Paul H. Dubois Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-deux février 1955, à la compagnie "Drouin, Dubois & Sigouin Inc.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 30 août 1949, sous le nom originaire de "J. S. Drouin Inc.", et par lettres patentes supplémentaires en date du 7 octobre 1950, changeant ledit nom originaire en celui de "Drouin, Dubois & Sigouin Inc.", changeant de nouveau son nom en celui de "Paul H. Dubois Inc."

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux avril 1955.

L'Assistant-procureur général,
39798-o C. E. CANTIN.

(P. G. 10079-55)

Powder Milk Products Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

March eleventh, 1955, to the company "Menuiserie Upton Ltée — Upton Millwork Ltd", incorporated under Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated November 22, 1954, changing its name into that of "Les Industries Upton Ltée — Upton Industries Ltd".

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of March, 1955.

P. FRENETTE,
39798 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10403-55)

Markirk Holdings, Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated March second, 1955, to the company "Markirk Holdings, Ltd.", increasing its capital stock from \$10,000 to \$300,000: the additional capital stock being divided into 2,900 shares of \$100 each.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of March, 1955.

P. FRENETTE,
39798 Acting Deputy Attorney General.

(A. G. 10365-55)

Mary Mallen Chez Micheline Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twenty-fifth day of February 1955, to the company "Chez Micheline Inc.", constituted as a corporation under said Part I of the Quebec Companies' Act by letters patent dated June 16th, 1939, and by supplementary letters patent dated May 25th, 1953, changing the company's name to that of "Mary Mallen Chez Micheline Inc."

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of February 1955.

C. E. CANTIN,
39798 Deputy Attorney General.

(A. G. 10431-55)

Paul H. Dubois Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated February twenty-second, 1955, to the company "Drouin, Dubois & Sigouin Inc.", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated August 30th, 1949, under the original name of "J. S. Drouin Inc.", and by supplementary letters patent dated October 7th, 1950, changing the said original name into that of "Drouin, Dubois & Sigouin Inc.", again changing its name into that of "Paul H. Dubois Inc."

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of April, 1955.

C. E. CANTIN,
39798 Deputy Attorney General.

(A. G. 10079-55)

Powder Milk Products Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary let-

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du premier mars 1955, à la compagnie "Powder Milk Products Inc.", ratifiant un règlement subdivisant les 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100, formant le capital-actions autorisée de ladite compagnie, en 1650 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$24.24 chacune, convertissant lesdites 1650 actions en 1650 actions sans valeur au pair, et fixant à \$8250 le montant avec lequel la compagnie pourra continuer ses opérations.

Daté du bureau du Procureur général, le premier mars 1955.

L'Assistant-procureur général suppléant,
39798-o P. FRENETTE.

(P.G. 10747-55)

**Quebec Chibougamau Goldfields Limited
(No Personal Liability)**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec et de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt et un mars 1955, à la compagnie "Quebec Chibougamau Goldfields Limited" (No Personal Liability), augmentant son capital de \$3,500,000 à \$5,000,000: le capital-actions additionnel étant divisé en 1,500,000 actions de \$1 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un mars 1955.

L'Assistant-procureur général suppléant,
39798-o P. FRENETTE.

(P.G. 10827-55)

Quebec-Telephone

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-huit mars 1955, à la compagnie "Quebec-Telephone", ratifiant: 1° son règlement spécial N° 36 réduisant son capital par l'annulation de 2,173 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$20 chacune, 1,280 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$20 chacune, et 15,424 actions classe "A" d'une valeur au pair de \$15 chacune, et augmentant son capital par la création de 125,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$20 chacune, et énumérant les privilèges attachés à ces nouvelles actions privilégiées; 2° son règlement spécial N° 37 subdivisant les 144,054 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$5 chacune en 432,162 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1.66-2/3, et portant le nombre de telles actions ordinaires de 432,162 à 800,000, et fixant le capital souscrit avec lequel la compagnie pourra continuer ses opérations à \$4,502,000.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit mars 1955.

L'Assistant-procureur général suppléant,
39798-o P. FRENETTE.

(P.G. 10827-55)

Quebec-Telephone

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-huit mars 1955, à la compagnie "Quebec-Telephone", convertis-

ters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, dated March first, 1955, to the company "Powder Milk Products Inc.", ratifying a by-law subdividing the 400 common shares of a par value of \$100, forming the authorized capital stock of the said company, into 1650 common shares of a par value of \$24.24 each, converting the said 1650 shares into 1650 shares of no par value, and fixing at \$8250 the amount with which the company continue its operations.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of March, 1955.

P. FRENETTE,
39798 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10747-55)

**Quebec Chibougamau Goldfields Limited
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, dated March twenty-first, 1955, to the company "Quebec Chibougamau Goldfields Limited" (No Personal Liability), increasing its capital stock from \$3,500,000 to \$5,000,000: the additional capital stock being divided into 1,500,000 shares of \$1 each.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of March, 1955.

P. FRENETTE,
39798 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10827-55)

Quebec-Telephone

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, dated the twenty-eighth day of March 1955, to the company "Quebec-Telephone", ratifying: 1. the company's special by-law No. 36 reducing its capital by cancelling 2,173 preferred shares of a par value of \$20 each, 1,280 preferred shares of a par value of \$20 each, and 15,424 Class "A" shares of a par value of \$15 each, and increasing its capital by creating 125,000 preferred shares of a par value of \$20 each, and enumerating the privileges attached to said additional preferred shares; 2. company's special by-law No. 37 subdividing the 144,054 common shares of a par value of \$5 each into 432,162 common shares of a par value of \$1.66-2/3, and increasing the number of such common shares from 432,162 to 800,000, and fixing the subscribed capital with which the company may continue its operations at \$4,502,000.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of March, 1955.

P. FRENETTE,
39798 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10827-55)

Quebec-Telephone

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, dated the twenty-eighth day of March 1955, to the company "Quebec-Telephone", converting its

sant ses 800,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1,66-2/3 en 800,000 actions ordinaires sans valeur au pair, et fixant à \$4,502,000 le montant avec lequel la compagnie pourra continuer ses opérations.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit mars 1955.

L'Assistant-procureur général suppléant,
39798-o P. FRENETTE.

(P. G. 10756-55)

Rex Petroleum Ltd

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-trois mars 1955, à la compagnie "Rex Automobiles Ltd.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 18 août 1954, changeant son nom en celui de "Rex Petroleum Ltd".

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois mars 1955.

L'Assistant-procureur général suppléant,
39798-o P. FRENETTE.

(P. G. 10591-55)

Robar Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du deux mars 1955, à "La Compagnie de Construction Robar Ltée — Robar Construction Company Ltd", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 5 février 1955, 1°) subdivisant les 1,000 actions de son capital-actions autorisé, de \$100 chacune, en 4,000 actions de \$25 chacune; 2°) convertissant 3,600 desdites actions de \$25 chacune en 3,600 actions privilégiées de \$25 chacune; 3°) augmentant le nombre de ses directeurs de trois à sept; 4°) changeant le siège social de la compagnie de la cité de Québec à Ste-Foy, district judiciaire de Québec; 5°) changeant son nom en celui de "Robar Construction Inc."

Daté du bureau du Procureur général, le deux mars 1955.

L'Assistant-procureur général suppléant,
39798-o P. FRENETTE.

(P. G. 10685-55)

Rod Transport Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du dix mars 1955, à la compagnie "Rod Service Inc.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 30 juin 1954, changeant son nom en celui de "Rod Transport Inc."

Daté du bureau du Procureur général, le dix mars 1955.

L'Assistant-procureur général suppléant,
39798-o P. FRENETTE.

(P.G. 10375-55)

Roger Lauzon Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

800,000 common shares of a par value of \$1.66-2/3 into 800,000 common shares without par value, and fixing at \$4,502,000 the amount with which the company may continue its operations.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of March, 1955.

P. FRENETTE,
39798 Acting Deputy Attorney General.

(A. G. 10756-55)

Rex Petroleum Ltd

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated March twenty-third, 1955, to the company "Rex Automobiles Ltd.", incorporated under Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated August 18th, 1954, changing its name into that of "Rex Petroleum Ltd".

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of March, 1955.

P. FRENETTE,
39798 Acting Deputy Attorney General.

(A. G. 10591-55)

Robar Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated March second, 1955, to "La Compagnie de Construction Robar Ltée — Robar Construction Company Ltd", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated February 5th, 1955, 1.) subdividing the 1,000 shares of its authorized capital stock, of \$100 each, into 4,000 shares of \$25 each; 2.) converting 3,600 of the said shares of \$25 each into 3,600 preferred shares of \$25 each; 3.) increasing the number of its directors from three to seven; 4.) changing the head office of the company from the city of Quebec to Ste-Foy, judicial district of Quebec; 5.) changing its name into that of "Robar Construction Inc."

Dated at the office of the Attorney General, this second day of March, 1955.

P. FRENETTE,
39798 Acting Deputy Attorney General.

(A. G. 10685-55)

Rod Transport Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the tenth day of March 1955, to the company "Rod Service Inc.", constituted as a corporation under said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated June 30th, 1954, changing the company's name to that of "Rod Transport Inc."

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of March 1955.

P. FRENETTE,
39798 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10375-55)

Roger Lauzon Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du trois mars 1955, à la compagnie "Gazaille et Lauzon Ltée", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 12 décembre 1953, changeant son nom en celui de "Roger Lauzon Ltée".

Daté du bureau du Procureur général le trois mars 1955.

L'Assistant-procureur général suppléant,
39798-o P. FRENETTE.

(P.G. 10667-55)

Roger R. Bélanger Ltée.
Roger R. Bélanger Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du neuf mars 1955, à la compagnie "Roger R. Bélanger Ltée.—Roger R. Bélanger Ltd.", augmentant son capital de \$210,000 à \$225,000: le capital-actions additionnel étant divisé en 15,000 actions ordinaires de \$1.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf mars 1955.

L'Assistant-procureur général suppléant,
39798-o P. FRENETTE.

(P.G. 10384-55)

Steel Structure & Services Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du dix-huit février 1955, à la compagnie "Steel Structure & Services Ltd.", augmentant son capital de \$100,000 à \$300,000: le capital-actions additionnel étant divisé en 2,000 actions privilégiées de \$100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit février 1955.

L'Assistant-procureur général,
39798-o C. E. CANTIN.

(P.G. 10577-55)

Stober's Department Stores Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-neuf mars 1955, à la compagnie "Stober's 5 to \$1.00 Stores Inc.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 29 juillet 1933, sous le nom originaire de "Maison Stober Inc.", et par lettres patentes supplémentaires en date du 10 novembre 1938, changeant ledit nom originaire en celui de "Stober's 5 to \$1.00 Stores Inc.", et par de nouvelles lettres patentes supplémentaires en date du 2 décembre 1938, changeant de nouveau son nom en celui de "Stober's Department Stores Inc."

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf mars 1955.

L'Assistant-procureur général suppléant,
39798-o P. FRENETTE.

letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the third day of March 1955, to the company "Gazaille et Lauzon Ltée", constituted as a corporation under said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated December 12th, 1953, changing the company's name to that of "Roger Lauzon Ltée".

Dated at the office of the Attorney General, this third day of March, 1955.

P. FRENETTE,
39798 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10667-55)

Roger R. Bélanger Ltée.
Roger R. Bélanger Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the ninth day of March 1955, to the company "Roger R. Bélanger Ltée.—Roger R. Bélanger Ltd.", increasing the company's capital from the sum of \$210,000 to \$225,000: the additional share being divided into 15,000 common shares of \$1.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of March 1955.

P. FRENETTE,
39798-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10384-55)

Steel Structure & Services Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the eighteenth day of February, 1955, to the company "Steel Structure & Services Ltd.", increasing its capital stock from \$100,000 to \$300,000: the additional capital stock being divided into 2,000 preferred shares of \$100 each.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of February, 1955.

C. E. CANTIN,
39798 Deputy Attorney General.

(A.G. 10577-55)

Stober's Department Stores Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twenty-ninth day of March 1955, to the company "Stober's 5 to \$1.00 Stores Inc.", constituted as a corporation under said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated July 29, 1933, under the original name of "Maison Stober Inc.", and by supplementary letters patent dated November 10th, 1938, changing the said original name to that of "Stober's 5 to \$1.00 Stores Inc.", and by additional supplementary letters patent dated December 2nd, 1938, again changing the Company's name to "Stober's Department Stores Inc."

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of March 1955.

P. FRENETTE,
39798 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10435-55)

Three Star Films Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du quatorze mars 1955, à la compagnie "Les Publications Excel Ltée.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 26 avril 1954, 1° changeant son nom en celui de "Three Star Films Inc."; 2° augmentant son capital de \$19,900 à \$100,000: le capital-actions additionnel étant divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 et en 60,100 actions privilégiées de \$1.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze mars 1955.

L'Assistant-procureur général suppléant,
39798-o P. FRENETTE.

(A.G. 10435-55)

Three Star Films Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the fourteenth day of March 1955, to the company "Les Publications Excel Ltée.", constituted as a corporation under said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated April 26th, 1954, 1. changing the company's name to that of "Three Star Films Inc."; 2. increasing its capital from the sum of \$19,900 to \$100,000: the additional share capital being divided into 2,000 common shares of \$10 and 60,100 preferred shares of \$1.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of March, 1955.

P. FRENETTE,
39798 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10465-55)

Tina Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-six février 1955, à la compagnie "Thrifty Togs Ltd.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 21 mai 1954, changeant son nom en celui de "Tina Inc."

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six février 1955.

L'Assistant-procureur général,
39798-o C. E. CANTIN.

(A.G. 10465-55)

Tina Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twenty-sixth day of February 1955, to the company "Thrifty Togs Ltd.", constituted as a corporation under said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated May 21st, 1954, changing the company's name to that of "Tina Inc."

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of February, 1955.

C. E. CANTIN,
39798 Deputy Attorney General.

(P.G. 10682-55)

Trebmalts Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du quatorze mars 1955, à la compagnie "Trebmalts Limited", modifiant ses pouvoirs.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze mars 1955.

L'Assistant-procureur général suppléant,
39798-o P. FRENETTE.

(A.G. 10682-55)

Trebmalts Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated March fourteenth, 1955, to the company "Trebmalts Limited", amending its powers.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of March, 1955.

P. FRENETTE,
39798 Acting Deputy Attorney General.

Département du Travail

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis, par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux établissements commerciaux de Mégantic, rendue obligatoire par le décret numéro 548 du 28 mai 1954, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-gouverneur en Conseil les modifications suivantes audit décret:

1° Le paragraphe "b" de l'article III sera remplacé par le suivant:

"b) La durée régulière de travail dans les établissements régis par le décret est de cinquante-

Department of Labour

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the commercial establishments of Megantic, rendered obligatory by the decree No. 548 of May 28th, 1954, have petitioned him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendments to the said decree:

1. Subsection "b" of section III will be replaced by the following:

"b) The standard work week in the establishments governed by the decree shall consist of

deux (52) heures par semaine, réparties ainsi:

Les lundi, mardi, jeudi, et vendredi; de 8.00 a.m. à 6.00 p.m.

Le mercredi; de 8.00 a.m. à 12.00 p.m. (midi)

Le samedi; de 8.00 a.m. à 10.00 p.m.

Cependant, le travail peut être prolongé jusqu'à 6.00 p.m. le mercredi lorsqu'il y a un jour chômé autre que le dimanche dans la semaine."

2° Le paragraphe "e" de l'article III sera remplacé par le suivant:

"e) Une heure doit être accordée à tout employé pour le repas du midi, sauf le mercredi, et une heure pour le souper quand il doit retourner au travail le soir."

3° Le paragraphe "f" et l'alinéa intitulé "Réserve" apparaissant à l'article III seront remplacés par le suivant:

"f) En aucun temps, l'employeur ne peut faire travailler ses employés à la vente après six (6) heures du soir, si ce n'est un (1) jour de la semaine et pendant la période des fêtes, soit les jours ouvrables avant le 25 décembre et le 1er janvier de chaque année, et ce, jusqu'à dix (10) heures du soir. L'employé ne peut non plus travailler à la vente en dehors de l'horaire ici fixé. Si l'employeur enfreignait cette prescription impérative du décret, ledit employeur serait passible, en plus du paiement de l'amende prévue en pareil cas, de payer à l'employé un salaire égal au double de celui auquel l'employé a droit en vertu des autres conditions du décret; l'employé serait aussi passible de l'amende prévue en pareil cas pour avoir enfreint une des stipulations impératives de décret."

4° L'article V sera remplacé par le suivant:

"V. *Congé annuel payé.* Tout employé qui, le 30 avril de chaque année, a terminé cinq (5) années de travail dans le même établissement ou pour le même employeur, a droit à un congé annuel de deux semaines, d'une durée de six (6) jours par semaine, dont une semaine durant la saison d'été et une semaine durant la saison d'hiver, les dimanches non compris avec salaire régulier payable d'avance.

Tout employé qui, le 30 avril de chaque année, a terminé une année de travail dans le même établissement ou pour le même employeur a droit à un congé annuel d'une durée de six jours le dimanche non compris, avec salaire régulier payable d'avance.

S'il n'a pas un (1) an de service, tout employé a droit à un congé payé, d'une durée d'autant de demi-jours qu'il a de mois de service pour son employeur.

Aux fins d'application du présent article, on doit référer aux dispositions de l'Ordonnance numéro 3 révisée de la Commission du salaire minimum. Cependant le congé annuel payé doit être donné entre le 1er juillet et le 30 septembre, à la discrétion de l'employeur."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 7 mai 1955.

39801-0

fifty-two (52) hours, distributed as follows:

Monday, Tuesday, Thursday and Friday: 8.00 a.m. to 6.00 p.m.

Wednesday: 8.00 a.m. to 12.00 (noon).

Saturday: 8.00 a.m. to 10.00 p.m.

However, on Wednesday, work may be continued until 6.00 p.m. when a day kept as a holiday, other than a Sunday, falls in that week."

2. Subsection "e" of section III will be replaced by the following:

"e) Every employee shall be entitled to one hour off for his noon meal, except on Wednesdays, and to one hour off for supper when he has to return to work in the evening."

3. Subsection "f" and the paragraph headed "Proviso", appearing in Section III, will be replaced by the following:

"f) Employers shall have no sales work done by employees after 6.00 p.m. except on one day of the week and during the holidays period, i.e. the working days before December 25 and January 1st of each year, but no later than 10.00 p.m. Also, employees shall do no sales work outside the hours herein determined. Should the employer violate this mandatory provision of the decree, he shall be liable to the fine determined for such cases and, furthermore, he shall pay double time to the employee based on the wage rate to which the employee is entitled under the other provisions of the decree. The employee would also be liable to the fine established for such cases in the event of his violating one of the mandatory provisions of the decree."

4. Section V will be replaced by the following:

"V. *Annual vacation with pay.* Every employee who, on April 30th of each year, has completed five (5) years of service in the same establishment or for the same employer, is entitled to an annual vacation of two weeks of six (6) days each, excepting Sundays, one week to be taken during the summer season and the other during the winter, with regular pay given in advance.

Every employee who, on April 30th of each year, has completed one year of work in the same establishment or for the same employer, is entitled to an annual vacation of six days, excepting Sunday, with regular pay given in advance.

When an employee has less than one (1) year of service, he is entitled to a vacation with pay of as many half-days as he has months of service for his employer.

For the purposes of enforcement of the present section, reference shall be made to the provisions of Ordinance number 3, as revised, of the Minimum Wage Commission. However, the annual vacation with pay shall be given between July 1st and September 30th, at a date chosen by the employer."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 7th, 1955.

39801-0

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis, par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act

collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), qu'à la suite d'une requête qui lui a été présentée par l'Association des Maîtres et Artisans-Barbiers du district de St-François Inc., il a l'intention de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur en Conseil les modifications suivantes au décret numéro 255 du 5 mars 1953 et amendements, relatif aux métiers de barbier et de coiffeur dans la région de Sherbrooke:

1° Au paragraphe "a" de l'article III: Que les heures de travail dans les salons de barbier et de coiffeur pour hommes de la zone I soient de 8.30 a.m. à 5.00 p.m., le samedi.

2° Au paragraphe "a" de l'article VIII: Que les prix minima indiqués pour les services ci-après mentionnés, dans la zone I, soient remplacés par les suivants:

"Coupe de cheveux pour adultes des deux sexes:
Lundi, mardi, mercredi et jeudi.....\$0.70
Vendredi, samedi et veille de fêtes chômées 0.75"

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail, recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 7 mai 1955. 39801-0

AVIS

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis, par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes ci-après mentionnées lui ont présenté une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

Le Syndicat Professionnel des Barbiers-Coiffeurs de Saint-Jean & d'Iberville, Section des Maîtres-Barbiers;

ET, D'AUTRE PART:

Le Syndicat Professionnel des Barbiers-Coiffeurs de Saint-Jean & d'Iberville, Section des Employés-Barbiers.

pour les employeurs et les employés des métiers visés suivant les conditions ci-après décrites:

I. *Définitions*: Pour les fins du présent décret, les termes ci-après énumérés ont la signification suivante:

a) Les mots "barbier-coiffeur" désignent toute personne qui, en tout ou en partie, fait la barbe, coupe, tond, arrange, rafraîchit et flambe les cheveux, nettoie la tête par la méthode du shampooing, donne des massages, pratique l'art du manucure, embellit le visage, la peau, les mains, la chevelure ou le cuir chevelu.

Note: Le barbier-coiffeur peut également donner des massages exclusivement faciaux.

b) Les mots "salon de barbier-coiffeur" désignent tout endroit ou établissement où l'on exerce le métier de barbier-coiffeur en entier ou en partie, tel que défini au paragraphe "a" du présent article.

c) Les mots "maître-barbier-coiffeur" désignent toute personne qui opère un ou plusieurs établissements reconnus comme salons de barbier-coiffeur, tel que défini au paragraphe "b"

(R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that following a petition submitted to him by "L'Association des Maîtres et Artisans-Barbiers du district de St. François Inc.", he intends to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendments to the decree No. 255 of March 5th, 1953, as amended, relating to the barber and hairdressing trades in the district of Sherbrooke:

1. In subsection "a" of section III, the hours of work in men's barber and hairdressing parlors of zone I, on Saturday, will be distributed between 8.30 a.m. and 5.00 p.m.

2. In subsection "a" of section VIII, the minimum prices for the services hereafter mentioned, in zone I, will be replaced by the following:

"Haircut, adults — male and female:
On Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday.....\$0.70
On Friday, Saturday and Holiday eves.... 0.75"

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 7th, 1955. 39801-0

NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the collective agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties hereafter mentioned have submitted to him a petition to the effect that the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

"Le Syndicat Professionnel des Barbiers-Coiffeurs de Saint-Jean & d'Iberville, section of the Master-Barbers";

And, ON THE OTHER PART:

"Le Syndicat Professionnel des Barbiers-Coiffeurs de Saint-Jean & d'Iberville, section of the Employee-Barbers",

for the employers and the employees of the trades concerned according to the conditions hereafter given:

I. *Definitions*: For the purposes of the present decree, the following terms shall have the hereinafter given significance:

a) The words "barber-hairdresser" mean any person who, in whole or part, shaves, cuts, clips, fixes, trims and singes hair, gives shampoos, massages, manicures and facial, skin, hand, hair or scalp treatments.

Note: The barber-hairdresser may also give messages that are exclusively facial.

b) The words "barber-hairdresser shop" designate any place or establishment where the barber-hairdresser's trade is practised, in whole or part, as defined in subsection "a" of the present section.

c) The words "master-barber-hairdresser" designate any person, operating one or more establishments known as barber-hairdresser parlors, as defined in paragraph "b" of the present

du présent article, et qui retient les services d'un ou plusieurs barbiers-coiffeurs exerçant en tout ou en partie le métier décrit au paragraphe "a" du présent article.

d) Les mots "artisan-barbier-coiffeur" désignent toute personne qui pratique le métier de barbier-coiffeur seule et pour son propre bénéfice.

e) Le mot "apprenti" désigne toute personne qui apprend le métier de barbier-coiffeur, tel que défini au paragraphe "a" du présent article.

II. *Jurisdiction territoriale*: La juridiction territoriale du décret comprend la cité de Saint-Jean, la ville d'Iberville, la ville de Farnham, la ville de Cowansville, la ville d'Henryville, la ville de Laprairie, la ville de Bedford, le village de Sweetsburg et le territoire compris dans un rayon de six (6) milles de leurs limites.

III. *Durée de travail*: Saint-Jean, Iberville, Laprairie: Dans la cité de Saint-Jean, la ville d'Iberville et la ville de Laprairie et le territoire compris dans un rayon de six (6) milles de leurs limites, les heures de travail sont les suivantes pour toutes les catégories de salariés:

Les mardi, mercredi et jeudi: de 9.00 a.m. à 7.00 p.m.

Le vendredi: de 9.00 a.m. à 9.00 p.m.

Le samedi: de 8.00 a.m. à 8.00 p.m.

Dispositions spéciales: Si au cours de la semaine, il y a une fête chômée il y aura du travail le lundi. Dans ce cas les heures de travail seront de 9.00 a.m. à 7.00 p.m.

Si le jeudi ou le vendredi précède une fête chômée les heures de travail seront de 9.00 a.m. à 9.00 p.m.

Semaine de Noël et du Jour de l'An: Au cours de la semaine de Noël et du Jour de l'An et nonobstant les dispositions précédentes, la durée de travail est de 9.00 a.m. à 9.00 p.m. les deux (2) jours précédents les veilles de Noël et du Jour de l'An.

La veille de Noël et du Jour de l'An, les heures de travail seront de 8.00 a.m. à 8.00 p.m.

La ville de Farnham: Les heures de travail sont les suivantes pour toutes les catégories de salariés dans la ville de Farnham et le territoire compris dans un rayon de six (6) milles de ses limites:

Les mardi, mercredi et jeudi: de 8.00 a.m. à 6.00 p.m.

Le vendredi: de 8.00 a.m. à 8.00 p.m.

Le samedi: de 8.00 a.m. à 8.00 p.m.

Dispositions spéciales: Si au cours de la semaine, il y a une fête chômée il y aura du travail le lundi. Dans ce cas les heures de travail seront de 8.00 a.m. à 6.00 p.m.

Si le jeudi et vendredi précèdent une fête chômée les heures de travail seront de 8.00 a.m. à 8.00 p.m.

Semaine de Noël et du Jour de l'An: Au cours de la semaine de Noël et du Jour de l'An et nonobstant les dispositions précédentes, la durée de travail est 8.00 a.m. à 8.00 p.m.

La ville de Cowansville et le village de Sweetsburg: Les heures de travail sont les suivantes pour toutes les catégories de salariés dans la ville de Cowansville et le village de Sweetsburg et le territoire compris dans un rayon de six (6) milles de ses limites:

Lundi: de 8.00 a.m. à midi.

Les mardi et jeudi: de 8.00 a.m. à 7.00 p.m.

Le mercredi: de 8.00 a.m. à 6.00 p.m.

Le vendredi: de 8.00 a.m. à 9.00 p.m.

Le samedi: de 8.00 a.m. à 8.00 p.m.

Dispositions spéciales: Les veilles de fêtes chômées les heures de travail seront de 8.00 a.m. à 8.00 p.m.

section and hiring the services of one or more barber-hairdressers practising, in whole or part, the trade described in subsections "a" of the present section.

d) The words "barber-hairdresser artisan" designate any person who practises the barber-hairdresser's trade alone and for his own benefit.

e) The word "apprentice" designates any person learning the barber-hairdresser trade as defined in subsection "a" of the present section.

II. *Territorial jurisdiction*: The territorial jurisdiction of the decree comprises the city of St. John, the town of Iberville, the town of Farnham, the town of Cowansville, the town of Henryville, the town of Laprairie, the town of Bedford, the village of Sweetsburg and the territory comprised in a radius of six (6) miles from their limits.

III. *Duration of work*: St. John, Iberville, Laprairie: In the city of St. John, the town of Iberville, and the town of Laprairie, and the territory comprised in a radius of six (6) miles from their limits, the hours of work shall be as follows for all categories of employees:

On Tuesday, Wednesday and Thursday: 9.00 a.m. to 7.00 p.m.

On Friday: 9.00 a.m. to 9.00 p.m.

On Saturday: 8.00 a.m. to 8.00 p.m.

Special provisions: When a holiday falls in a week, Monday shall be worked and the hours shall be from 9.00 a.m. to 7.00 p.m.

When Thursday or Friday precedes a holiday, the hours of work shall be from 9.00 a.m. to 9.00 p.m.

Christmas and New Year's week: During the Christmas and New Year's week, and notwithstanding the foregoing provisions, the hours of work shall be from 9.00 a.m. to 9.00 p.m. on the two (2) days preceding Christmas Eve and New Year's Eve.

On Christmas Eve and New Year's Eve, the hours shall be from 8.00 a.m. to 8.00 p.m.

Town of Farnham: The hours shall be as follows for all categories of employees in the town of Farnham and the territory in a radius of six (6) miles from its limits:

On Tuesday, Wednesday and Thursday: 8.00 a.m. to 6.00 p.m.

On Friday: 8.00 a.m. to 8.00 p.m.

On Saturday: 8.00 a.m. to 8.00 p.m.

Special provisions: When a holiday falls in a week, Monday shall be worked and the hours shall be from 8.00 a.m. to 6.00 p.m.

When Tuesday or Friday precedes a holiday, the hours of work shall be from 8.00 a.m. to 8.00 p.m.

Christmas and New Year's week: During the Christmas and New Year's week, and notwithstanding the foregoing provisions, the hours of work shall be from 8.00 a.m. to 8.00 p.m.

Town of Cowansville and village of Sweetsburg: The hours of work shall be as follows for all categories of employees in the town of Cowansville and the village of Sweetsburg and the territory comprised in a radius of six (6) miles from its limits.

On Monday: 8.00 a.m. to 12.00 (noon).

On Tuesday and Thursday: 8.00 a.m. to 7.00 p.m.

On Wednesday: 8.00 a.m. to 6.00 p.m.

On Friday: 8.00 a.m. to 9.00 p.m.

On Saturday: 8.00 a.m. to 8.00 p.m.

Special provisions: On holiday eves, the hours of work shall be from 8.00 a.m. to 8.00 p.m. Christmas and New Year's week.

Semaine de Noël et du Jour de l'An: Au cours de la semaine de Noël et du Jour de l'An et nonobstant les dispositions précédentes, la durée de travail est 8.00 a.m. à 8.00 p.m., les lundi, mardi, mercredi, jeudi, vendredi et samedi.

La ville de Bedford et la ville d'Henryville: Les heures de travail sont les suivantes pour toutes les catégories de salariés dans la ville de Bedford et la ville d'Henryville et le territoire compris dans un rayon de six (6) milles de leurs limites:

Les lundi et mardi: de 8.00 a.m. à 6.00 p.m.

Le mercredi: de 8.00 a.m. à 12.30 p.m.

Le jeudi: de 8.00 a.m. à 8.30 p.m.

Le vendredi: de 8.00 a.m. à 9.00 p.m.

Le samedi: de 8.00 a.m. à 10.00 p.m.

IV. Fêtes chômées: Les fêtes chômées, c'est-à-dire les jours où il n'y a pas de travail, sont les suivants: les dimanches, le Premier de l'An, l'Épiphanie, l'Ascension, la Toussaint, l'Immaculée Conception, la Noël, la Saint-Jean-Baptiste, le jour de la Confédération, le jour d'Action de Grâce et la fête du Travail.

V. Congé annuel payé: Tout salarié assujéti au décret a droit à un congé annuel payé selon les dispositions de l'Ordonnance numéro 3, révisée, de la Commission du Salaire minimum. Cependant ce congé annuel doit être accordé entre les mois de mai et septembre de chaque année.

VI. Taux minima de salaires: Les taux minima de salaires sont les suivants:

a) Les employés barbiers-coiffeurs doivent recevoir: \$24.00 par semaine plus 50% des recettes de leur travail excédant \$33.50 au cours de la semaine.

b) Les employés surnuméraires doivent recevoir \$0.55 l'heure plus 50% des recettes de leur travail excédant \$7.00 au cours de la journée.

c) Aucun employeur n'a le droit de réduire le salaire d'un employé-barbier recevant plus que les taux minima ci-haut mentionnés lors de la mise en vigueur du présent décret.

VII. Prix minima des services: Les employeurs professionnels, les salariés et les artisans doivent charger au public les prix minima suivants pour les services ci-dessous mentionnés:

Barbe.....	\$0.40
Coupe de cheveux pour adultes des deux sexes.....	0.75
Brosse pour adultes, hommes.....	0.75
Coupe de cheveux pour enfant des deux sexes, 14 ans et moins:	
Mardi, mercredi et jeudi.....	0.50
Vendredi, samedi et veille de fêtes.....	0.65
Brosse pour enfants, 14 ans et moins:	
Mardi, mercredi et jeudi.....	0.50
Vendredi, samedi et veille de fêtes.....	0.50
Flambage des cheveux.....	0.25
Shampooing à l'huile spécial.....	0.75
Shampooing ordinaire.....	0.50
Massage au vibreur citron et rose.....	0.55
Massage lotion.....	0.30
Lotion.....	0.35
Lotion ordinaire.....	0.30
Tonique.....	0.35
Massage Boncilla.....	0.75
Massage noir à la glaise.....	1.00
Rasage du cou.....	0.15
Aiguillage ciseaux.....	0.25
Aiguillage de rasoir.....	0.50
Coupe de cheveux à domicile.....	1.00
Rasage à domicile.....	1.00

VIII. Dispositions particulières: a) Nonobstant la répartition des heures mentionnées aux pa-

During the Christmas and New Year's week, and notwithstanding the foregoing provisions, the hours of work shall be from 8.00 a.m. to 8.00 p.m. on Monday, Tuesdays, Wednesday, Thursday, Friday and Saturday.

Town of Bedford and town of Henryville: The hours of work shall be as follows for all categories of employees in the town of Bedford and the town of Henryville and the territory comprised in a radius of six (6) miles from their limits:

On Monday and Tuesday: 8.00 a.m. to 6.00 p.m.

On Wednesday: 8.00 a.m. to 12.30 p.m.

On Thursday: 8.00 a.m. to 8.30 p.m.

Friday: 8.00 a.m. to 9.00 p.m.

Saturday: 8.00 a.m. to 10.00 p.m.

IV. Holidays: The days to be kept as holidays, that is the days on which no work is to be performed, are as follows: Sundays, New Year's Day, Epiphany Day, Ascension Day, All Saints' Day, Immaculate Conception Day, Christmas Day, St. Jean Baptiste Day, Dominion Day, Thanksgiving Day and Labour Day.

V. Annual vacation with pay: Every employee governed by the decree is entitled to an annual vacation with pay as under the provisions of Ordinance number 3, revised, of the Minimum Wage Commission. However, such annual vacation shall be given between the months of May and September of each year.

VI. Minimum rates of wages: The minimum rates of wages shall be the following:

a) Barber-hairdresser employees shall receive \$24.00 per week plus 50% of the receipts of their work exceeding \$33.50 in the course of the week.

b) Occasional employees shall receive \$0.55 per hour plus 50% of the receipts of their work exceeding \$7.00 in the course of one day.

c) No employer shall have the right to reduce the wages of an employee-barber receiving more than the minimum rates hereabove mentioned at the time of the coming into force of the present decree.

VII. Minimum prices of services: Professional employers, employees and artisans shall charge the following minimum prices for the services hereunder mentioned:

Shave.....	\$0.40
Haircut, adults (male and female).....	0.75
Brushcut, adults (male).....	0.75
Haircut, children (male and female) 14 years of age or under: Tuesday, Wednesday and Thursday.....	0.50
Friday, Saturday and holiday eves.....	0.65
Brushcut, children, 14 years of age or under:	
Tuesday, Wednesday and Thursday.....	0.50
Friday, Saturday and holiday eves.....	0.50
Singeing of the hair.....	0.25
Special oil shampoo.....	0.75
Ordinary shampoo.....	0.50
Vibrator massage (lemon and "rose").....	0.55
Massage-lotion.....	0.30
Lotion.....	0.35
Ordinary lotion.....	0.30
Tonic.....	0.35
Boncilla massage.....	0.75
"Mudpack".....	1.00
Neckshave.....	0.15
Scissors setting.....	0.25
Razor setting.....	0.50
Haircut at home.....	1.00
Shave at home.....	1.00

VIII. Special provisions: a) Notwithstanding the distribution of the hours mentioned in sub-

ragraphes "a" et "c" du présent article, il est permis, sans violation du décret, de servir les clients qui sont entrés dans un salon avant l'expiration des heures de travail, à condition que ceux-ci ne s'absentent pas du salon.

b) Tout employé-barbier a le droit de prendre une heure pour le repas du midi chaque jour et une demi-heure pour le repas du soir.

c) Pour la ville de Cowansville et le village de Sweetsburg et le territoire compris dans un rayon de six (6) milles de leurs limites, les taux seront les suivants:

Brosse pour enfants, 14 ans et moins:

Vendredi, samedi et veille de fêtes..... \$0.75

Coupe de cheveux pour enfants des deux sexes, 14 ans et moins:

Lundi, mardi, mercredi et jeudi..... 0.50

Vendredi, samedi et veille de fêtes..... 0.75

Barbe..... 0.50

d) Les institutions d'enseignement et de charité ne sont pas exemptes de l'application de ce tarif. Cependant, le travail qui y est effectué ne doit pas être considéré comme des services rendus à domicile.

e) Toute entente ayant pour effet de diminuer les taux ci-dessus mentionnées, soit à l'heure, soit à contrat, en donnant des objets, des lotions, toniques, etc., est de nul effet et est interdite. Tout abonnement à des taux inférieurs à ceux ci-dessus mentionnés est défendu.

f) Les salons de coiffure pour dames ne sont pas assujettis à ces dispositions, excepté en ce qui concerne le taux minimum pour la coupe de cheveux pour dames ou pour tout autre travail qui peut indifféremment être fait dans un salon de barbier pour hommes ou dans un salon de beauté pour dames.

IX. *Apprentissage:* a) Aucun apprenti ne saurait être accepté avant seize ans révolus. Il doit avoir terminé au moins sa cinquième année du cours élémentaire. Les apprentis doivent avoir moins de vingt-huit (28) ans pour commencer l'apprentissage.

b) Dans aucun salon, il n'est permis d'avoir plus d'un apprenti.

c) L'employeur doit faire travailler graduellement son apprenti sur les différentes opérations du métier afin d'en faire un ouvrier compétent.

d) L'apprentissage comporte un stage de deux (2) ans comme apprenti dans un salon de barbier-coiffeur.

Avant de finir son apprentissage, l'apprenti doit suivre un cours d'hygiène pour barbiers-coiffeurs approuvé par le Comité paritaire et obtenir un certificat d'étude à cet effet. Il doit aussi passer un examen médical.

e) Tout apprenti venant de l'extérieur du territoire couvert par le présent décret devra fournir au Comité paritaire tous documents attestant son apprentissage.

f) Aucun apprenti n'a le droit d'ouvrir un salon à son propre compte avant d'avoir fait sa demande au Comité paritaire. Le Comité paritaire peut accorder la permission à un apprenti d'ouvrir un salon à son propre compte à la condition que l'apprenti prenne et maintienne à son service un compagnon barbier-coiffeur.

g) Le salaire de l'apprenti est le suivant:

	par semaine
Le premier semestre.....	\$5.00
Le second semestre.....	10.00
Le troisième semestre.....	20.00
Le quatrième semestre.....	30.00

sections "a" and "c" of the present section, it is permitted, without violating the decree, to wait on customers who are in the parlor before the expiration of the working hours, provided the customers do not leave the parlor.

b) Any barber-employee shall have the right to take one hour off for the noon meal, every day, and one half-hour for the evening meal.

c) In the city of Cowansville and the village of Sweetsburg and the territory comprised in a radius of six (6) miles from their limits, the rates shall be the following:

Brushcut for children, 14 years and under:

Friday, Saturday and holidays eves..... \$0.75

Haircut for children, male and female, 14 years and under:

Monday, Tuesday, Wednesday and

Thursday..... 0.50

Friday, Saturday and holidays eves..... 0.75

Shave..... 0.50

d) Educational and charitable institutions are not exempt from the enforcement of these rates. However, work done therein shall not be considered as work done at home.

e) Any agreement for the purpose of reducing the rates hereinabove mentioned, on an hourly or contract basis, by giving objects, lotions, tonics, etc., shall be void and prohibited. Any subscription at rates lower than the rates hereinabove mentioned is forbidden.

f) Ladies hairdressing parlors shall not be governed by these provisions, except as regards the minimum rate for a haircut for women of for all other work which may be made, performed either in a barber shop for men or in a beauty parlor for women.

IX. *Apprenticeship:* a) No apprentice may be accepted before having sixteen years of age. He must have terminated the fifth year of the elementary grade. Apprentices shall be under 28 years of age to be eligible to apprenticeship.

b) Only one apprentice shall be allowed in any parlor.

c) The employer shall have his apprentice work gradually on the various operations of the trade, so that he may become a competent worker.

d) The apprenticeship comprises a period of two (2) years as apprentice in a barber-hairdresser parlor.

Before completing his apprenticeship, the apprentice shall attend a hygiene course for barbers and hairdressers approved by the Parity Committee and shall obtain a study certificate to that effect. He shall also submit to a medical examination.

e) Every apprentice coming from outside the territory to which the present decree applies shall supply the Parity Committee with all documents pertaining to his apprenticeship.

f) No apprentice has the right to open a parlor on his own account before he has filed a request to that effect with the Parity Committee. The Parity Committee may permit an apprentice to open a parlor on his own account providing such apprentice hires a journeyman barber-hairdresser and keeps him in his employ.

g) The wages of the apprentice shall be as follows:

	per week
1st six months.....	\$ 5.00
2nd six months.....	10.00
3rd six months.....	20.00
4th six months.....	30.00

h) Au cas où un employeur veut discontinuer de donner de l'emploi à un apprenti qui a été plus d'un semestre à son service, il doit lui donner huit (8) jours d'avis.

i) Tout apprenti, avant de commencer son apprentissage, doit se faire inscrire au Comité paritaire; il doit également avertir ledit comité lorsqu'il change d'employeur.

j) Si un apprenti a été employé dans le métier de barbier avant la mise en vigueur du présent décret, il doit fournir au Comité paritaire un état des périodes de temps qu'il a passé chez un employeur.

k) En ce qui concerne la durée du travail, les apprentis sont soumis aux prescriptions régissant les compagnons de leur métier.

l) Aucune personne ne peut obtenir un certificat de qualification comme barbier-coiffeur, sans avoir satisfait au préalable au présent règlement d'apprentissage, que ce soit pour travailler seule, en équipe ou en société.

X. *Durée du décret*: Le décret sera valable à compter du jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeurera en vigueur durant une période de douze (12) mois. Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractante ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant la date de son expiration. Un tel avis doit également être adressé au ministre du Travail.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 7 mai 1955.

39801-0

h) Should an employer discontinue to employ an apprentice who has been more than six months in his employ, he shall notify him eight (8) days in advance.

i) Any apprentice, before beginning his apprenticeship, shall be inscribed by the Joint Committee and shall notify the said Committee when he is employed by another employer.

j) If an apprentice has been employed in the barber's trade before the coming into force of the present decree, he shall furnish the Parity Committee with a statement of his periods of employment.

k) As for the duration of labour, apprentices shall be subject to the provisions governing the journeymen of their trade.

l) No one may obtain a certificate of competency as barber-hairdresser for working alone, by shifts or in partnership without having previously complied with the requirements of the present apprenticeship regulations.

X. *Duration of the decree*: The decree will be effective from the day of its publication in the *Quebec Official Gazette* and remain in force for a period of twelve (12) months. It then renews itself automatically from year to year, unless of the contracting parties notifies the other party in writing, to the contrary within the period extending from the sixtieth (60th) to the thirtieth (30th) day prior to its expiration. Such a notice shall also be sent to the Minister of Labour.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec May 7th, 1955.

39801-0

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis, par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que le Comité paritaire de l'Industrie de la Boîte de Carton de la province de Québec lui a présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-gouverneur en Conseil les modifications suivantes au décret numéro 1884 du 12 novembre 1947 et amendements, relatif à l'industrie de la boîte de carton dans la région de Montréal, savoir:

1° Que les paragraphes "b" et "c" de l'article I soient biffés et remplacés par le suivant:

"b) *Juridiction professionnelle*: Le présent décret régit et gouverne tout travail de même nature ou de même genre que celui visé par ce décret.

Le travail visé par ce décret comprend celui de toute personne exécutant quelqu'une ou plusieurs des opérations participant, incidentes ou connexes à la fabrication des boîtes de carton, des boîtes faites d'imitation de bois, faites en parties ou finies avec papier, fibre, bois, ou carton et de toutes autres boîtes à base de pulpe ou papier non gaufré, sans égard à la couverture extérieure, que lesdites opérations soient effectuées en totalité ou en partie par le même employeur ou par plusieurs employeurs, qu'elles soient effectuées en totalité ou en partie dans un ou plusieurs ateliers spécialisés, entreprises pri-

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the Joint Committee of the Paper Box Industry of the Province of Quebec has petitioned him to submit to the approval and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendments to the decree No. 1884 of November 12th, 1947 and its amendments, relating to the paper box industry in the district of Montreal, to wit:

1. That subsections "b" and "c" of section I be deleted and replaced by the following:

"b) *Professional jurisdiction*: The present decree governs and rules any work of the same nature or kind as that contemplated by this decree.

The work contemplated by this decree comprises the work of all persons performing any or many of the operations being part of, related to or connected with the manufacturing of paper boxes, of wood imitation boxes, partly made or completed with paper, fibre wood or cardboard and of all other pulp or paper boxes made of uncorrugated material, regardless of exterior covering, whether said operations are performed completely or in part by the same employer or by several employers, whether they are performed completely or in part in one or several trade plants, private, industrial, commercial or any

vées, industrielles ou commerciales ou dans tout autre établissement, qu'elles constituent le commerce principal de l'employeur ou soient secondaires ou complémentaires à tout autre commerce ou occupation, et que lesdites boîtes soient fabriquées pour fins de vente à d'autres consommateurs ou exclusivement pour la propre consommation de l'employeur.

Sans limiter la généralité des termes du paragraphe précédent, le formage et l'assemblage des boîtes de carton sont des opérations comprises dans la juridiction professionnelle de ce décret.

Toutefois, le présent décret ne régit pas la fabrication des boîtes de carton gaufré."

2° Que les opérations suivantes soient ajoutées à l'article III, paragraphes "a" et "d":

		Zone	
		I	II
"a" Salariées, (Femmes) — (Female) employees:			
Département des boîtes rigides — Set-up Box Department:			
Mécanicienne machine à assembler ou former les boîtes — Box assembling or forming machine operator.....		\$0.75	\$0.71
Fileuse, machine auto, à assembler ou former les boîtes — Feeder, Auto Box assembling or forming machine.....		0.71	0.67
Département des boîtes pliantes — Folding Box Department:			
Mécanicienne, machine à assembler ou former les boîtes — Box assembling or forming machine operator.....		0.75	0.71
Fileuse, machine auto, à assembler ou former les boîtes — Feeder, auto box assembling or forming machine.....		0.71	0.67
"d" Salariés, (Hommes) — (Male) employees:			
Département des boîtes rigides — Set-up Box Department:			
Mécanicien, machine à assembler ou former les boîtes — Box assembling or forming machine operator.....		1.12	1.06
Préposé à la mise en train machine auto, à assembler ou former les boîtes — Auto, box assembling or forming machine made-ready man.....		1.30	1.23
Fileur, machine auto, à assembler ou former les boîtes — Feeder, auto box assembling or forming machine.....		1.00	0.95
Département des boîtes pliantes — Folding Box Department:			
Mécanicien, machine à assembler ou former les boîtes — Box assembling or forming machine operator.....		1.12	1.06
Préposé à la mise en train machine auto, à assembler ou former les boîtes — Auto box assembling or forming machine make ready- man.....		1.30	1.23
Fileur machine à assembler ou former les boîtes — Feeder, auto box assembling or forming box machine.....		1.00	0.95"

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 7 mai 1955.

39801-0

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 7th, 1955.

39801-0

AVIS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis, par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes ci-après mentionnées lui ont présenté une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

"Canadian Wirebound Boxes Limited; Champlain Paper Box Limited, section papier gaufré de Québec; Hinde & Dauch Paper Company of Canada Limited; Shipping Containers Limited; Standard Paper Box Mfg. Limited, section papier gaufré."

Et, D'AUTRE PART:

"L'Association des Employés de Canadian Wirebound Boxes Limited; Le Syndicat Catholique de la Boîte de carton de Québec Inc.; L'Union

NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the collective agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties hereafter mentioned have submitted to him a petition to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

"Canadian Wirebound Boxes Limited; Champlain Paper Box Limited, Corrugated Paper Division of Québec; Hinde & Dauch Paper Company of Canada Limited; Shipping Containers Limited; Standard Paper Box Mfg. Limited, Corrugated Paper Division."

And, ON THE OTHER PART:

"The Canadian Wirebound Boxes Limited Employees' Association; Le Syndicat Catholique de la Boîte de Carton de Québec, Inc.; L'Union

Fédérale des Travailleurs du Contenant, local No. 415, affiliée au Congrès des Métiers et du Travail du Canada; L'Union des Travailleurs du Carton et Papier Façonnés (C.T.C.C.)".
pour les employeurs et les salariés de l'industrie et des occupations visées suivant les conditions ci-après décrites:

I. *Jurisdiction: a) Jurisdiction territoriale:* La juridiction territoriale du décret comprend toute la province de Québec et se divise en deux zones comme suit:

Zone I: Toute la province de Québec à l'exception de la cité de Québec;

Zone II: La cité de Québec.

b) *Jurisdiction industrielle:* La juridiction industrielle du présent décret comprend la fabrication des boîtes de carton gaufré et de tous autres réceptacles entièrement ou partiellement faits de carton gaufré.

II. *Salaires minima:* Le salaire minimum des salariés travaillant à la fabrication des articles inclus dans la juridiction industrielle du présent décret, de même que celui des mécaniciens de machines fixes, des chauffeurs de bouilloires (stokers), des employés préposés à l'expédition, à la livraison, à l'entretien ou à la réparation des immeubles, des machines et de l'outillage, à l'impression et à des travaux analogues, pourvu que ces dits travaux se rapportent exclusivement à l'impression des boîtes et articles compris dans la juridiction industrielle du décret, est le suivant pour chacune des catégories de salariés mentionnées ci-après:

Fédérale des Travailleurs du Contenant, local No. 415 affiliated to the Trades and Labor Congress of Canada; L'Union des Travailleurs du Carton et Papier Façonnés (C.T.C.C.)".
for the employers and the employees of the industry and occupations concerned, according to the following conditions:

I. *Jurisdiction: a) Territorial jurisdiction:* The territorial jurisdiction of the decree comprises the entire Province of Quebec and is divided into two zones as follows:

Zone I: The entire Provinces of Quebec with the exception of the city of Quebec;

Zone II: The city of Quebec.

b) *Industrial jurisdiction:* The industrial jurisdiction of the present decree comprises the manufacturing of corrugated paper boxes and all other containers entirely or partly made of corrugated paper board.

II. *Minimum wages:* The minimum wages of all employees working at the manufacturing of articles comprised in the industrial jurisdiction of the present decree, as well as that of stationary enginemen, boiler firemen (stokers), shippers, delivery men, maintenance and repair men on buildings, machinery and equipment, employees doing printing and allied work, provided such printing and other works concern exclusively the printing of boxes and articles included in the industrial jurisdiction of the decree, are the following for the respective categories of employees hereinafter mentioned:

	Taux minima Minimum Rates Sexes — Sexes Masculin Féminin Male Female	
"a) Salariés — Employees:		
Sous-contremaître — Assistant-foreman	\$1.17	\$0.93
Machine à gaufrer — Corrugating Machine:		
Gaufreur — Operator	1.30	
Gaufreur temporaire — Temporary Operator	1.20	
Découpeur — Slitter and Knife	1.20	
Mécanicien de machine à coller — Double Backer	1.15	
Receveur et "Shafter" de rouleau — Tailer & Roll Shafter	1.00	
Machine à imprimer et à rainer — Printer-slotter machine:		
Mécanicien — Operator	1.20	
Assistant-mécanicien — Assistant operator	1.10	
Receveur et fournisseur — Tailer & Feeder	1.05	
Presse à imprimer (sur la longueur) — Printing Press Machine (long-way):		
Mécanicien — Operator	1.15	
Receveur — Tailer	1.05	0.78
Machine à rainer — Grosses boîtes — Large Box Slotting Machine:		
Raineur — Operator	1.15	
Receveur — Tailer	1.00	0.78
Machine à rainer — Petites boîtes — Small Box Slotting Machines:		
Raineur — Operator	1.05	0.83
Receveur — Tailer	1.00	0.78
Machine à découper les boîtes et marqueuse-mitrailleuse (première opération) — Box Slitting and Scoring Machine (first way):		
Découpeur — Operator	1.12	
Receveur — Tailer	1.00	
Machine à découper les feuilles marqueuse-mitrailleuse (divers) — Sheet Slitting and Scoring Machine (Miscellaneous):		
Mécanicien — Operator	1.12	
Receveur — Tailer	1.00	0.78
Machine combinée à découper et à rainer les divisions — Combination partition Slitter-slotter:		
Mécanicien — Operator	1.10	
Receveur — Tailer	1.00	0.78
Machine simple à rainer les divisions — Plain Partition Slotter:		
Raineur — Operator	1.05	0.83
Receveur — Tailer	1.00	0.78
Machine à assembler les divisions — Partition assembly Machine:		
Mécanicien — Operator	1.10	
Fournisseuse — Feeder		0.78
Receveuse — Tailer		0.78

	Taux minima Minimum Rates Sexes — Sexes Masculin Féminin Male Female	
"a) Salariés — Employees:		
Machine à découper les pans — Flap Cutting machine:		
Découpeur — Operator	1.09	0.83
Receveur — Tailer	1.00	0.78
Machine à plier et à appliquer la toile gommée — Folder-taper:		
Mécanicien — Operator	1.18	
Receveur et inspecteur — Tailer & Inspector		0.83
Machine automatique à appliquer la toile gommée — Automatic Taping machine:		
Mécanicien — Operator	1.10	
Aide — Helper	1.00	
Receveur et inspecteur — Tailer & Inspector	1.00	0.83
Machine semi-automatique à appliquer la toile gommée — Semi-Automatic Taper:		
Mécanicien — Operator		0.83
Receveur et inspecteur — Tailer & Inspector		0.78
Machine à appliquer la toile gommée à la main — Hand Taper:		
Mécanicien — Operator		0.78
Machine automatique à plier et à piquer — Automatic Folder-stitcher:		
Piqueur — Operator	1.15	
Fournisseur — Feeder	1.00	
Machine semi-automatique à piquer — Semi-automatic stitching machine:		
Piqueur — Operator	1.05	0.83
Machine à piquer à la main — Manual Stitching machine:		
Piqueur — Operator	1.05	0.83
Presse à découper — Die Press Machine:		
Découpeur — Operator	1.15	
Aide et épilucheur — Helper & Stripper	1.00	0.78
Machines non classifiées — Non-classified machines:		
Mécanicien — Operator	1.05	0.83
Fournisseur — Feeder		0.78
Scie à ruban — Band Saw:		
Préposé à la scie à ruban — Operator	1.00	0.83
Machine à remonter et à couper (S.F.) — S.F. Rewinder and cutter:		
Mécanicien — Operator	1.05	0.83
Receveur — Tailer	1.00	0.78
Matières adhésives — Adhesive unit:		
Préposé à la colle — Operator	1.10	
Aide — Helper	1.05	
Presses à rebuts — Waste Baling press:		
Presseur — Operator	1.05	
Aide — Helper	1.00	
Manutention de rouleaux — Roll handling:		
Premier préposé à la manutention — Chief roll handler	1.15	
Préposé à la manutention motorisée — Power Roll Handling Operator	1.15	
Manutenteur — Roll handler	1.00	
Manutention générale — Handling general:		
Préposé au camion-empileur motorisé — Powered Lift truck operator	1.15	
Pliage de boîtes — Box Folding:		
Plieuse — Folder		0.78
Assemblage et divisions — Partition assembly:		
Assembleuse — Assembler		0.78
Enveloppement et ficelage — Bundling and tying:		
Préposé au ficelage — Tier	1.00	0.78
Expédition — Shipping Department:		
Expéditeur — Shipper	1.20	
Assistant-expéditeur — Assistant shipper	1.10	
Aide et vérificateur — Helper & Checker	1.00	
Chauffeur de camion — Truck driver	1.10	
Aide pour chauffeur de camion — Truck Driver Helper	1.00	
Entretien — Maintenance:		
Homme de métier — Tradesman	1.20	
Mécanicien — Mechanic	1.20	
Huileur — Oiler	1.05	
Concierge — Janitor	1.00	
Chambre de bouilloires — Boiler Room:		
Mécanicien de machine fixe — Stationary Engineman:		
2ème classe — 2nd class	1.34	
3ème classe — 3rd class	1.24	
4ème classe — 4th class	1.14	
Travail général — General Labour:		
L'échelle de base de salaire pour le travail général sera la suivante — The basic wage scale for General Labour shall be as follows:		
Premier trimestre — First three months	0.85	0.70
Deuxième trimestre — Second three months	0.90	0.73
Après six mois — After six months	0.95	0.76

b) *Salariés (sexe masculin)*: Nonobstant la cédule de salaires apparaissant au présent article, le salaire minimum moyen des salariés du sexe masculin ne doit pas être inférieur à \$1.05 de l'heure.

c) *Salariés (sexe féminin)*: Nonobstant la cédule de salaires apparaissant au présent article, le salaire minimum moyen des salariés du sexe féminin ne doit pas être inférieur à \$0.79 de l'heure.

d) *Zone II*: Les taux de salaires minima et les moyennes de salaires minima pour les salariés de la zone II sont cinq sous de moins que ceux mentionnés dans les paragraphes "a", "b" et "c" du présent article.

e) *Responsabilités des employeurs et salariés*:
1° *Contremaître et sous-contremaître*: Chaque employeur doit employer au moins un contremaître et un sous-contremaître. Advenant l'absence du contremaître, le sous-contremaître doit le remplacer dans ses fonctions et agir comme tel durant une période de six (6) jours consécutifs, sans rémunération supplémentaire. Après cette période, il ne doit pas recevoir, pour ses nouvelles fonctions, une rémunération inférieure au taux minimum prescrit pour le contremaître; toutefois, au retour du contremaître, il doit reprendre ses anciennes fonctions et recevoir son ancien taux de salaire. Il peut y avoir plusieurs contremaîtres et sous-contremaîtres, mais seul le sous-contremaître qui remplace un contremaître pendant son absence a droit au salaire de contremaître, suivant les conditions ci-haut décrites.

2° *Machine à gaufrer*: Le personnel requis pour chaque machine à gaufrer en opération et pour chaque équipe, s'il y en a plus qu'une doit se composer d'un gaufreur, d'un mécanicien de machine à coller (Double backer), d'un découpeur ou bobineur avec le nombre nécessaire de receveurs et de "shafter" de rouleau.

Advenant l'absence du gaufreur, le mécanicien de la machine à coller (Double-backer) pourra prendre charge du fonctionnement de la machine comme gaufreur temporaire et devra être rémunéré suivant le taux minimum de cette classification pour une période de six (6) jours consécutifs. Après cette période, il ne doit pas recevoir une rémunération inférieure au taux minimum de salaire du gaufreur jusqu'au retour de celui-ci, alors qu'il doit reprendre ses anciennes fonctions et recevoir son ancien taux de salaire.

3° *Machine à imprimer et à rainer*: S'il y a plus d'une équipe, il doit y avoir pour chaque machine et sur chaque équipe au moins un mécanicien et un assistant-mécanicien et autant de receveurs et de fournisseurs que requis.

Les dispositions décrites à l'alinéa précédent (machine à gaufrer) sont applicables advenant l'absence du mécanicien.

Quant la machine à imprimer fait également une opération de rainure, les taux minima de salaire pour l'opération de cette machine combinée sont les mêmes que ceux fixés pour le fonctionnement de la "machine à imprimer et à rainer".

4° *Machine à imprimer, machine à rainer les boîtes, machine à découper les boîtes et feuilles, machine à découper les pans, marqueuses mitrailleuses de barres, machines à appliquer la toile gommée, machine à piquer, presse à découper, machine à rainer les divisions, presse à rebuts, coupeur de coins, guillotine, emporte-pièce, machine à rainer (verticale).*

Un mécanicien doit être chargé du fonctionnement de chacune de ces machines à un taux de salaire non inférieur à celui prescrit. Il n'est

b) *Male employees*: Notwithstanding the preceding schedule of wages, the minimum average wage for male employees shall not be less than \$1.05 per hour.

c) *Female employees*: Notwithstanding the preceding schedule of wages, the average minimum wage for female employees shall not be less than \$0.79 per hour.

d) *Zone II*: The minimum rates and minimum averages for employees of zone II shall be five cents less than those mentioned in the foregoing subsection "a", "b" and "c".

e) *Responsibilities of employees and employers*:
1. *Foremen and Assistant Foreman*: Each manufacturer shall employ a minimum of one foreman and one assistant foreman. In the event of the foreman's absence, the assistant foreman shall take over his duties and shall continue to do so for a period of 6 consecutive days without extra remuneration. After this period, he shall receive for this added duty, a rate not less than the minimum prescribed for foremen, but shall revert to his former position and wage scale when the foreman returns. There may be any number of foremen or assistant foremen in addition to the above minimums, but only the assistant foreman effectively replacing the foreman in his absence is entitled to the foreman's wage under the conditions prescribed above.

2. *Corrugating machine*: Corrugator and liner crew must consist of the following crew members, on each machine and for each shift, if more than one shift is worked: operator, double backer man, knife or slitter man, with necessary tailers and roll shafter.

In the event of the absence of the operator, the double backer man may operate the machine in capacity of temporary operator at listed minimum for this occupation, for a period of six consecutive days. After this time, he shall receive not less than the minimum scale of pay for an operator until this man returns, at which time he shall revert to his original position (of double backer man) with previous wage scale.

3. *Printer-slotter machine*: There shall be at least one operator and one assistant operator on each printer-slotter for each shift worked, if more than one shift is worked and as many tailers and feeders as required.

The same conditions as prescribed above (corrugating machine) shall prevail in the event of the operator's absence.

Where a printing machine incorporates the slotting feature, minimum for a printer-slotter shall apply to its operation.

4. *Printing Machine, Box Slotting Machine, Box and Sheet Slitting Machine, Flap Cutting Machine, Bar Scorer Machine, Taping Machine, Stitching Machine, Die Press Machine, Partition Slotting Machine, Baling Machine, Corner Cutting Machine, Knife, Punch, Slotter-up and down*:

Each of the above machines must be operated by an operator at a rate not less than that prescribed. No assistant operators are necessary on

pas nécessaire d'avoir un assistant-mécanicien sur ces machines, mais le nombre de receveurs et de fournisseurs nécessaires peut être employé.

Advenant l'absence du mécanicien, un salarié travaillant à un taux inférieur à celui des mécaniciens, ci-haut mentionnés doit avoir au fonctionnement de la machine, sans rémunération supplémentaire pendant une période de six (6) jours consécutifs. Après cette période, il ne doit pas recevoir une rémunération inférieure au taux minimum de salaire du mécanicien jusqu'au retour de celui-ci, alors qu'il doit reprendre ses anciennes fonctions et recevoir son ancien taux de salaire.

5° *Déchargement et manutention de carton et de rouleaux de papier*: Tout employeur doit employer au moins un premier manuteneur de rouleaux de papier.

6° *Expédition*: Tout employeur doit employer au moins un expéditeur et peut, à sa discrétion, employer un assistant-expéditeur. En l'absence de l'expéditeur, l'assistant-expéditeur doit assumer ses fonctions aux mêmes conditions que celles prescrites au présent article (machine à gauffer).

7. *Général*: Quant un salarié autre qu'un aide, lequel est régi par les dispositions précédentes, a plus de trois (3) mois d'emploi et remplace un salarié exécutant une opération classifiée, il doit recevoir le taux prescrit pour ledit travail, à partir du jour suivant le changement.

8° *Vacances annuelles d'une ou de deux semaines payées*: Quand un sous-contremaître remplace un contremaître ou qu'un aide-mécanicien remplace un mécanicien durant leurs vacances annuelles payées, ils doivent le faire sans augmentation de gages, mais pour une période n'excédant pas deux semaines et une fois par année seulement.

III. Toutes sommes requises pour parfaire les salaires minima moyens stipulés dans l'article précédent, perçus d'un employeur au moyen de procédures judiciaires par le Comité paritaire chargé de surveiller et d'assurer l'observance du décret, de ses modifications et de ses renouvellements, doivent être distribuées par ledit Comité aux salariés dont le salaire a servi à établir le salaire moyen à compléter, proportionnellement au salaire gagné par chacun d'eux durant la période concernée.

IV. *Semaine de travail et surtemps*: La durée du travail pour tous les salariés y compris les mécaniciens de machines fixes et les chauffeurs de bouilloires, les gardiens, les employés proposés à la réparation et à l'expédition, est de quarante-cinq (45) heures par semaine. Tout travail exécuté les jours de congé et les dimanches ou en plus de quarante-cinq heures par semaine par ces mêmes salariés doit être rémunéré à raison de salaire et demi, mais tout travail exécuté et payé au taux de salaire et demi lesdits dimanches et jours de congé n'est pas inclus dans les heures de travail hebdomadaire au moment de calculer le temps supplémentaire de la semaine.

Nonobstant les dispositions du paragraphe précédent, les mécaniciens de machines fixes et les chauffeurs de bouilloires (stokers) ont droit à une journée de repos pour chaque six (6) jours de travail. Tout travail exécuté le septième jour consécutif de travail doit être rémunéré au taux de salaire et demi.

V. *Vacances payées*: a) Tout salarié qui a été à l'emploi du même employeur, sans interruption, pendant une période d'un an ou plus avant le 1er mai de chaque année, a droit chaque année à une semaine de vacances payées au taux de son salaire régulier.

these machines and as many tailers and feeders as are required may be employed.

Any employee, at a rate less than that required for the above operators, shall in the event of the operator's absence operate the machine without extra remuneration for a period of six consecutive days. After this time, he shall receive not less than the minimum scale of pay for an operator until the operator returns, at which time he shall revert to his original position with previous wage scale.

5. *Roll and Board unloading and handling*: Every manufacturer shall employ at least one (1) head roll handler.

6. *Shipping Department*: Every manufacturer shall employ at least one shipper and may, at his discretion, employ one assistant shipper. The assistant shipper shall, in the absence of the shipper, take over his duties on the same basis as listed in this section, under "Corrugating Machine".

7. *General*: When employees, other than helpers which are governed by the foregoing provisions, with more than three (3) months of service replace employees engaged in a classified operation, they shall receive the rate established for such work from the day following such change.

8. *Yearly paid holidays of one week or two weeks*: When an assistant foreman replaces a foreman during his yearly paid holidays or when an assistant operator replaces an operator during his yearly paid holidays, they shall do so without any increase in remuneration but for a period of not over two weeks and only once per year.

III. All payments required to make up the minimum average wages provided by the preceding section, collected from an employer by the Joint Committee formed to supervise and ensure the carrying out of the decree, its amendments and renewals, by recourse to judicial proceedings, must be distributed by the said Committee to the employees whose wages were used to compute the average wage to be completed, in proportion to the wage earned by each said employee during the period involved.

IV. *Work week and overtime*: The duration of work for all employees including stationary enginemen and firemen (stokers), maintenance, shipping men, watchmen, is forty-five (45) hours per week, and any hours of work exceeding forty-five (45) hours in any one week or performed on holidays and Sundays by such employees is to be paid at the rate of time and one half, but hours worked and paid at the rate of time and one half on such holidays and Sundays will not be included in the total weekly hours worked when computing the weekly overtime.

Notwithstanding what is specified in the preceding paragraph, the stationary enginemen and firemen (stokers) shall be entitled to one day of rest for each six (6) days of work and any work performed on the seventh consecutive day of work shall be paid at the rate of time and one half.

V. *Vacation with pay*: a) Any employee who has been continuously employed by the same employer for one year or more prior to the first day of May in each year will be entitled, each year to one week of paid holidays at his basic hourly rate.

b) Tout salarié qui a été à l'emploi du même employeur, sans interruption, pendant une période de cinq ans ou plus avant le 1er mai de chaque année, a droit chaque année à deux semaines de vacances payées au taux de son salaire régulier.

c) Tout salarié ayant plus de trois mois de service continu avec le même employeur avant le 1er mai de chaque année a droit à des vacances payées équivalentes à un douzième (1/12) des heures de la semaine normale de travail pour chaque mois de service, rémunérées au taux de son salaire régulier.

d) Pour avoir droit aux vacances payées stipulées ci-haut, l'assiduité du salarié au travail doit avoir été satisfaisante. Le terme "assiduité satisfaisante" signifie qu'un salarié ne s'est pas absenté sans permission pour plus d'une journée à chaque mois de calendrier employé pour déterminer la période de vacances allouées, à moins que son absence ne soit due à une des causes suivantes:

- 1° Maladie personnelle;
- 2° Mortalité dans la famille immédiate du salarié;
- 3° Obligation de paraître devant la Cour pour agir comme juré ou pour rendre témoignage, mais non si le salarié est requis de répondre à une accusation criminelle;
- 4° Absence conforme à une permission accordée par écrit de la part de l'employeur afin de permettre au salarié de voir à des affaires personnelles ou commerciales, du moment que cette absence n'excède pas 10 jours à la fois.

VI. *Jours de congé:* a) Les jours suivants sont considérés comme jours de congé: Le Premier de l'An, le Vendredi-Saint, le 24 juin, le 1er juillet, la fête du Travail, l'Immaculée Conception et Noël.

b) Au moins six (6) jours de congé choisis parmi eux mentionnés plus haut doivent être payés en plus d'être chômés, pourvu que ces jours de congé tombent ou sont observés un jour régulier de travail.

c) Pour avoir droit à la rémunération précitée, le salarié doit travailler ou être prêt à travailler la journée de travail qui précède et qui suit le jour où le congé est observé, sauf dans le cas de maladie justifiée ou encore à la suite d'une autorisation écrite de l'employeur.

d) Nonobstant les dispositions des paragraphes "a", "b" et "c" du présent article, tout employeur accordant six (6) jours de congé payés ou plus par année à ses salariés en vertu d'une convention collective de travail privée, n'est pas sujet aux dispositions des alinéas précédents.

VII. *Paiement du salaire:* Le salaire de l'employé doit lui être payé par chèque ou en deniers ayant cours légal dans cette province. Ce salaire, si payé en deniers, doit lui être remis dans une enveloppe scellée sur laquelle doivent être inscrits ses nom et prénom, la date de la semaine ou de la période de travail, le nombre d'heures rémunérées, le taux de salaire à l'heure et le montant contenu dans l'enveloppe; celle-ci doit être initialement par la personne qui a fait la paie.

VIII. Les salaires actuellement supérieurs aux taux minima spécifiés dans le décret ne doivent pas être réduits durant l'existence dudit décret.

IX. Lors de la ratification de la présente convention, le Comité Paritaire existant, formé pour surveiller l'application du décret N° 561 du 11 mars 1942 dans la juridiction territoriale déterminée par le nouveau décret demeurera en fonction et surveillera la mise à exécution du nouveau décret jusqu'à ce qu'un nouveau Comité soit formé. Ce nouveau comité succèdera à

b) Every employee who has been continuously employed by the same employer for five years or more prior to the first day of May in each year is entitled, each year, to two weeks of paid holidays at his basic hourly rate.

c) Any employee with more than three months continuous service with the same employer prior to the first day of May will be entitled to a paid vacation equivalent to one twelfth of the hours of the normal work week for each month worked, at his basic hourly rate.

d) To qualify for the above schedule of holiday pay allowances, an employee's attendance at work must have been satisfactory. Satisfactory attendance means that an employee has not been absent without permission for more than one day of the calendar months used to determine the holiday allowance, unless his absence has been due to one of the following causes:

1. Personal illness;
2. Death in the immediate family of the employee;
3. Compulsory Court attendance for jury duty or as a witness, but not if required on a criminal charge;
4. Absence pursuant to leave granted in writing by the employer to enable the employee to attend to personal or business matters, provided such leave does not exceed 10 days at any time.

VI. *Holidays:* a) The following days are to be considered as holidays: New Year's Day, Good Friday, June 24th, July 1st, Labour Day, Immaculate Conception Day and Christmas Day.

b) Any six (6) of the above mentioned holidays shall be paid in addition to being observed, provided they fall or are observed on a regular working day.

c) To qualify for such holiday pay as aforesaid, an employee must work or stand ready to work, the regular working day preceding and following the day on which the holiday is observed, except in the case of bona fide illness or written authorization from the employer.

d) Notwithstanding provisions of paragraphs "a", "b" and "c" of the present section, an employer who grants six (6) or more observed holidays with pay per year to his employees in virtue of a private collective labour agreement, shall not be subject to the above subsections.

VII. *Payment of wages:* The wages of the employee must be paid to him by cheque or in currency which is legal in this Province. Such wages, if paid in currency, must be handed to the employee in a sealed envelope on which is written: his name and surname, the date of the week or period of work, the number of hours paid, the rate of wages per hour and the amount contained in the envelope; the envelope must be initialed by the pay clerk.

VIII. Wages actually higher than the minima herein specified shall not be reduced during the existence of the decree.

IX. On the ratification of the present agreement, the existing Joint Committee, organized to carry out Decree No. 561 of March 11th, 1942 in the territorial jurisdiction contemplated by the new decree, shall remain in office and supervise the carrying out of the new decree until a new Committee is formed which shall succeed to and be vested with all the assets and rights of the

l'ancien et sera investi de tous les actifs et droits dudit Comité paritaire; il assumera également toutes les dettes de l'ancien comité en vertu dudit décret antérieur.

X. Le décret abrogera le décret N° 561 du 11 mars 1942 et tous ses amendements.

XI. *Durée du décret*: Le décret entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette Officielle de Québec* et demeurera en vigueur jusqu'au 1er janvier 1956. Il se renouvellera automatiquement d'année en année par la suite à moins qu'un groupe prépondérant des parties contractantes patronales ou ouvrières ne donne aux autres parties un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant le 1er janvier de toute année subséquente. Un tel avis devra également être adressé au ministre du Travail.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 7 mai 1955.

39801-o

former Joint Committee; it shall assume all the liabilities of the former Joint Committee under the said previous decree.

X. The decree will repeal decree No. 561 of the 11th of March 1942 and all amendments thereto.

XI. *Duration of the decree*: The decree will come into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette* and so remains until January 1st, 1956. It then renews itself automatically from year to year unless a preponderant group of the contracting parties of the first or second part notify the other parties in writing to the contrary, within the period extending from the sixtieth (60th) to the thirtieth (30th) day before January 1st of any subsequent year. Such a notice must also be forwarded to the minister of Labour.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY.

Deputy Minister of Labour.
Department of Labour,
Quebec, May 7th, 1955.

39801-o

Actions en séparation de biens

Canada, Province de Québec, district de Québec, cour Supérieure, N° 77,390. Yvonne Leclerc de la ville de Sainte-Foye, épouse commune en biens de Paul-Émile Parent du même lieu, demanderesse, vs Paul-Émile Parent, représentant de compagnie, de la ville de Sainte-Foye, défendeur.

AVIS DE POURSUITE EN SÉPARATION DE BIENS

Une poursuite en séparation de biens a été intentée contre le défendeur.

Québec, ce 30 avril 1955.

Les Procureurs de la demanderesse,

GERMAIN, PIGEON
& THIBAUDEAU.

39813-o

Canada, Province de Québec, district de Rimouski, Cour Supérieure, Rimouski, N° 17-394. Lorraine Thibault, épouse commune en biens de Alfred Gagné, journalier, demeurant à Sept-Iles, district de Saguenay, demanderesse; vs Alfred Gagné, journalier, demeurant autrefois à Québec, dit district et actuellement de lieux inconnus, défendeur.

AVIS D'ACTION EN SÉPARATION DE BIENS

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 6 avril, 1955.

Rimouski, le 2 mai, 1955.

Les Procureurs de la demanderesse,

RHEAULT & CARLE.

39820-o

Actions for Separation as to Property

Canada, Province of Quebec, district of Quebec, Superior Court, No. 77,390. Yvonne Leclerc of the town of Sainte-Foye, wife common as to property of Paul-Émile Parent, plaintiff, vs Paul-Émile Parent, company representative, of the town of Sainte-Foye, defendant.

NOTICE OF DEMAND FOR JUDICIAL SEPARATION

An action praying for judicial separation has been instituted against defendant.

Quebec, April 30th, 1955.

GERMAIN, PIGEON

& THIBAUDEAU,

Attorneys for the plaintiff.

39813-o

Canada, Province of Quebec, District of Rimouski, Superior Court, Rimouski, No. 17-394. Lorraine Thibault, wife common as to property to Alfred Gagné, journeyman, of Sept-Iles, district of Saguenay, plaintiff; vs Alfred Gagné, journeyman, formerly residing at Quebec, and now of parts unknown, defendant.

NOTICE OF SEPARATION AS TO PROPERTY

An action for separation as to property has been instituted in this case on April 6th, 1955.

Rimouski, May 2nd, 1955.

RHEAULT & CARLE,

Attorneys for the plaintiff.

39820-o

Avis divers

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fonda-

Miscellaneous Notices

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of

tion du syndicat coopératif "La Caisse Populaire de St-Pierre Apôtre de Longueuil", en date du 29 mars 1955, dont le siège social est situé à Longueuil, dans le comté de Chambly, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province le quatorze avril 1955.

Le Sous-secrétaire de la Province,
39802-o JEAN BRUCHÉSI.

(P.G. 10246-55)

SANI-PULP CORPORATION

Règlement N° 3, de Sani-Pulp Corporation

"Que le nombre des membres du conseil d'administration (bureau de direction) soit porté de 3 à 7; et qu'une copie certifiée du présent règlement, sous le sceau de la compagnie, soit transmise immédiatement au procureur général et publiée dans la *Gazette officielle de Québec*."

Je certifie que le règlement ci-dessus a été régulièrement adopté par les directeurs le 12ième jour de février 1955 et approuvé à l'unanimité par tous les actionnaires de la compagnie réunis en assemblée générale le 12ième jour de février 1955.

39803-o Le Secrétaire,
A. P. GRIGG.

(P.G. 4412-43)

QUEBEC BREWERS ASSOCIATION
L'ASSOCIATION DES BRASSERIES
DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Règlement "E"

Un règlement amendant le règlement VII de l'Association des Brasseries de la Province de Québec en diminuant du nombre des directeurs de onze à huit:

"Qu'il soit décrété comme un règlement de Quebec Brewers Association — L'Association des Brasseries de la Province de Québec:

1. Que l'article 1 du règlement VII dans sa forme originaire, tel que décrété le 23 janvier 1951, soit amendé en remplaçant les mots et chiffre "onze" (11) de sa première ligne par les mots et chiffre "huit" (8).

2° Que l'article 1 du règlement VII susdit soit aussi amendé en remplaçant les mots "National Breweries Limited" par les mots "Dow Brewery Limited".

Certifié copie exacte.

Montréal, 4 avril 1955.

39814 Le Secrétaire,
DOLORES MOYNIHAM.

(P.G. 12137-54)

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la Province a approuvé, le vingt-neuf avril 1955, les règlements de "Le Samaritain de Shawinigan Inc.", et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le deux mai 1955.

39817-o Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

(P.G. 1913-48)

Avis est, par les présentes, donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'Honorable Secrétaire de la Province a

foundation of the cooperative syndicate "La Caisse Populaire de St-Pierre Apôtre de Longueuil", under date of March 29th, 1955, whereof the head office is at Longueuil, in the county of Chambly, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of April, 1955.

JEAN BRUCHÉSI,
39802 Under Secretary of the Province.

(A.G. 10246-55)

SANI-PULP CORPORATION

By-law No.3 of Sani-Pulp Corporation

"That the number of the members of the Board of Directors be carried from 3 to 7; and that a certified copy of the present by-law, under the seal of the company, be immediately transmitted to the Attorney General and published in the *Quebec Official Gazette*."

I certify that the above by-law was regularly adopted by the Directors on the 12th day of February, 1955, and unanimously approved by all the shareholders of the company gathered at a general meeting on the 12th day of February, 1955.

39803 A. P. GRIGG,
Secretary.

(A.G. 4412-43)

QUEBEC BREWERS ASSOCIATION
L'ASSOCIATION DES BRASSERIES
DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

By-law "E"

A By-law to amend By-law VII of Quebec Brewers Association, by decreasing the number of directors from eleven to eight:

"Be it enacted as a by-law of Quebec Brewers Association — L'Association des Brasseries de la Province de Québec:

1. That Article 1 of By-law VII in its form as reenacted on January 23rd, 1951 be amended by substituting the word and figure "eleven" (11) in the first line thereof by the word and figure "eight" (8).

2. That Article 1 of By-law VII aforesaid be also amended by substituting the words "National Breweries Limited", by the words "Dow Brewery Limited".

Certified an exact copy.

Montreal, April 4th, 1955.

39814-o DOLORES MOYNIHAM,
Secretary.

(A.G. 12137-54)

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy-Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary has approved, on April twenty-ninth, the by-laws of "Le Samaritain de Shawinigan Inc.", and such pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, on May second 1955.

39817 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

(A.G. 1913-48)

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the By-laws of "National Greek Association,

approuvé, le 29 avril 1955, les règlements de "National Greek Association, Inc.", conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, ce 2e jour de mai 1955.

Le Sous-secrétaire de la Province,
39818 JEAN BRUCHÉSI.

Inc.", were approved on April 29th, 1955, by the Honourable the Provincial Secretary, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of May, 1955.

JEAN BRUCHÉSI,
39818-o Under Secretary of the Province.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Ciba Employees Credit Union", en date du 15 avril 1955, dont le siège social est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal, et que ce document a été déposé dans les archives du secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le vingt et un avril 1955.

Le Sous-secrétaire de la Province,
39822-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate, "Ciba Employees Credit Union", under date of April 15th, 1955, whereof the head office is at Montreal, judicial district of Montreal, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twenty-first day of April, 1955.

JEAN BRUCHÉSI,
39822 Under Secretary of the Province.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Mont-North Credit Union", en date du 23 avril 1955, dont le siège social est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le vingt-neuf avril 1955.

Le Sous-secrétaire de la Province,
39823-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Mont-North Credit Union", under date of April 23rd, 1955, whereof the head office is at Montreal, judicial district of Montreal, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twenty-ninth day of April, 1955.

JEAN BRUCHÉSI,
39823 Under Secretary of the Province.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "S. T. C. Employees Credit Union", en date du 13 avril 1955, dont le siège social est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le vingt et un avril 1955.

Le Sous-secrétaire de la Province,
39824-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "S. T. C. Employees Credit Union", under date April 13th, 1955, whereof the head office is at Montreal, judicial district of Montreal, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twenty-first day of April, 1955.

JEAN BRUCHÉSI,
39824 Under Secretary of the Province.

(P.G. 10093-54)

J. A. TESSIER & FILS, LIMITÉE
J. A. TESSIER & SONS, LIMITED

Règlement N° 39

(augmentant le nombre des directeurs de trois à treize)

"Le bureau de direction de la Compagnie se composera à l'avenir et après l'accomplissement des formalités requises par la loi à cet effet, de treize directeurs, dont le quorum sera de sept.

Les directeurs additionnels seront élus à la première assemblée générale, suivant la publication du présent règlement dans la *Gazette officielle de Québec*."

Lachine, le 15 avril 1955.

Vraie copie.

(Sceau)
39825-o

Le Secrétaire-trésorier,
A. LEBEAU.

(A.G. 10093-54)

J. A. TESSIER & FILS, LIMITÉE
J. A. TESSIER & SONS, LIMITED

By-law No. 39

(increasing the number of Directors from three to thirteen)

"The Board of Directors of the Company shall be composed, in future and after the accomplishment of the formalities required by Law to this effect, of thirteen Directors, seven of whom shall form quorum.

The additional Directors shall be elected at the first general meeting, following the publication of the present By-law in the *Quebec Official Gazette*."

Lachine, April 15th, 1955.

True copy.

(Seal)
39825

A. LEBEAU,
Secretary-Treasurer.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Les Employés Unis de l'Autobus — The United Autobus Employees", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province, le trente avril 1955.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la Province,
39826-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Les Employés Unis du Taxi — The United Taxi Employees", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le trente avril 1955.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la Province,
39827-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS DE RACHAT

LE BUREAU DES COMMISSAIRES D'ÉCOLES
CATHOLIQUES DE LA VILLE DE WATERLOO,
COMTÉ DE SHEFFORD

Émission de \$342,000.00 à 3½-4%, portant la date du 1er janvier 1952 et échéant en séries vingt ans jusqu'au 1er janvier 1972 (résolution d'emprunt en date du 13 novembre 1951).

Avis public est par les présentes donné que le Bureau des Commissaires d'écoles catholiques de la ville de Waterloo, comté de Shefford, rachètera par anticipation, au pair, le 1er juillet 1955, en vertu d'une clause de rachat insérée dans la résolution d'emprunt en date du 13 novembre 1951, les titres suivants de l'émission d'obligations au montant de \$342,000. du Bureau des commissaires d'écoles catholiques de la ville de Waterloo: (au total \$21,500).

1969: 3X \$500. nos Q-11, 12 et 13; 4X \$1,000. nos Q-7, 8, 9, et 10;

1970: 8X \$1,000. nos R-3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 10;

1971: 2X \$500. nos S-12 et 14; 7X \$1,000. nos S-2, 3, 4, 5, 6, 7, et 8.

Les dites obligations deviendront dues et payables et elles seront payables et rachetées, principal et intérêts, à la date ci-dessus mentionnée, en monnaie légale du Canada, avec intérêt couru jusqu'au 1er juillet 1955, sur présentation et remise d'icelles, avec tous les coupons d'intérêt échéant après le 1er juillet 1955, attachés, au bureau de la Banque de Montréal à Montréal, à Québec ou à Waterloo, au choix du détenteur.

Les dites obligations cesseront de porter intérêt à compter du 1er juillet 1955.

Donné à Waterloo, comté de Shefford, ce 7e jour de mai, mil neuf cent cinquante cinq.

Vraie copie certifiée
(Seau)

39843-o

Le Secrétaire-trésorier,
GUY GENEST.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Les Employés Unis de l'Autobus — The United Autobus Employees", for the study defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on April thirtieth, 1955.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Montreal, judicial district of Montreal.

JEAN BRUCHÉSI,
39826 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Les Employés Unis du Taxi — The United Taxi Employees", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on April thirtieth, 1955.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Montreal, judicial district of Montreal.

JEAN BRUCHÉSI,
39827 Under Secretary of the Province.

REDEMPTION NOTICE

THE CATHOLIC SCHOOL BOARD OF COMMISSIONERS
OF THE TOWN OF WATERLOO, COUNTY OF
SHEFFORD

Issue of \$342,000.00 at 3½%-4%, bearing date of January 1st, 1952 and maturing serially twenty years to January 1st, 1972 (loan resolution dated from November 13th, 1951).

Public notice is hereby given that the catholic school board of commissioners of the town of Waterloo, county of Shefford, will redeem in anticipation, at par, on July 1st, 1955, under a redemption clause inserted in the loan resolution dated November 13th, 1951, of the following titles in the bond issue to the amount of \$342,000. of the catholic school board of commissioners of the town of Waterloo: (to the total of \$21,500).

1969: 3X \$500. Nos. Q-11, 12 and 13; 4X \$1,000. Nos. Q-7, 8, 9, and 10;

1970: 8X \$1,000. Nos. R-3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 and 10;

1971: 2X \$500. Nos. S-12 and 14; 7X \$1,000. Nos. S-2, 3, 4, 5, 6, 7, and 8.

The said bonds will become due and payable and they will become due and payable and they will be paid and redeemed, in principal and interest, on the date above mentioned, in legal money of Canada, with interest accrued until July 1st, 1955, upon presentation and surrender of same, with all interest coupons maturing after July 1st, attached, to the office of the Bank of Montreal, at Montreal, at Quebec or at Waterloo, at the holder's option.

The said bonds shall cease to bear interest as from July 1st, 1955.

Given at Waterloo, county of Shefford, this 7th day of May, nineteen hundred and fifty-five.

True certified copy
(Seal)

39843

GUY GENEST,
Secretary-Treasurer.

(P.G. 10451-55)

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la Province a approuvé, le trois mai 1955, les règlements de "La Société de Chirurgie de Québec — The Quebec Surgical Society", et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le quatre mai 1955.

Le Sous-secrétaire de la Province,
39844-o JEAN BRUCHÉSI.

(A.G. 10451-55)

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary has approved, on May third, 1955, the by-laws of "La Société de Chirurgie de Québec — The Quebec Surgical Society", and such, pursuant to the provisions of section 225, of the Quebec Companies' Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, on May fourth, 1955.

JEAN BRUCHÉSI,
39844 Under Secretary of the Province.

Chartes — Abandon de

HARPEL LIMITED

Avis est donné que la compagnie "Harpel Limited", constituée en corporation par lettres patentes de la province de Québec en date du 4 mai 1949, demandera la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Montréal, 21 avril 1955.

Le Secrétaire,
39804 S. LUSTGARTEN.

HY-LEBOFF INC.

En vertu de la Loi des Compagnies de Québec, la compagnie "Hy-Leboff Inc.", donne, par les présentes, avis qu'elle demandera à l'Honorable Procureur général de la Province de Québec, la permission d'abandonner la charte de la compagnie.

Montréal, 28 avril 1955.

Le Secrétaire,
39805 RAYMOND LEBOFF.

AVIS

Avis est donné par les présentes que la Compagnie "Mountain View Bungalows Limited" compagnie constituée en vertu de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec et ayant sa principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal, s'adressera au Procureur général de la province de Québec pour demander l'abandon de la Charte en vertu des provisions de la Loi des Compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 27 avril 1955.

Le Secrétaire,
39821-o (Signé) J. A. BINNIE.

DEMANDE D'ABANDON DE CHARTE

En vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, la compagnie "Telnap Realty Corporation" donne, par les présentes, avis qu'elle demandera au Procureur général et au Ministre de l'Industrie et du Commerce et des affaires municipales de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte à compter d'une date qu'il plaira à l'Honorable Procureur général de fixer.

Daté à Montréal, ce 22e jour d'avril 1955.

Le Président,
39839 MRS SARAH PANTEL.

Charters — Surrender of

HARPEL LIMITED

Notice is hereby given that "Harpel Limited", incorporated by letters patent of the Province of Quebec, dated May 4th, 1949, will make application for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies' Act.

Montreal, April 21st, 1955.

S. LUSTGARTEN,
39804-o Secretary.

HY-LEBOFF INC.

Under the Quebec Companies' Act "Hy-Leboff Inc." hereby gives notice that it will make application to the Honourable the Attorney-General of the Province of Quebec, for leave to surrender the charter of the Company.

Montreal, April 28th, 1955.

RAYMOND LEBOFF,
49805-o Secretary.

NOTICE

Notice is hereby given that the company "Mountain View Bungalows Limited", a company constituted under Part I of the Quebec Companies' Act and having its principal place of business in the city and district of Montreal, will apply to the Attorney General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies' Act.

Given at Montreal, this 27th day of April 1955.

(Signed) J. A. BINNIE,
39821 Secretary.

APPLICATION FOR SURRENDER OF CHARTER

Under the provisions of the Quebec Companies' Act, "Telnap Realty Corporation", hereby gives notice that it will make application to the Attorney General and the Minister of Municipal Trade and Commerce of the Province of Quebec, for leave to surrender its charter on and from a date to be fixed by the Honourable Attorney General.

Dated at Montreal, this 22nd day of April, 1955.

MRS. SARAH PANTEL,
39839-o President.

Compagnie dissoute

Company Dissolved

(P.G. 10045-55)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Lighting Equipment Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 11 avril 1945.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente avril 1955, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le deux mai 1955.

L'Assistant-procureur général,
39798-o C. E. CANTIN.

(A.G. 10045-55)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Lighting Equipment Inc.", incorporated by letters patent dated April eleventh, 1945.

Notice is also given that from and after April thirtieth, 1955, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of May, 1955.

C. E. CANTIN,
39798 Deputy Attorney General.

Département des Affaires municipales

Department of Municipal Affairs

Le soussigné donne avis que, tel que demandé par une résolution du 4 avril 1955 du conseil municipal de la paroisse Sainte-Germaine-du-Lac-Étchemin, dans le comté de Dorchester, et conformément aux dispositions du Code municipal, il a décrété, en date du 25 avril 1955, que les publications de tous les avis publics, règlements, résolutions ou ordres de ladite corporation, sauf celles requises dans la *Gazette officielle de Québec*, se feront, à l'avenir, dans la langue française seulement.

Le présent avis est publié en vertu de l'article 131 du Code municipal (10 George VI, chapitre 55, section 2).

-Le 25 avril, 1955.

Le Ministre des Affaires municipales,
39799-o YVES PRÉVOST, C.R.

The undersigned gives notice that, as petitioned by a resolution of the Municipal Council of the parish Sainte-Germaine-du-Lac-Étchemin, in the county of Dorchester, and pursuant to the provisions of the Municipal Code, he has enacted on April 25th, 1955, that the publication of any public notice, by-law, resolution or order of the said corporation, except such as are required to be made in the *Quebec Official Gazette*, shall be made thereafter in the French language only.

This notice is published in accordance with article 131 of the Municipal Code (10 George VI, chapter 55, section 2).

April 25th, 1955.

YVES PRÉVOST, Q.C.,
39799 Minister of Municipal Affairs.

Département de l'Instruction Publique

Department of Education

N° 936-54.

Québec, le 20 avril 1955.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de St-Joseph-du-Lac, comté de Deux-Montagnes, le territoire ci-dessous décrit pour l'ériger en municipalité scolaire distincte, pour les contribuables catholiques seulement, sous le nom de "La municipalité scolaire catholique de Pointe Calumet, dans le comté des Deux-Montagnes".

"Un certain territoire borné au nord-ouest par la voie ferrée des Chemins de fer Nationaux du Canada et son prolongement inclus; au nord-est par la limite est du lot N° I du cadastre de la paroisse de St-Joseph-du-Lac; au sud-est par le Lac des Deux-Montagnes et au sud-ouest par la limite ouest du lot N° III du cadastre de la paroisse de St-Joseph-du-Lac."

Le Surintendant de l'Instruction publique,
39759-17-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 378-55.

Québec, le 20 avril 1955.

Demande est faite d'ériger en municipalité scolaire distincte, pour les contribuables protestants seulement, sous le nom de "La municipalité scolaire protestante de Val-St-Jean,

No. 936-54.

Quebec, April 20th, 1955.

Application is made to detach from the school municipality of St-Joseph-du-Lac, county of Two-Mountains, the territory hereunder described to erect into a separate school municipality, for the Catholic ratepayers only, under the name of "The Catholic School Municipality of Pointe Calumet, in the county of Two-Mountains."

A certain territory bounded on the north-west by the Canadian National Railways of Canada and its prolongation included; on the northeast, by the eastern limit of lot No. I, of the cadastre of the parish of St-Joseph-du-Lac; on the southeast, by the Lake of Two-Mountains and on the southwest by the western limit of lot No. III of the cadastre of the parish of St-Joseph-du-Lac."

O. J. DÉSAULNIERS,
39759-17-2 Superintendent of Education.

No. 378-55.

Quebec, April 20th, 1955.

Application is made to erect into a separate school municipality for Protestant ratepayers only, under the name of "The Protestant School Municipality of Val-St-Jean, in the county of

dans le comté de Gatineau", le territoire ci-dessous décrit, savoir:

"Borné à l'ouest par la Rivière Gatineau, au sud par le "Castor Blanc Creek", à l'est par la ligne entre les rangs IV et V du Canton Aumond et la ligne entre les rangs V et VI, du Canton Sicotte, au nord par la ligne entre les lots 25 et 26 des rangs I, II, III, IV et V du Canton Sicotte."

Le Surintendant de l'Instruction publique,
39761-17-2-o O. J. DÉSALNIERS.

N° 506-53.

Québec, le 22 avril 1955.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de la paroisse de Sacré-Cœur-de-Jésus, dans la comté de Stanstead, le lot 582 et la partie du lot 581 du rang VIII du canton de Stanstead, appartenant à monsieur Léopold Lussier, pour les annexer à la municipalité scolaire de Sacré-Cœur-de-Jésus, village, dans le même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
39760-17-2-o O. J. DÉSALNIERS.

N° 1317-54.

Québec, le 22 avril 1955.

Demande est faite d'annexer au territoire de la municipalité scolaire du village de Nominique, dans le comté de Labelle, le territoire actuel de la municipalité scolaire du canton Lorranger, dans le même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
39783-17-2-o O. J. DÉSALNIERS.

N° 29-55.

Québec, le 27 avril 1955.

Il a plu au Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêtés ministériels en date des 17 et 30 mars 1955, de détacher de la municipalité scolaire de Beauvoir, dans le comté de Vaudreuil-Soulanges, les lots 73 à 111 inclusivement et 174 à 216 inclusivement du cadastre officiel de Ste-Marthe, pour les annexer à la municipalité scolaire de Ste-Marthe, dans le même comté.

Ce changement prendra effet au 1er juillet prochain.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
39807-o O. J. DÉSALNIERS.

N° 525-54.

Québec, le 27 avril 1955.

Il a plu au Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 30 mars 1955, de détacher de la municipalité scolaire de St-Victor paroisse, dans le comté de Beauce, les lots 1820 à 1827 inclusivement du rang Ste-Caroline, du cadastre officiel de la paroisse de St-Jules-de-Beauce, pour les annexer à la municipalité scolaire de St-Jules, même comté.

Ce changement prendra effet au 1er juillet prochain.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
39807-o O. J. DÉSALNIERS.

N° 467-55.

Québec, le 27 avril 1955.

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire de Charlesbourg, dans le comté de Québec, en celui de "Charlesbourg-Ouest", dans le même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
39808-18-2-o O. J. DÉSALNIERS.

Gatineau", the following territory hereinunder described, to wit:

"Bounded on the west by the Gatineau River, on the South, by the "Castor Blanc Creek", on the east, by the line between ranges IV and V of the Aumond township and the line between ranges V and VI of the Sicotte Township, on the north, by the line between lots 25 and 26 of ranges I, II, III, IV and V of the Sicotte Township.

O. J. DÉSALNIERS,
Superintendent of Education.

No. 506-53.

Quebec, April 22nd, 1955.

Application is made to detach from the school municipality of the parish of "Sacré-Cœur-de-Jésus", in the county of Stanstead, lot 582 and that part of lot 581, range VIII, township of Stanstead, belonging to Mr. Léopold Lussier, to annex them to the school municipality of the "Sacré-Cœur-de-Jésus" village, in the same county.

O. J. DÉSALNIERS,
Superintendent of Education.

No. 1317-54.

Quebec, April 22nd, 1955.

Application is made to annex to the territory of the school municipality of the village of Nominique, in the county of Labelle, the present territory of the school municipality of the Lorranger township, in the same county.

O. J. DÉSALNIERS,
Superintendent of Education.

No. 29-55.

Quebec, April 27th, 1955.

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council, dated March 17th and 30th, 1955, has been pleased to detach from the school municipality of Beauvoir, in the county of Vaudreuil-Soulanges, lots 73 to 111 inclusively and 174 to 216 inclusively in the official cadastre of Ste-Marthe, to annex them to the school municipality of Ste-Marthe, in the same county.

This change shall become effective on July 1st next.

O. J. DÉSALNIERS,
Superintendent of Education.

No. 525-54.

Quebec, April 27th, 1955.

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council dated March 30th, 1955, has been pleased to detach from the school municipality of St-Victor parish, in the county of Beauce, lots 1820 to 1827 inclusively of range Ste-Caroline, of the official cadastre of the parish of St-Jules-of-Beauce, to annex them to the school municipality of St-Jules, same county.

This change will become effective on July 1st, next.

O. J. DÉSALNIERS,
Superintendent of Education.

No. 467-55.

Quebec, April 27th, 1955.

Application is made to change the name of the School Municipality of Charlesbourg, in the county of Québec, to that of "Charlesbourg-West", same county.

O. J. DÉSALNIERS,
Superintendent of Education.

N° 337-55.

Québec, le 27 avril 1955.

Demande est faite d'annexer, pour les contribuables catholiques seulement, le territoire actuel de la municipalité scolaire de Lac Lacroix, dans le comté de Pontiac, à la municipalité scolaire de Dorion, dans le même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
39809-18-2 O. J. DÉSAULNIERS.

No. 337-55.

Quebec, April 27th, 1955.

Application is made to annex, for Catholic ratepayers only, the present territory of the School Municipality of Lake Lacroix, in the county of Pontiac, to the School Municipality of Dorion, same county.

O. J. DÉSAULNIERS,
Superintendent of Education.

N° 330-55.

Québec, le 27 avril 1955.

Demande est faite que le territoire actuel de la municipalité scolaire du canton de Windsor, dans le comté de Richmond, soit annexé pour les contribuables catholiques seulement, à la municipalité scolaire de la ville de Windsor, même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
39810-18-2 O. J. DÉSAULNIERS.

No. 330-55.

Quebec, April 27th, 1955.

Application is made in order that the present territory of the School municipality of the township of Windsor, in the county of Richmond, be annexed to the School municipality of the town of Windsor, same county, for catholic ratepayers only.

O. J. DÉSAULNIERS,
Superintendent of Education.

Département des Terres et Forêts

AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de St-François (ville de Beauceville-est) division d'enregistrement de la Beauce.

Avis est par la présente donné que le lot 160-2-1 est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 19 avril 1955.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
39800-o AVILA BÉDARD.

Department of Lands and Forests

NOTICE

Official Cadastre of the parish of St. François (town of east Beauceville) registration division of Beauce.

Notice is hereby given that lot 160-2-1 is cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, April the 19th, 1955.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
39800-o AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

Département de la Voirie

AVIS

Le ministère de la Voirie cessera à l'avenir d'entretenir les sections de routes ci-après désignées, parce qu'elles sont devenues inutiles pour la circulation:

Dans le comté de Terrebonne.

Dans la municipalité de la paroisse de Rosemère:

Route N° 11, Montréal — Mont-Laurier — Maniwaki — Hull:

Une section de 1235 pieds au sud-ouest de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis le lot N° 928.

Dans la municipalité de Lantier:

Route N° 30, Lachute — Ste-Agathe-des-Monts — St-Donat:

Une section de 750 pieds au nord de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots Nos P. 19 et P. 20; une section de 400 pieds au sud de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots Nos 15-35 à 15-41 inclusivement.

Dans la municipalité de la paroisse de Ste-Sophie:

Route N° 41, Berthier — Joliette — Lachute:

Une section de 610 pieds au sud-est de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis le lot N° P. 71; une section de 330 pieds au nord de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis le lot N° P. 72.

Dans la municipalité des cantons-unis de DeSalaberry & Grandison:

Department of Roads

NOTICE

The Department of Roads shall cease, hereafter, to maintain sections of highways herein-after designated, as they have become useless for traffic:

In the county of Terrebonne:

In the municipality of the parish of Rosemere:

Route No. 11, Montreal — Mont-Laurier — Maniwaki — Hull:

A section of 1235 feet southwest of the new highway, on or facing lot No. 928.

In the municipality of Lantier:

Highway No. 30, Lachute — Ste-Agathe-des-Monts — St-Donat:

A section of 750 feet north of the route, on or facing lots Nos. P. 19 and P. 20; a section of 400 feet south of the new route, on or facing lots Nos. 15-35 to 15-41 inclusively.

In the municipality of the parish of Ste-Sophie:

Highway No. 41, Berthier — Joliette — Lachute:

A section of 610 feet southeast of the new highway, on or facing lot No. P. 71; a section of 330 feet north of the new route, on or facing lot No. P. 72.

In the municipality of the United townships of DeSalaberry and Grandison:

Chemin Lac Ouimet — Lac Tremblant:

Une section de 365 pieds à l'est du nouveau chemin, sur ou vis-à-vis les lots Nos P. 23 et P. 24; une section de 480 pieds à l'ouest du nouveau chemin, sur ou vis-à-vis les lots Nos 578 et 579; une section de 650 pieds au sud-ouest du nouveau chemin, sur ou vis-à-vis les lots Nos 577 et 578.

Dans la municipalité du canton de Chatham, comté d'Argenteuil:

Route N° 31, St-André — Lachute — St-Jovite:

Une section 979 pieds au nord de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis le lot N° P. 946; une section de 689 pieds au sud de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis le lot N° P. 896; une section de 920 pieds au nord de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis le lot N° P. 899; une section de 4230 pieds au nord de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots Nos P. 899, 901 et 902.

Dans la municipalité d'Égan-Sud, comté de Gatineau:

Chemin Maniwaki — Bois-Franc:

Une section de 950 pieds à l'est du nouveau chemin, sur ou vis-à-vis les lots Nos 29 et 30; une section de 650 pieds à l'ouest du nouveau chemin, sur ou vis-à-vis les lots Nos 28 et 29; une section de 1030 pieds à l'ouest du nouveau chemin, sur ou vis-à-vis les lots Nos 21 et 22; une section de 3900 pieds à l'est du nouveau chemin, sur ou vis-à-vis les lots Nos 17, 18 et 19; une section de 3650 pieds à l'est du nouveau chemin, sur ou vis-à-vis le lot N° 16.

Dans le comté de Deux-Montagnes.

Dans la municipalité de la paroisse de Ste-Scholastique:

Chemin Côte St-Louis:

Une section de 886 pieds et une autre de 200 pieds au sud-ouest du nouveau chemin, sur ou vis-à-vis les lots Nos 354 et 441.

Dans la municipalité de la paroisse de St-Augustin:

Chemin St-Augustin — Ste-Scholastique:

Une section de 540 pieds à l'ouest du nouveau chemin, sur ou vis-à-vis les lots Nos 228, 300 et 301.

Dans le comté de Lac St-Jean.

Dans la municipalité d'Hébertville:

Route N° 55, Tour du Lac St-Jean:

Une section de 1545 pieds au sud-ouest de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots Nos 17C, rang ouest Labarre, et 18C à 21 inclusivement, rang A Méry.

Chemin du rang 3 Signaï:

Une section de 610 pieds et une autre de 230 pieds au nord-est du nouveau chemin, sur ou vis-à-vis le lot N° 1, rang 4 Labarre.

Dans la municipalité de la paroisse de Ste-Croix:

Route N° 55, Tour du Lac St-Jean:

Une section de 910 pieds au nord-est de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots Nos 51-52 et 53A, rang Nord Caron.

Dans la municipalité de St-Bruno:

Chemin du rang 4 Signaï:

Une section de 3150 pieds au nord-est du nouveau chemin, sur ou vis-à-vis les lots Nos 1, rang 4 Labarre, 13B et 14, rang 3, et 13 et 14B, rang 4 Signaï.

Dans la municipalité de la paroisse de St-Jérôme:

Route Rang A Caron:

Une section de 875 pieds au nord-ouest de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots Nos 78 et 79.

Dans la municipalité de Péribonka, comté de Roberval:

Route N° 55, Tour du Lac St-Jean:**Road Lake Ouimet — Lake Tremblant:**

A section of 365 feet east of the new road on or facing lots Nos. P. 23 and P. 24; a section of 480 feet west of the new road, on or facing lots Nos. 578 and 579; a section of 650 feet southwest of the new road, on or facing lots Nos. 577 and 578.

In the municipality of the township of Chatham, county of Argenteuil:

Route No. 31, St-André — Lachute — St-Jovite:

A section 979 feet north of the new route, on or facing lot No. P. 946; a section of 689 feet, south of the new route, on or facing lot No. P. 896; a section of 920 feet north of the new route, on or facing lot No. P. 899; a section of 4230 feet north of the new route, on or facing lots Nos. P. 899, 901 and 902.

In the municipality of Egan-South, county of Gatineau:

Maniwaki Road — Bois Franc:

A section of 950 feet east of the new road, on or facing lots Nos. 29 and 30; a section of 650 feet west of the new road, on or facing lots Nos. 28 and 29; a section of 1030 feet west of the new road, on or facing lots Nos. 21 and 22; a section of 3900 feet east of the new road, on or facing lots Nos. 17, 18 and 19; a section of 3650 feet east of the new road, on or facing lot No. 16.

In the county of Two-Mountains:

In the municipality of the parish of Ste-Scholastique:

Côte St-Louis Road:

A section of 886 feet and another of 200 feet on the southwest of the new road, on or facing lots Nos. 354 and 441.

In the municipality of the parish of St-Augustin:

St-Augustin Road — Ste-Scholastique:

A section of 540 feet west of the new road, on or facing lots Nos. 228, 300 and 301.

In the county of Lake St-John:

In the municipality of Hébertville:

Route No. 55, Around Lake St-John:

A section of 1545 feet southwest of the new route, on or facing lots Nos. 17C, range west Labarre, and 18C to 21 inclusively, range A Méry.

Road of Range 3 Signaï:

A section of 610 feet and another of 230 feet on the northeast of the new road, on or facing lot No. 1, range 4, Labarre.

In the municipality of the parish of Ste-Croix:

Route No. 55, Around Lake St-John:

A section of 910 feet northeast of the new route, on or facing lots Nos. 51-52 and 53A, range North Caron.

In the municipality of St-Bruno:

Road of range 4 Signaï:

A section of 3150 feet northeast of the new road, on or facing lots No. 1, range 4 Labarre, 13B and 14, range 3, and 13 and 14B, range 4 Signaï.

In the municipality of the parish of St-Jérôme:

Route Range A Caron:

A section of 875 feet northwest of the new route, on or facing lots Nos. 78 and 79.

In the municipality of Péribonka, county of Roberval:

Route No. 55, Around Lake St-John:

Une section de 830 pieds au nord-est de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots Nos 22 et 23-44, rang 2 Dolbeau.

Québec, le 22 avril 1955.

Le Ministre de la Voirie,
ANTONIO TALBOT.

39837-o

A section of 830 feet northeast of the new route, on or facing lots Nos. 22 and 23-44, range 2, Dolbeau.

Quebec, April 22, 1955.

ANTONIO TALBOT,
Minister of Roads.

39837

Liquidation, avis de:

Avis est donné que, lors d'une assemblée générale des membres de la coopérative de consommation "La Samaritaine", dûment convoquée et tenue à Aurigny, dans le comté des Iles-de-la-Madeleine, le 12 mars 1955, une résolution a été adoptée, à l'effet que les affaires de ladite société soient liquidées volontairement, et que celle-ci soit dissoute, conformément aux dispositions de la Loi des syndicats coopératifs de Québec et de la Loi de la liquidation volontaire des compagnies à fonds social. Copie de l'avis relatif à cette liquidation volontaire a été transmise à l'honorable Secrétaire de la Province par M. René W. Deveau à titre de liquidateur.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le quatre mai 1955.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

39834-o

Notice is hereby given that at a general meeting of the members of the cooperative "La Samaritaine", duly convened and held at Aurigny, in the county of Iles-de-la-Madeleine, on March 12th, 1955, a resolution was adopted to the effect that the affairs of the said association be wound up voluntarily, and that it be dissolved, in accordance with the provisions of the Quebec Cooperative Syndicates' Act, and the Winding-up Act. Copy of the notice relative to this voluntary winding-up has been transmitted to the Honourable the Provincial Secretary, by Mr. René W. Deveau, under title of liquidator.

Given at the office of the Provincial Secretary, May fourth, 1955.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

39834

Ministère des Finances Assurances

AVIS D'ANNULATION DE PERMIS ET DE CERTIFICAT D'ENREGISTREMENT

Avis est par les présentes donné que La Mutuelle des Fonctionnaires de la Province a adopté à une assemblée générale spéciale de ses membres, tenue le 28 janvier 1955, une résolution décrétant sa mise en liquidation volontaire, et qu'en conséquence les permis et certificat d'enregistrement de ladite société sont annulés conformément aux dispositions de l'article 123 de la Loi des assurances de Québec (chapitre 299, S.R. 1941).

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 25 avril 1955.

Pour le Ministre des finances
de la Province,
GEORGES LAFRANCE,
Surintendant des assurances.

39768-17-2-o

NOTICE OF CANCELLATION OF LICENSE AND CERTIFICATE OF REGISTRY

Notice is hereby given that "La Mutuelle des Fonctionnaires de la Province" has adopted at a special general meeting of its members, held on the 28th of January 1955, a resolution providing for its voluntary liquidation, and that consequently the license and certificate of registry of the said society are cancelled pursuant to the provisions of section 123 of the Quebec Insurance Act (chapter 299, R.S. 1941).

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, this 25th day of April, 1955.

For the Minister of Finance
of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
Superintendent of Insurance.

39768-17-2-o

AVIS DE CHANGEMENT DE NOM

Avis est donné par les présentes que "Boston Manufacturers Mutual Fire Insurance Company", constituée en corporation conformément aux lois de l'État du Massachusetts, États-Unis d'Amérique, et enregistrée dans la Province sous le numéro 388, a changé son nom en celui de "Boston Manufacturers Mutual Insurance Company".

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 29 avril 1955.

Pour le Ministre des finances
de la Province,
GEORGES LAFRANCE,
Surintendant des assurances.

39815-o

NOTICE OF CHANGE OF NAME

Notice is hereby given that the "Boston Manufacturers Mutual Fire Insurance Company", incorporated under the laws of the State of Massachusetts, United States of America, and registered in this Province under number 388, has changed its name to "Boston Manufacturers Mutual Insurance Company".

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 29th of April 1955.

For the Minister of Finance
of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
Superintendent of Insurance.

39815-o

Proclamation

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

GASPARD FAUTEUX

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'elles pourront concerner,

SALUT.

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général,
C. E. CANTIN. { ATTENDU qu'en vertu de l'arrêté en conseil No 685, du 19 mai 1948, il a été décrété que les territoires suivants, où sont comprises des terres vacantes de la Couronne, des forêts affermées, ainsi que des forêts privées d'une étendue d'au moins 2,000 acres, seront désignés comme régions sauvegardées au sens et aux fins de la Loi des terres et forêts:

I — *Ungava*: Tout le territoire du Nouveau Québec.

II — *Mistassini*: Tout le territoire compris entre la limite sud du Nouveau Québec et la limite nord des districts électoraux d'Abitibi Ouest, Abitibi Est, de Roberval et de Chicoutimi, et dont les eaux se déversent dans la Baie James.

III — *Côté-Nord*: Le district électoral de Saguenay.

IV — *Abitibi*: Les districts électoraux d'Abitibi Ouest et d'Abitibi Est.

V — *Témiscamingue*: Les districts électoraux de Rouyn-Noranda et de Témiscamingue.

VI — *Outaouais*: Les districts électoraux de Pontiac, de Gatineau et de Papineau.

VII — *Nord de Montréal*: Les districts électoraux d'Argenteuil, de Labelle, de Terrebonne, de L'Assomption, de Montcalm, de Joliette et de Berthier.

VIII — *Saint-Maurice*: Les districts électoraux de Maskinongé, de Saint-Maurice, de Laviolette, de Champlain et de Portneuf.

IX — *Laurentides*: Les districts électoraux de Québec, de Montmorency et de Charlevoix.

X — *Lac Saint-Jean*: Les districts électoraux de Roberval, de Lac Saint-Jean et de Chicoutimi.

XI — *Cantons de l'Est*: Les districts électoraux de Missisquoi, de Brome, de Shefford, de Stanstead, de Sherbrooke, de Richmond, d'Arthabaska, de Wolfe, de Compton et de Mégantic.

XII — *Chaudière*: Les districts électoraux de Frontenac, de Beauce, de Dorchester et de Lotbinière.

XIII — *Rive Sud*: Les districts électoraux de Bellechasse, de Montmagny, de l'Islet, de Kamouraska, de Rivière-du-Loup et de Témiscouata.

XIV — *Gaspésie*: Les districts électoraux de Rimouski, de Matane, de Matapédia, de Bonaventure, de Gaspé Nord et de Gaspé Sud.

ATTENDU QUE pour assurer et sauvegarder la protection de nos richesses forestières, et conformément au chapitre 93 des Statuts refondus de Québec, 1941, et à la Loi concernant la protection de nos ressources forestières (2-3 Elizabeth

Proclamation

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

GASPARD FAUTEUX

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,

GREETING.

PROCLAMATION

C. E. CANTIN, *Deputy-Attorney General.* { WHEREAS that, under Order in Council No. 685 of May 19th, 1948, it has been enacted that the following territories, wherein are comprised vacant Crown lands, leased forests, as well as private forests, to an extent of at least 2,000 acres, shall be designated as fire districts, according to the meaning and for the purposes of the Lands and Forests Act.

I — *Ungava*: All the territory of New Quebec.

II — *Mistassini*: All the territory comprised between the southerly limits of New Quebec and the northerly limits of the electoral districts of Abitibi-West, Abitibi-East, of Roberval and of Chicoutimi, and whose waters flow into James Bay.

III — *North Shore*: The electoral district of Saguenay.

IV — *Abitibi*: The electoral districts of Abitibi-West and Abitibi-East.

V — *Témiscamingue*: The electoral districts of Rouyn-Noranda and of Témiscamingue.

VI — *Outaouais*: The electoral districts of Pontiac, Gatineau and Papineau.

VII — *North of Montreal*: The electoral districts of Argenteuil, Labelle, Terrebonne, L'Assomption, Montcalm, Joliette and of Berthier.

VIII — *Saint-Maurice*: The electoral districts of Maskinongé, Saint-Maurice, Laviolette, Champlain and of Portneuf.

IX — *Laurentides*: The electoral districts of Québec, Montmorency and of Charlevoix.

X — *Lake St. John*: The electoral districts of Roberval, Lake St. John and of Chicoutimi.

XI — *Eastern Townships*: The electoral districts of Missisquoi, Brome, Shefford, Stanstead, Sherbrooke, Richmond, Arthabaska, Wolfe, Compton and of Mégantic.

XII — *Chaudière*: The electoral districts of Frontenac, Beauce, Dorchester and of Lotbinière.

XIII — *South Shore*: The electoral districts of Bellechasse, Montmagny, L'Islet, Kamouraska, Rivière-du-Loup and of Témiscouata.

XIV — *Gaspesia*: The electoral districts of Rimouski, Matane, Matapédia, Bonaventure, Gaspé-North and of Gaspé-South.

WHEREAS to ensure the safeguarding of our forests, and in accordance with chapter 93, Revised Statutes of Quebec, 1941, and the Act respecting the protection of our forestry resources (2-3 Elizabeth II, chapter 25), it is advisable

II, chapitre 25), il convient de mettre en force l'article 144 dudit chapitre 93, concernant le permis de circulation en forêt.

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans l'arrêté en conseil N° 466, en date du 4 mai 1955, Nous avons ordonné et décrété et, par la présente proclamation, ordonnons et décrétons que pour pénétrer ou circuler dans la forêt, sur les terres vacantes de la Couronne, les forêts affermées, ainsi que les forêts privées d'une étendue d'au moins 2,000 acres, dans toute région sauvegardée ci-dessus mentionnée, pendant la période commençant le 7 mai 1955 et se terminant le 15 novembre 1955, inclusivement, toute personne devra, au préalable, obtenir un permis de circulation requis par les lois ci-dessus et l'exhiber, si elle en est requise par tout garde-feu, tout constable ou tout officier de la paix, et cela sous les pénalités et les sanctions édictées par lesdites lois.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec; TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable GASPARD FAUTEUX, C.P., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce cinquième jour de mai en l'année mil neuf cent cinquante-cinq de l'ère chrétienne et de Notre Règne la quatrième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la Province,
39800-o JEAN BRUCHÉSI.

that section 144 of said chapter 93, concerning forest travel permits, be put into force;

CONSEQUENTLY, upon the advice and consent of Our Executive Council, expressed in the Order in Council No. 466, dated May 4th, 1955, We have ordered and enacted and, by the present proclamation, order and ordain that to penetrate or to travel in the forest, on vacant Crown lands, on leased forests, as well as in private forests of an extent of at least 2,000 acres, within any fire district hereinabove mentioned, during the period starting May 7th, 1955 and ending November 15th, 1955 inclusively, any person shall previously obtain a travel permit, required by the aforesaid Acts and produce said permit if requested by any fire-ranger, constable or any officer of the Peace, otherwise they shall be liable to the penalties and sanctions decreed by the said Acts.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have rendered Our present letters patent and upon same have set the Great Seal of Our Province of Quebec;

WITNESS: Our Right Trusty and Well beloved the Honourable GASPARD FAUTEUX, P.C., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given at Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this fifth day of May in the year nineteen hundred and fifty-five of our Lord and the fourth year of Our Reign.

By command,

39800 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

Sièges sociaux

(P.G. 17303-52)

A. BÉLANGER, LIMITÉE

Extrait des minutes d'une assemblée des Directeurs de "A. Bélanger, Limitée" tenue le quinzième jour du mois de février mil neuf cent cinquante-cinq (15 février 1955).

Le Secrétaire soumet à l'assemblée que, par suite de la vente de notre commerce de détail, nous ne serons plus chez-nous au numéro 1950 est de la rue Ontario, et il estime qu'il serait désirable de transporter notre bureau-chef au numéro 1653 de la rue Parc-Lafontaine, à Montréal. Les directeurs sont unanimes à approuver ce changement et le secrétaire est chargé de faire le nécessaire pour mettre tous les intéressés au courant de ce changement et notamment les gouvernements Fédéral et Provincial.

Extrait certifié conforme,
Montmagny, le 16 février 1955.

(Sceau) ANDRÉ BÉCHARD,
Secrétaire.

Je, soussigné, André Béchard, secrétaire de "A. Bélanger, Limitée" certifie que la résolution ci-haut a été ratifiée par les actionnaires de la compagnie à une assemblée générale tenue le même jour.

39806-o ANDRÉ BÉCHARD.

Head Offices

(A.G. 17303-52)

A. BÉLANGER, LIMITÉE

Excerpt of the minutes of the meeting of the Directors of "A. Bélanger, Limitée," held on the fifteenth day of the month of February, one thousand nine hundred and fifty-five (February 15, 1955).

The Secretary submits to the meeting that, following the same of our retail business, we shall no longer be known at number 1950 Ontario Street-east, and it is estimated that it shall be desirable to transfer our head office to number 1653 Park-Lafontaine Street, at Montreal. The Directors are unanimous in approving this change and the Secretary is charged to do whatever is necessary to inform all interested parties of this change and, especially the Federal and Provincial Governments.

Certified true excerpt,
Montmagny, February 16th, 1955.

(Seal) ANDRÉ BÉCHARD,
Secretary.

I, the undersigned, André Béchard, secretary of "A. Bélanger, Limitée," certify that the above resolution has been ratified by the shareholders of the company at a special general meeting held the same day.

39806 ANDRÉ BÉCHARD.

Canada, Province de Québec, district de Montréal. Dans l'affaire de: "J. D. Campbell & Co. Limited".

Canada, Province of Quebec, District of Montreal. In the matter of: "J. D. Campbell & Co. Limited".

AVIS

Avis est, par les présentes, donné que "J. D. Campbell & Co. Limited", une compagnie constituée en corporation par lettres patentes de la province de Québec émises en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 25e jour de mars 1955, et ayant son siège social en la cité de Montréal, province de Québec, a établi son siège social au N° 1466 rue Drummond.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Montréal, Québec, ce 28e jour de mars 1955.

Le Président,
39816 G. GORDON KOHL.

NOTICE

Notice is hereby given that "J. D. Campbell & Co. Limited", a company incorporated by letters patent of the Province of Quebec issued under the provisions of Part I of the Quebec Companies' Act, on the 25th day of March, 1955, and having its head office in the city of Montreal, Province of Quebec, has established its office at No. 1466 Drummond Street.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, Quebec, this 28th day of March, 1955.

G. GORDON KOHL.
President.

AVIS DE SITUATION DU SIÈGE SOCIAL

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Jewish Convalescent Home of Montreal Inc.", constituée en corporation par lettres patentes de la province de Québec, le huitième jour de mars 1951 et ayant son siège social en la cité de Montréal, a établi son bureau au numéro 5796 avenue Déom.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la corporation comme étant son siège social.

Daté à Montréal, province de Québec, ce 28e jour d'avril 1955.

(Sceau)
Le Président,
J. GOLDWASSER.
Le Secrétaire,
39819 EDNA DRIMER.

NOTICE OF SITUATION AND ADDRESS OF HEAD OFFICE

Notice is hereby given that "Jewish Convalescent Home of Montreal Inc.", incorporated by letters patent of the Province of Quebec on the eighth day of March, 1951, and having its Head Office in the city of Montreal has there established its office at number 5796 Deom Avenue.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the corporation as being the Head Office of the company.

Dated at Montreal, in the Province of Quebec, this 28th day of April, 1955.

(Seal)
J. GOLDWASSER,
President.
EDNA DRIMER,
Secretary.

GASPARD CREPIN INC.

AVIS D'ADRESSE

Avis est donné que la compagnie "Gaspard Crepin Inc." constituée en corporation par lettres patentes en date du 30e jour d'octobre 1954 et ayant son bureau principal dans la cité de Valleyfield, district de Beauharnois, a établi son bureau au N° 50 de l'Avenue Grande Ile.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie, comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 2e jour de mai, 1955.

Le Président,
39835-o GASPARD CREPIN.

GASPARD CREPIN INC.

NOTICE OF ADDRESS

Notice is hereby given that "Gaspard Crepin Inc.", incorporated by letters patent dated October 30th, 1954, and having its head-office in Valleyfield, Beauharnois district, has established its office at 50 Grande Ile Avenue.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being its head-office.

Dated at Montreal, this 2nd day of May, 1955.

GASPARD CREPIN,
President.

C. H. MORIN & Co. INC.

Avis est donné que la compagnie "C. H. Morin & Co. Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 28 décembre 1951 et ayant son siège social à Montréal, Québec, a établi son bureau à suite 304, 465 rue St-Jean, Montréal, Québec, où son bureau était situé jusqu'à ce jour, l'a transporté à suite 330, 1980 ouest, rue Sherbrooke, Montréal, Québec.

Montréal, 29 avril 1955.

(Sceau)
39838 Le Président,
K. H. GREGORY.

C. H. MORIN & Co. INC.

Notice is hereby given that "C. H. Morin & Co. Inc.", incorporated by letters patent on December 28th, 1951, and having its head office in Montreal, Quebec, has established its office at Suite 304, 465 St. John Street, Montreal, Quebec, where its office was situated up to today, has moved it to Suite 330, 1980 Sherbrooke Street West, Montreal, Quebec.

Montreal, April 29th, 1955.

(Seal)
39838-o K. H. GREGORY,
President.

Canada — Province de Québec
District de Québec

LAKE BEAUPORT INDUSTRIES LTD
LES INDUSTRIES LAC BEAUPORT LTÉE

Canada — Province of Quebec
District of Quebec

LAKE BEAUPORT INDUSTRIES LTD
LES INDUSTRIES LAC BEAUPORT LTÉE

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Lake Beauport Industries Ltd — Les Industries Lac Beauport Ltée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 3e jour de février 1955 et ayant son siège social à Québec, a établi son bureau à chambre-822, 65 rue Ste-Anne, Québec.

Québec, 28 avril 1955.

39836

Le Secrétaire,
J. DEREK MARTIN.

Notice is hereby given that "Lake Beauport Industries Ltd — Les Industries Lac Beauport Ltée", incorporated by letters patent, on the 3rd day of February 1955, and having its head office in Quebec, has established its office at Room 822, 65 St. Anne St., Quebec.

Quebec, April 28th., 1955.

39836-o

J. DEREK MARTIN,
Secretary.

Soumissions

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE MANIWAKI
(Comté de Gatineau)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Mme Palma Joanis, secrétaire-trésorière, 312 des Oblats, B.P. 118, Maniwaki, comté de Gatineau, jusqu'à 7 heures p.m., mardi le 24 mai 1955, pour l'achat de \$360,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de Maniwaki, comté de Gatineau, datées du 1er avril 1955 et remboursables par séries du 1er avril 1956 au 1er avril 1975 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 2 avril 1955 — Agrandissement de l'école des garçons et construction d'une école de huit classes.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er juin 1955.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$360,000.00 — 20 ans.

Année	Capital
1er avril 1956.....	x \$62,500.00
1er avril 1957.....	x 65,500.00
1er avril 1958.....	x 69,000.00
1er avril 1959.....	x 41,000.00
1er avril 1960.....	x 43,000.00
1er avril 1961.....	3,500.00
1er avril 1962.....	4,000.00
1er avril 1963.....	4,000.00
1er avril 1964.....	4,500.00
1er avril 1965.....	4,500.00
1er avril 1966.....	4,500.00
1er avril 1967.....	5,000.00
1er avril 1968.....	5,000.00
1er avril 1969.....	5,500.00
1er avril 1970.....	5,500.00
1er avril 1971.....	6,000.00
1er avril 1972.....	6,500.00
1er avril 1973.....	6,500.00
1er avril 1974.....	7,000.00
1er avril 1975.....	7,000.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$302,240, accordé par le Secrétaire de la province

Tenders

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF MANIWAKI
(County of Gatineau)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Mrs. Palma Joanis, Secretary-Treasurer, 312 des Oblats, P.O.B., 118, Maniwaki, county of Gatineau, until 7 o'clock p.m., Tuesday, May 24th, 1955, for the purchase of an issue of \$360,000.00 of bonds of the School Commissioners for the municipality of Maniwaki, county of Gatineau, dated April 1st, 1955 and redeemable serially from April 1st, 1956 to April 1st, 1975 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan Resolution dated April 2nd, 1955—Enlargement of the boys' school and the erection of an eight-classroom school.

For purposes of adjudication only, the calculation of interest shall be made as from June 1st, 1955.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$360,000.00 — 20 years.

Year	Capital
April 1st, 1956.....	x \$62,500.00
April 1st, 1957.....	x 65,500.00
April 1st, 1958.....	x 69,000.00
April 1st, 1959.....	x 41,000.00
April 1st, 1960.....	x 43,000.00
April 1st, 1961.....	3,500.00
April 1st, 1962.....	4,000.00
April 1st, 1963.....	4,000.00
April 1st, 1964.....	4,500.00
April 1st, 1965.....	4,500.00
April 1st, 1966.....	4,500.00
April 1st, 1967.....	5,000.00
April 1st, 1968.....	5,000.00
April 1st, 1969.....	5,500.00
April 1st, 1970.....	5,500.00
April 1st, 1971.....	6,000.00
April 1st, 1972.....	6,500.00
April 1st, 1973.....	6,500.00
April 1st, 1974.....	7,000.00
April 1st, 1975.....	7,000.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$302,240, granted by the Provincial Secretary and

et payable en cinq versements dont le premier de \$73,034.68, les deux suivants de \$73,034.66 chacun, et les deux derniers de \$41,568.00 chacun, de 1956 à 1960 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Maniwaki, comté de Gatineau.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Maniwaki, comté de Gatineau.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mardi, le 24 mai 1955, à 7 heures p.m., au bureau de la secrétaire-trésorière, 312 des Oblats, Maniwaki, comté de Gatineau.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Maniwaki, (Comté de Gatineau), ce 4 mai 1955.

La Secrétaire-trésorière,

Mme PALMA JOANIS.

312 des Oblats, B.P. 118, Maniwaki,
(Comté de Gatineau), P.Q.

39840-0

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DU VILLAGE DE McMASTERVILLE (Comté de Verchères)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, J.-B.-A. Lanctot, secrétaire-trésorier, 325 rue Richelieu, McMasterville, comté de Verchères, jusqu'à 8 heures p.m., mardi, le 24 mai 1955, pour l'achat de \$155,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité du village de McMasterville, comté de Verchères, datées du 1er juin 1955 et remboursables par séries du 1er juin 1956 au 1er juin 1975 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 11 janvier 1955 — Construction d'une école élémentaire de huit classes.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er juin 1955.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$155,000.00 — 20 ans

Année	Capital
1er juin 1956.....	x \$16,500.00
1er juin 1957.....	x 17,500.00
1er juin 1958.....	x 18,000.00
1er juin 1959.....	x 19,000.00
1er juin 1960.....	x 20,000.00

payable in five payments, the first of which is \$73,034.68, the next two of \$73,034.66 each and the last two of \$41,568.00 each, from 1956 to 1960 inclusively, shall be received and applied to the service of the said loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Maniwaki, county of Gatineau.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec, or at Maniwaki, county of Gatineau.

The said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Tuesday, May 24th, 1955, at 7 o'clock p.m., at the office of the Secretary-Treasurer, 312 des Oblats, Maniwaki, county of Gatineau.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders. Maniwaki, (County of Gatineau), May 4th, 1955.

Mrs. PALMA JOANIS,

Secretary-Treasurer.

312 des Oblats, P.O.B. 118, Maniwaki,
(County of Gatineau), P.Q.

39840

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF THE VILLAGE OF McMASTERVILLE (County of Verchères)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned J.-B.-A. Lanctot, Secretary-Treasurer, 325 Richelieu St., McMasterville, county of Verchères, until 8 o'clock p.m., Tuesday, May 24th, 1955, for the purchase of an issue of \$155,000.00 of bonds of the school commissioners for the municipality of the village of McMasterville, county of Verchères, dated June 1st, 1955 and redeemable serially from June 1st, 1956 to June 1st, 1975 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on June 1st and December 1st, of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan Resolution dated January 11th, 1955 — Erection of an elementary school of eight classrooms.

For purposes of adjudication only, interest shall be calculated as from June 1st, 1955.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$155,000.00 — 20 years

Year	Capital
June 1st, 1956.....	x \$16,500.00
June 1st, 1957.....	x 17,500.00
June 1st, 1958.....	x 18,000.00
June 1st, 1959.....	x 19,000.00
June 1st, 1960.....	x 20,000.00

1er juin 1961.....	3,000.00	June 1st, 1961.....	3,000.00
1er juin 1962.....	3,000.00	June 1st, 1962.....	3,000.00
1er juin 1963.....	3,500.00	June 1st, 1963.....	3,500.00
1er juin 1964.....	3,500.00	June 1st, 1964.....	3,500.00
1er juin 1965.....	3,500.00	June 1st, 1965.....	3,500.00
1er juin 1966.....	4,000.00	June 1st, 1966.....	4,000.00
1er juin 1967.....	4,000.00	June 1st, 1967.....	4,000.00
1er juin 1968.....	4,000.00	June 1st, 1968.....	4,000.00
1er juin 1969.....	4,500.00	June 1st, 1969.....	4,500.00
1er juin 1970.....	4,500.00	June 1st, 1970.....	4,500.00
1er juin 1971.....	5,000.00	June 1st, 1971.....	5,000.00
1er juin 1972.....	5,000.00	June 1st, 1972.....	5,000.00
1er juin 1973.....	5,500.00	June 1st, 1973.....	5,500.00
1er juin 1974.....	5,500.00	June 1st, 1974.....	5,500.00
1er juin 1975.....	5,500.00	June 1st, 1975.....	5,500.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$87,740, accordé par le Secrétaire de la province et payable en cinq versements de \$17,548 chacun, de 1956 à 1960 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à McMasterville, comté de Verchères.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à McMasterville, comté de Verchères.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mardi, le 24 mai 1955, à 8 heures p.m., en l'École du Sacré-Cœur, 305, rue Richelieu, McMasterville, comté de Verchères.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

McMasterville, (Comté de Verchères), ce 4 mai 1955.

Le Secrétaire-trésorier,
J.-B.-A. LANCTOT.

325 rue Richelieu, McMasterville,
(Comté de Verchères), P. Q. 39841-0

Province de Québec

SAINT-FÉLICIEN
(Comté de Lac St-Jean-ouest)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, J.-H. Dumas, secrétaire-trésorier, 199 Blvd Sacré-Cœur, B.P. 207, St-Félicien (Lac St-Jean ouest), jusqu'à 8 heures p.m., mardi, le 24 mai 1955, pour l'achat de \$45,000.00 d'obligations de Saint-Félicien, comté de Lac St-Jean-ouest, datées du 1er juin 1955 et remboursables par séries du 1er juin 1956 au 1er juin 1970 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'in-

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$87,740 granted by the Provincial Secretary and payable in five instalments of \$17,548 each, from 1956 to 1960 inclusively, shall be received and applied to the service of the said loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at McMasterville, county of Verchères.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or at McMasterville, county of Verchères.

The said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Tuesday, May 24th, 1955, at 8 o'clock p.m., at the Sacred-Heart School, 305 Richelieu Street, McMasterville, county of Verchères.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders. McMasterville, (County of Verchères), May 4th, 1955.

J.-B.-A. LANCTOT,
Secretary-Treasurer.

325 Richelieu Street, McMasterville,
(County of Verchères), P. Q. 39841

Province of Quebec

SAINT-FÉLICIEN
(County of Lake St-John-west)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned J.-H. Dumas, Secretary-Treasurer, 199 Sacré-Cœur Blvd., P.O.B. 207 St-Félicien (Lake St-John, west), until 8 o'clock p.m., Tuesday, May 24th, 1955, for the purchase of an issue of \$45,000.00 of bonds of Saint-Félicien, county of Lake St-John-west, dated June 1st, 1955 and redeemable serially from June 1st, 1956 to June 1st, 1970 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the

térêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt N° 132 — Construction d'un système d'aqueduc et d'égouts dans la partie de la paroisse connue sous le nom de village Bellevue.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er juin 1955.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$45,000.00 — 15 ans

Année	Capital
1er juin 1956.....	\$ 500.00
1er juin 1957.....	1,000.00
1er juin 1958.....	1,000.00
1er juin 1959.....	1,000.00
1er juin 1960.....	1,000.00
1er juin 1961.....	1,000.00
1er juin 1962.....	1,000.00
1er juin 1963.....	1,000.00
1er juin 1964.....	1,000.00
1er juin 1965.....	1,000.00
1er juin 1966.....	1,000.00
1er juin 1967.....	1,000.00
1er juin 1968.....	1,000.00
1er juin 1969.....	1,500.00
1er juin 1970.....	31,000.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Saint-Félicien, comté de Lac St-Jean-ouest.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 24 mai 1955, à 8 heures p.m., en la salle municipale, 199 Blvd Sacré-Cœur, St-Félicien, comté de Lac St-Jean-ouest.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Saint-Félicien, (Comté de Lac St-Jean-ouest),
4 mai 1955.

Le Secrétaire-trésorier,

J.-H. DUMAS.

199 Blvd Sacré-Cœur, B.P. 207,

Saint-Félicien,

(Comté de Lac St-Jean-ouest) P.Q. 39842-0

Province de Québec

VILLE DE BAIE D'URFÉE
(Ile de Montréal)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, H.-A. Soucy, Hôtel de Ville, 20,410 Bord du Lac, Baie d'Urfée, (Ile de Montréal), jusqu'à 8.15 heures p.m., mercredi, le 25 mai 1955, pour l'achat de \$34,000.00 d'obligations de la ville de Baie d'Urfée, (Ile de Montréal), datées du 1er

same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-law No. 132 — Construction of a sewer and waterworks system in that part of the parish known under the name of Bellevue village.

For purpose of adjudication only, interest shall be calculated as from June 1st, 1955.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$45,000.00 — 15 years

Year	Capital
June 1st, 1956.....	\$ 500.00
June 1st, 1957.....	1,000.00
June 1st, 1958.....	1,000.00
June 1st, 1959.....	1,000.00
June 1st, 1960.....	1,000.00
June 1st, 1961.....	1,000.00
June 1st, 1962.....	1,000.00
June 1st, 1963.....	1,000.00
June 1st, 1964.....	1,000.00
June 1st, 1965.....	1,000.00
June 1st, 1966.....	1,000.00
June 1st, 1967.....	1,000.00
June 1st, 1968.....	1,000.00
June 1st, 1969.....	1,500.00
June 1st, 1970.....	31,000.00

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Saint-Félicien, county of Lake St-John-west.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council, to be held on Tuesday, May 24th, 1955, at 8 o'clock p.m. at the municipal hall, 199 Sacré-Cœur Blvd., St-Félicien, county of Lake St-John-west.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Saint-Félicien, (county of Lake St-John-west),
this 4th day of May, 1955.

J.-H. DUMAS,

Secretary-Treasurer.

199 Sacré-Cœur Blvd., P.O.B. 207,

Saint-Félicien,

(County of Lake St-John-west) P.Q. 39842

Province of Quebec

TOWN OF BAIE D'URFÉE
(Island of Montreal)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds", will be received by the undersigned H.-A. Soucy, Town Hall, 20,410 Bord du Lac, Baie d'Urfée, (Island of Montreal), until 8.15 o'clock p.m., Wednesday, May 25th, 1955, for the purchase of an issue of \$34,000.00 of bonds of the town of Baie d'Urfée, (Island of Montreal), dated June 1st, 1955 and

juin 1955 et remboursables par séries du 1er juin 1956 au 1er juin 1975 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt No. 85 — \$20,000.00 — achat de terrain; et règlement d'emprunt No. 89 — \$14,000.00 — travaux de voirie.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er juin 1955.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$34,000.00 — 20 ans.

Année	Capital
1er juin 1956	\$1,500.00
1er juin 1957	1,500.00
1er juin 1958	1,500.00
1er juin 1959	1,500.00
1er juin 1960	1,500.00
1er juin 1961	1,500.00
1er juin 1962	1,500.00
1er juin 1963	1,500.00
1er juin 1964	1,500.00
1er juin 1965	1,500.00
1er juin 1966	1,500.00
1er juin 1967	1,500.00
1er juin 1968	2,000.00
1er juin 1969	2,000.00
1er juin 1970	2,000.00
1er juin 1971	2,000.00
1er juin 1972	2,000.00
1er juin 1973	2,000.00
1er juin 1974	2,000.00
1er juin 1975	2,000.00

redeemable serially from June 1st, 1956 to June 1st, 1975 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-law No. 85 — \$20,000.00 — purchase of land; and loan by-law No. 89 — \$14,000.00 — work on roads.

For purposes of adjudication only, interest shall be calculated as from June 1st, 1955.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$34,000.00 — 20 years.

Year	Capital
June 1st, 1956	\$1,500.00
June 1st, 1957	1,500.00
June 1st, 1958	1,500.00
June 1st, 1959	1,500.00
June 1st, 1960	1,500.00
June 1st, 1961	1,500.00
June 1st, 1962	1,500.00
June 1st, 1963	1,500.00
June 1st, 1964	1,500.00
June 1st, 1965	1,500.00
June 1st, 1966	1,500.00
June 1st, 1967	1,500.00
June 1st, 1968	2,000.00
June 1st, 1969	2,000.00
June 1st, 1970	2,000.00
June 1st, 1971	2,000.00
June 1st, 1972	2,000.00
June 1st, 1973	2,000.00
June 1st, 1974	2,000.00
June 1st, 1975	2,000.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Ste-Anne-de-Bellevue (Ile de Montréal).

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Ste-Anne-de-Bellevue (Ile de Montréal).

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi, le 25 mai 1955, à 8.15 heures p.m., en l'Hôtel de Ville, 20,410 Bord du Lac, Baie d'Urfée, (Ile de Montréal).

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Baie d'Urfée, (Ile de Montréal), ce 5 mai 1955.

Le Secrétaire-trésorier,
H.-A. SOUCY.

Hôtel de Ville, 20,410 Bord du Lac,
Baie d'Urfée, (Ile de Montréal), P.Q. 39845-0

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Ste-Anne-de-Bellevue (Island of Montreal).

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, at Quebec or at Ste-Anne-de-Bellevue (Island of Montreal).

The said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Wednesday, May 25th, 1955, at 8.15 o'clock p.m., at the Town Hall, 20,410 Bord du Lac, Baie d'Urfée (Island of Montreal).

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Baie d'Urfée, (Island of Montreal), May 5th, 1955.

H.-A. SOUCY,
Secretary-Treasurer.
Town Hall, 20,410 Bord du Lac,
Baie d'Urfée (Island of Montreal),
P.Q. 39845

Ventes — Loi de faillite

Canada, Province de Québec, district de Rimouski C.S. N° F-7. Cour Supérieure (Siégeant en matière de faillite). Dans l'affaire de la faillite de: Gérard Gagnon, Causapsal, comté Matapédia, district de Rimouski, failli, & Henri-A. Martin, syndic;

VENTE À L'ENCAN

Avis est par les présentes donné que: JEUDI, le DEUX JUIN 1955, à ONZE heures et TRENTÉ de l'avant-midi, sera vendu par encan public, à la porte de l'église paroissiale, à Causapsal, dans la province de Québec, l'immeuble ci-après décrit, savoir:

Item A — "Un terrain situé au village de Causapsal, contenant cent pieds de front par cent pieds de profondeur (100'x100'), faisant partie et à distraire du lot connu et désigné sous le numéro deux-A-dix (pte 2-A-10) du cadastre officiel du rang un nord du canton Casupscull pour le village de Causapsal, avec bâtisses dessus construites. Ce terrain est borné à l'avant à une rue, en arrière au terrain d'André D'Anjou, des deux côtés à Paul-Émile D'Anjou ou représentants".

Cette vente est faite sujet par l'acquéreur à payer la rente du terrain de \$30.00 par année.

Cet item sera vendu au plus haut et dernier enchérisseur, à charge des rentes et autres servitudes pouvant exister.

Les titres et certificats peuvent être examinés en tout temps en s'adressant au syndic soussigné.

Cette vente est faite conformément aux articles 716, 717 et 719A du C.P.C. et aussi à l'article 55 de la Loi de Faillite 1949; cette vente équivaut à la vente au Shérif. Le tout suivant jugement rendu par l'Honorable Tribunal des Faillites, pour le district de Rimouski.

Conditions de paiement: Argent comptant.

Rimouski, ce 18 avril 1955.

Le Syndic Licencié,
HENRI-A. MARTIN.

Bureau: 152-A, de l'Évêché,
Rimouski, P. Q.

39697-16-2

Canada, Province de Québec, district de Rimouski, C.S. N° F-9, Cour Supérieure, (Siégeant en matière de faillite). Dans l'affaire de la faillite de: François Roy, Causapsal, comté de Matapédia, district de Rimouski, failli & Henri-A. Martin, Syndic.

VENTE À L'ENCAN

Avis est par les présentes donné que: JEUDI, le DEUX JUIN 1955, à ONZE heures de l'avant-midi, sera vendu par encan public, à la porte de l'église paroissiale, à Causapsal, dans la province de Québec, l'immeuble ci-après décrit, savoir:

Item A — "Un terrain, contenant soixante-quinze pieds de largeur à une ruelle de même largeur à l'autre extrémité, sur cent pieds de profondeur, faisant partie du lot numéro deux-A-dix (2-A-10), du rang un nord, du canton Casupscull, borné à l'ouest à la ruelle, à l'est au terrain de Gérard Benoit ou représentants, au nord au terrain de Henri Roy et au sud au

Sales — Bankruptcy Act

Canada, Province of Quebec, district of Rimouski, S.C. No. F-7, Superior Court, (Sitting in Bankruptcy). In the matter of the Bankruptcy of: Gérard Gagnon, Causapsal, county of Matapédia, district of Rimouski, bankrupt, & Henri-A. Martin, trustee:

AUCTION SALE

Notice is hereby given that: on THURSDAY, the SECOND day of JUNE, 1955, at ELEVEN THIRTY o'clock in the forenoon, there shall be sold by public auction, at the parochial church door, at Causapsal, in the Province of Quebec, the immoveable hereinafter described, to wit:

Item A — "A piece of land situated in the village of Causapsal, containing one hundred in frontage by one hundred feet in depth (100' x 100') forming part of, and to be deducted from the lot known and designated as number two-A-ten (P. 2-A-10) of the official cadastre of range one north, of the township Casupscull, for the village of Causapsal, with buildings erected thereon. This land is bounded in front by a street, in the rear by the land of André D'Anjou, on both sides by Paul-Émile D'Anjou or representatives".

This sale is subject to a ground rental of \$30.00 per year to be paid by the purchaser.

This item shall be sold to the last and highest bidder, with rents and other servitudes which may be attaching thereto.

Titles and certificates may be examined at all times by applying to the undersigned trustee.

This sale is made in accordance with Articles 716, 717 and 719A of the C.C.P. and section 55 of the Bankruptcy Act 1949; this sale is equivalent to a sale by Sheriff. All of which in compliance with a Judgment rendered by the Honourable Bankruptcy Court for the District of Rimouski.

Payment conditions: Cash.

Rimouski, this April 18th, 1955.

HENRI-A. MARTIN,
Authorized Trustee.

Office: 152-A, de l'Évêché,
Rimouski, P. Q.

39697-16-2

Canada, Province of Quebec, district of Rimouski, S.C. No. F-9, Superior Court, (Sitting in Bankruptcy). In the matter of the bankruptcy of François Roy, Causapsal, county of Matapédia, district of Rimouski, bankrupt, & Henri-A. Martin, trustee;

AUCTION SALE

Notice is hereby given that on THURSDAY, JUNE SECOND, 1955, at ELEVEN o'clock in the forenoon, shall be sold by public auction, at the parochial church door, at Causapsal, in the Province of Quebec, the immoveable, hereinafter described, to wit:

Item A — "A plot of land, containing seventy-five feet in width, by a lane of the same width at the other extremity, upon one hundred feet in depth, forming part of lot number two-A-ten (2-A-10), of range one north, of the township of Casupscull, bounded on the west by the lane, on the east, by the land of Gérard Benoit or representatives, on the north, by the land of

terrain de Jos. Savoie, avec bâtisses dessus construites".

Cet item sera vendu au plus haut et dernier enchérisseur, à charge des rentes et autres servitudes pouvant exister.

Les titres et certificats peuvent être examinés en tout temps en s'adressant au syndic sousigné.

Cette vente est faite conformément aux articles 716, 717 et 719A du C.P.C. et aussi à l'article 55 de la Loi de Faillite 1949; cette vente équivaut à la vente au Shérif. Le tout suivant jugement rendu par l'Honorable Tribunal des Faillites, pour le district de Rimouski.

Conditions de paiement: argent comptant.
Rimouski, ce 18 avril 1955.

Le Syndic Licencié,
HENRI-A. MARTIN.

Bureau: 152-A, de l'Évêché,
Rimouski, P.Q.

39698-16-2-o

Henri Roy, and on the south, by the land of Jos. Savoie, with buildings thereon erected".

This item shall be sold to the highest and last bidder, subject to rents and other servitudes which may exist.

Titles and certificates may be examined at any time at the offices of the undersigned trustee.

This sale is made pursuant to articles 716, 717 and 719A of the Code of Civil Procedure and also to article 55 of the Bankruptcy Act 1949; this sale shall have the effect of a sheriff's sale. The whole according to judgment rendered by the Honourable Court of Bankruptcy, for the district of Rimouski.

Terms of payment: cash.

Rimouski, this 18th day of April, 1955.

HENRI-A. MARTIN,
Licensed Trustee.

Office: 152-A, de l'Évêché,
Rimouski, P.Q.

39698-16-2

Vente par licitation

Province de Québec, district de Pontiac, Cour Supérieure, N° 5640. Vincent D. R. Mousseau *et al*, demandeurs, vs Dame Mary Anteresa Mousseau *et al*, défendeurs.

AVIS DE LICITATION

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure siégeant à Campbell's Bay dans le district de Pontiac et rendu par l'Honorable juge H. A. Fortier, le 26 avril 1955, dans une cause en laquelle Vincent D. R. Mousseau, marchand, William T. Mousseau, maître de poste, tous deux du village de Campbell's Bay, district de Pontiac, sont demandeurs et Dame Mary Anteresa Mousseau, épouse séparée de biens de H. Alfred Lee et ce dernier pour assister et autoriser sa dite épouse en autant que cette assistance et autorisation sont requises par la Loi, tous deux domiciliés et résidant en la cité de Détroit, État du Michigan, U.S.A. et Joseph Marc Cletus Mousseau, autrefois du village de Campbell's Bay, district de Pontiac et maintenant de lieux inconnus, sont les défendeurs, ordonnant la licitation des immeubles suivants, à savoir:

1° Le lot numéro deux cent-six (206) conformément aux plan et livre de renvoi officiels du village de Campbell's Bay, district de Pontiac, avec aucune et toutes les bâtisses dessus érigées et tous les membres y appartenant;

2° Une partie de la portion du lot numéro cent trente-sept (137), conformément aux plan et livre de renvoi officiels dans et pour ledit village de Campbell's Bay, étant la même partie qui fut acquise par Thomas H. Mousseau, décédé, de James Anderson MacFarlane par acte d'achat exécuté sous seing privé le 30e jour de novembre 1908 et enregistré le 7 février 1910 sous le N° 23695, déduction étant cependant faite de ladite partie du lot cent trente-sept (137) de cette portion d'icelui vendue et appartenant présentement à Donat Le Guerrier, notaire, ou représentants, par acte d'achat exécuté devant Harland C. Rowat, notaire, le 2 mai 1945 sous le N° 6286 au greffe dudit notaire et enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Pontiac sous le N° 50921, ladite portion du lot comprend toutes les bâtisses dessus

Sale by Licitiation

Province of Quebec, district of Pontiac, Superior Court, No. 5640. Vincent D. R. Mousseau *et al*, plaintiffs, vs Dame Mary Anteresa Mousseau *et al*, defendants.

NOTICE OF LICITATION

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the Superior Court sitting at Campbell's Bay, in the district of Pontiac, rendered by Mr. Justice H. A. Fortier, on April the 26th, 1955, in the case where Vincent D. R. Mousseau, merchant, William T. Mousseau, postmaster, both of the village of Campbell's Bay, in the district of Pontiac, are plaintiffs, and Dame Mary Anteresa Mousseau, wife separate as to property, of H. Alfred Lee and this latter to assist and authorize his said wife in as much as such assistance and authorization are required by law, both domiciled and residing in the city of Detroit, in the State of Michigan, U.S.A., and Joseph Marc Cletus Mousseau, formerly of the village of Campbell's Bay, in the district of Pontiac and now of parts unknown are the defendants, ordering the licitation of the following immoveables, namely:

1. Lot number two hundred and six (206) according to the official plan and in the book of reference for the village of Campbell's Bay, in the district of Pontiac, with all and every the buildings thereupon erected and all members thereto belonging;

2. A part of portion of lot number one hundred and thirty-seven (137) according to the official plan and in the book of reference, in and for the said village of Campbell's Bay, being the same part as was purchased by Thomas H. Mousseau, deceased, from James Anderson MacFarlane, by deed of purchase, executed under private seal on the 30th of November 1908 and registered on the 7th of February 1910, under No. 23695 deduction being however made from said part of lot one hundred and thirty-seven (137) of that portion thereof sold and now belonging to Donat Le Guerrier, notary, or representatives, per deed of purchase, executed before Harland C. Rowat, notary, on the 2nd of May 1945, under No. 6286 of the repertory of the said Notary and registered in the Pontiac county registry office under N°

érigées et tous les membres et dépendances y appartenant.

Les immeubles désignés ci-dessus seront vendus à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur le VINGT ET UNIÈME jour de JUIN 1955, à DIX heures et TRENTE du matin, à Campbell's Bay, Palais de Justice, au bureau du Protonotaire, ladite vente devant être faite sujette aux charges clauses et conditions indiquées au cahier des charges déposé au greffe du Protonotaire de ladite Cour. Toute opposition afin d'annuler, afin de charges ou afin de distraire à ladite licitation devra être déposé au greffe du Protonotaire de ladite cour au moins 12 jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les 6 jours suivant l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par les présentes, elles seront forcloses du droit de le faite.

Un dépôt de \$500.00 sera exigé de tout offrandant ou enchérisseur.

Campbell's Bay, 29 avril 1955.

39812-18-2 Le Procureur des demandeurs,
PAUL A. MARTINEAU.

50921, the said portion of lot to include all the buildings thereon erected and all members and appurtenances thereto belonging;

The above immovables will be sold by auction and adjudged to the highest and last bidder on the TWENTY-FIRST day of JUNE, 1955, at HALF past TEN o'clock in the forenoon, at Campbell's Bay, at the Court House, in the Prothonotary's Office, the said sale to be made subject to the charges, clauses and conditions mentioned in the list of charges filed in the office of the Prothonotary of the said Court. Any opposition to annul, to secure charges or to withdraw, to be made to the said licitation must be filed in the office of the Prothonotary of the said Court at least 12 days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication and any opposition for payment must be filed within 6 days following the adjudication; and failing the interested parties to file said opposition within the delays hereby limited, they shall be foreclosed from so doing;

A deposit of \$500.00 shall be exacted from each and every bidder.

Campbell's Bay, April 29th., 1955.

PAUL A. MARTINEAU,
Attorney for the plaintiffs.

Vente pour taxes

Sale for Taxes

Canada, Province de Québec

MUNICIPALITÉ DE COMTÉ DE GASPÉ-OUEST

Avis public est, par les présentes, donné par le sous-signé, Louis-Philippe Langelier, Secrétaire-trésorier du Conseil de la Municipalité de Comté de Gaspé-Ouest, que les immeubles ci-dessous mentionnés et décrits seront vendus par enchère publique au Palais de Justice de Ste Anne des Monts, à DIX heures de l'avant-midi, JEUDI, le NEUVIÈME jour de JUIN prochain, à moins que les taxes, frais et autres charges auxquelles ils sont tenus et affectés, tel que ci-dessous mentionnés, ne soient plus tôt payés avec les frais encourus, savoir:

Canada, Province of Quebec

COUNTY MUNICIPALITY OF GASPÉ-WEST

Public notice is hereby given by the undersigned, Louis-Philippe Langelier, Secretary-Treasurer of the Council of the County Municipality of Gaspé-West, that the immoveables hereinunder mentioned and described shall be sold by public auction at the Court House of St. Anne des Monts, at TEN o'clock in the forenoon, THURSDAY, the NINTH day of JUNE next, unless the taxes, costs and other charges with which they are burdened, as mentioned hereinafter, be paid prior to the sale with costs incurred, to wit:

Corporation municipale de Ste Anne des Monts — Municipal corporation of Ste Anne des Monts

Propriétaire — Owner	Lot	Rang — Range	Canton — Township	Taxes munic. — Munic. taxes	Taxes scol. — School taxes	Total
Mme-Mrs Philippe Chenard....	48-A-5.....	1er-st.....	Fief Ste Anne des Monts Notre-Dame.	\$109.49	\$ 64.38	\$173.87
Cyrille Lévesque.....	2.....	4me-th.....	Tourelle.....	7.80	70.00	77.80
Roch Fournier.....	P. 24.....	5me-th.....	Cap-Chat.....	10.52	9.95	20.47
Joseph Therrien.....	12-B.....	3me-rd.....	Tourelle.....	11.59	10.12	21.71
Daniel Stone et Héritiers légaux — and legal heirs de feu Adorisse Rioux.....	P. 34.....	1er-st.....	Bloc-Block "A" Tourelle	106.59	65.79	172.38
Consistant en un terrain sans mesure précise, borné vers le Nord par le Golfe St-Laurent, vers l'Est par le terrain de Wilfrid Béchard, vers le Sud par le Boulevard Perron et vers l'Ouest par le terrain de Gérard Dugas, avec bâtisses dessus construites.			Consisting of a piece of land without exact measurements, bounded northerly by the Gulf of St. Lawrence, easterly by the land of Wildrid Béchard, southerly by the Perron Boulevard and westerly by the land of Gérard Dugas, with buildings erected thereon.			
Elias Marin et héritiers légaux — and legal heirs of d'Adèle St-Laurent.....	P. 17.....	1er-st.....	Bloc-Block "A" Tourelle	10.28	11.56	21.84
Consistant en un terrain ayant une largeur de soixante pieds (60') par une profondeur de quatre-vingts			Consisting of a piece of land having a width of sixty feet (60') and a depth eighty feet (80') bounded to the			

pieds (80') borné vers le Nord par le Boulevard Perron, vers l'Est, le Sud et l'Ouest par le résidu du lot 17 appartenant pour partie à Gérard Marin; à distraire dudit terrain toutes les bâtisses dessus construites et appartenant audit Gérard Marin.

north by the Perron Boulevard, easterly and westerly by the residue of lot 17 belonging in part to Gérard Marin; to be deducted from said land all buildings erected thereon and belonging to said Gérard Marin.

Corporation scolaire de Ste Anne des Monts paroisse — School corporation of Ste Anne des Monts parish

Propriétaire — Owner	Lot	Rang — Range	Canton — Township	Taxes munic. — Munic. taxes	Taxes scol. — School taxes	Total
Succession feu-Estate of late Thomas Dupuis et-and feu-the late Yvonne St-Laurent et Al.....	30, 31 et 32 ...	1er-st.....	Bloc - block "B" Tourelle	58.17	177.24	235.41

Corporation scolaire Ste Anne des Monts village — School Corporation of Ste Anne des Monts village

Yvon Dugas.....	19-A-4.....	1er-st.....	Fief Ste Anne des Monts Notre-Dame.	31.10	108.94	140.04
Olivier Sasseville et aux appelés à la substitution créée par-and those under a substitution crea- ted by Alphonse Sasseville ...	11-A-1, 11-A-2 11-A-3, 11-B	1er-st.....	Fief Ste Anne des Monts Notre-Dame.	541.48	668.32	1,209.80
Albert Rioux	P. 22-2.....	1er-st.....	Fief Ste Anne des Monts Notre-Dame.	5.68	5.64	11.32

Consistant en un terrain ayant une largeur de cinquante pieds (50') sur une profondeur de quatre-vingt-dix pieds (90') borné au Nord-Ouest par le lot 22-6, au Nord-Est par le résidu du lot 22-2, au Sud-Est par le lot 22-8 et au Sud-Ouest par le lot 22-8, avec bâtisses y érigées. Ce terrain est enregistré au bureau d'enregistrement de Ste-Anne des Monts comme appartenant à Charles Rioux et porté au rôle d'évaluation de la Corporation Municipale de Ste-Anne des Monts au nom d'Albert Rioux.

Consisting of a piece of land having a width of fifty feet (50') and a depth of ninety feet (90') bounded northwesterly by lot 22-6, northeasterly by the residue of lot 22-2, southeasterly by lot 22-8 and southwesterly by lot 22-8, with buildings erected thereon. This land is registered at the Registry Office of St. Anne des Monts as belonging to Charles Rioux and inscribed on the valuation roll of the Municipal Corporation of St. Anne des Monts in the name of Albert Rioux.

Hugues Bouchard.....	P. 11 et..... P. de 12.....	1er-st	Bloc-block "A" Tourelle	287.04	563.51	850.55
----------------------	--------------------------------	--------	----------------------------	--------	--------	--------

Consistant en un terrain ayant une largeur de cent cinquante pieds (150') sur une profondeur de deux cent cinquante pieds (250') borné vers le Nord par le Boulevard Perron, vers l'Est par partie du lot 12 appartenant pour partie à Romée Deschênes et pour partie à Lionel Bouchard, vers le Sud par partie des lots 11 et 12 appartenant pour partie à Lionel Bouchard et vers l'Ouest par partie du lot 11 appartenant pour partie à François Chrétien et pour partie à Jean-Baptiste St-Pierre; avec bâtisses dessus construites.

Consisting of a piece of land having a width of one hundred and fifty feet (150') and a depth of two hundred and fifty feet (250') bounded northerly by the Perron Boulevard, easterly by part of lot 12 belonging partly to Romée Deschênes and partly by Lionel Bouchard, southerly by part of lots 11 and 12 belonging partly to Lionel Bouchard and westerly by part of lot eleven belonging partly to François Chrétien and partly to Jean Baptiste St-Pierre; with buildings erected thereon.

Corporation scolaire de la paroisse de St-Norbert de Cap Chat
School corporation of the Parish of St-Norbert de Cap Chat

Louis-Marie Chrétien.....				10.35	44.00	54.35
---------------------------	--	--	--	-------	-------	-------

Consistant en des bâtisses construites sur le lot 57-1 pour le premier rang du cadastre révisé pour le canton Cap-Chat, en la paroisse de St-Norbert de Cap-Chat avec tous les droits au bail dudit lot 57-1 déteu de Félix Sergerie.

Consisting of buildings erected on lot 57-1 of Range one of the Revised Cadastre for the Township of Cap Chat, in the parish of St. Norbert de Cap Chat with all lease privileges of said lot 57-1 held by Félix Sergerie.

Corporation municipale de St-Joachim de Tourelle — Municipal corporation of St-Joachim de Tourelle

Donat Breton	P. 4-B.....	1er-st.....	Tourelle	2.66	13.93	16.59
Étant un terrain sans mesure précise, borné au Nord et à l'Ouest par Elzéar St-Laurent, à l'Est et au Sud par Edmond M. St-Laurent avec bâtisses dessus construites.						
Jean-Baptiste Deschênes.....	P. 8	1er-st.....	Tourelle	13.17	94.79	107.96
Étant un terrain sans mesure précise, avec bâtisses dessus construites, borné au Nord par le Boulevard Perron, à l'Est et au Sud par Joseph Levesque et à l'Ouest par Omer St-Laurent Moise.						
Edmond H. St-Laurent.....	P. 11-C	1er-st.....	Tourelle	11.55	66.78	78.33
Étant un terrain sans mesure précise, avec bâtisses dessus construites, borné au Nord par le Boulevard						

Being a piece of land without exact measurements, bounded northerly and westerly by Elzéar St-Laurent, easterly and southerly by Edmond M. St-Laurent with buildings erected thereon.

Being a piece of land without exact measurements, with buildings erected thereon, bounded northerly by the Perron Boulevard, easterly and southerly by Joseph Levesque and westerly by Omer St-Laurent Moise.

Being a piece of land without exact measurements, with buildings erected thereon, bounded northerly by

Perron, à l'Est à Charles Lagacé, au Sud à Horace Soucy et à l'Ouest à Joseph Deschênes.

the Perron Boulevard, easterly by Charles Lagacé, southerly by Horace Soucy and westerly by Joseph Deschênes.

Philias Therrien	P. 14-C	1er-st.	Tourelle	9.17	9.17
Étant un terrain ayant une largeur de cinquante pieds (50') par une profondeur de soixante-quinze pieds (75') avec bâtisses, borné au Nord par le Boulevard Perron, à l'Est à Odilon Servant, au Sud et à l'Ouest à Elzéar Levesque.					
Being a piece of land having a width of fifty feet (50') and a depth of seventy-five feet (75') with buildings, bounded northerly by the Perron Boulevard, easterly by Odilon Servant, southerly and westerly by Elzéar Levesque.					
François Dion	P. 5-F	1er-st.	Tourelle	9.52	31.08 40.60
Étant un terrain ayant une largeur de vingt pieds (20') par une profondeur de dix-huit pieds (18') avec bâtisses, borné au Nord par le Boulevard Perron, à l'Est et au Sud par Alfred Vallée et à l'Ouest à Xavier Dion.					
Being a piece of land having a width of twenty feet (20') and a depth of eighteen feet (18') with buildings, bounded northerly by the Perron Boulevard, easterly and southerly by Alfred Vallée and westerly by Xavier Dion.					
Maurice Therrien	P. 14	2me-nd	Tourelle	11.16	27.97 39.13
Étant un terrain sans mesure précise, avec bâtisses, borné au Nord par le Ruisseau Patate, à l'Est par la route Marcel au Sud et à l'Ouest par Placide Therrien.					
Being a piece of land without exact measurements, with buildings, bounded northerly by Ruisseau Patate, easterly by the Marcel Road, southerly and westerly by Placide Therrien.					
Mme Vve-Mrs Wid. Adélaïde Vallée	P. N.E. 24	1er-st.	Tourelle	6.81	92.14 98.95
Consistant en une terre d'une superficie de trente-trois acres, plus ou moins, avec bâtisses, borné au Nord par le Golfe St-Laurent, à l'Est à Maurice Brisebois, au Sud au 2ième rang et à l'Ouest à Georges Vallée.					
Consisting of a farm of an area of thirty-three acres, more or less, with buildings, bounded northerly by the Gulf of St. Lawrence, easterly by Maurice Brisebois, southerly by Range two and westerly by Georges Vallée.					
Héritiers légaux de feu-Legal heirs of the late Roch Labrie	P. 18-C	1er-st.	Tourelle	3.07	9.28 12.35
Étant un terrain de soixante pieds par cent dix pieds, avec bâtisses, borné au Nord et à l'Ouest par Ephrem Labrie, au Sud par le Boulevard Perron et à l'Ouest par Clermont Samson.					
Being a piece of land of sixty feet by one hundred and ten feet, with buildings, bounded northerly and westerly by Ephrem Labrie, southerly by the Perron Boulevard and westerly by Clermont Samson.					
Mme-Mrs Albert Vallée		1er-st.	Tourelle	5.62	28.25 33.87
Étant un terrain sans mesure précise, avec bâtisses borné au Nord par le Golfe St-Laurent à l'Est et à l'Ouest par Hypolite St-Louis et au Sud par le Boulevard Perron.					
Being a piece of land without exact measurements, with buildings, bounded northerly by the Gulf of St. Lawrence, easterly and westerly by Hypolite St-Louis and southerly by the Perron Boulevard.					

Donné à Ste Anne des Monts, ce 18 avril 1955.

Given at St. Anne des Monts, this April 18, 1955.

Le Secrétaire-trésorier de la Corporation municipale de Comté de Gaspé-Ouest, 39762-17-2-o LOUIS-PHILIPPE LANGELIER,

LOUIS-PHILIPPE LANGELIER, Secretary-Treasurer of the Councyl Municipal Corporation of Gaspé-West. 39762-17-2-o

VENTES PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES ET HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

BEAUCE

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour Supérieure — District de Beauce
St-Joseph de Beauce, à savoir: N° 23,449.

CANADIAN OIL COMPANIES LIMITED, a corporation légalement constituée

ayant sa principale place d'affaires en les cité et district de Montréal, contre CLERMONT POULIN de Beauceville ouest, district de Beauce, à savoir: Un lot de terre avec bâtiments à Beauceville, connu et désigné comme étant partie du lot No. 1543 du cadastre officiel pour la paroisse de St-François, Beauce, mesurant en front au nord-ouest 108 pieds de largeur par 60 pieds de longueur, du nord-ouest au sud-est, et mesurant 104 pieds de largeur au bout de la profondeur, le tout mesure anglaise, et ainsi borné: au nord-ouest à la rue St-Charles, au nord-est à la rue Fortin, au sud-ouest à Charles-Eugène Poulin ainsi qu'au sud-est.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale en la paroisse de Beauceville ouest, le DIX-

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

BEAUCE

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Superior Court — District of Beauce
St-Joseph de Beauce, to wit: No. 23,449.

CANADIAN OIL COMPANIES LIMITED, a corporation legally incorporated

having its main place of business in the city and district of Montreal, against CLERMONT POULIN of Beauceville-west, district of Beauce, to wit: A lot of land with buildings at Beauceville, known and designated as being part of lot No. 1543 of the official cadastre for the parish of St-François, Beauce, measuring in front on the northwest 108 feet in width by 60 feet in length, from northwest to southeast, and measuring 104 feet in width at the end of the depth, the whole English measure, and bounded thus: on the northwest by St-Charles St., on the northeast, by Fortin St., on the southwest, by Charles-Eugène Poulin, as well as on the southeast.

To be sold at the parochial church door, in the parish of Beauceville west, the TENTH

10^{ÈME} jour de JUIN prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, J. S. POULIOT.
St-Joseph de Beauce, 4 mai 1955.
39828-18-2-o

[Première Insertion: 7 mai 1955]
[Seconde Insertion: 21 mai 1955]

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Beauce

St-Joseph de Beauce, { LA CAISSE POPU-
à savoir: LAIRE DE STS-
N° 24,199. ANGES DE BEAUCE,
société régie par la loi des

Syndicats coopératifs de Québec, ayant son siège social à Sts-Anges, comté de Beauce, contre GÉRARD DROUIN, camionneur Sts-Anges de Beauce, à savoir: Un certain emplacement situé à Saints-Anges de Beauce, mesurant cinquante-cinq pieds de front sur environ quatre-vingt-dix pieds de profondeur, le tout, plus ou moins, mesure anglaise, borné en front au chemin public, en profondeur au terrain de Joseph Drouin, du côté sud-est à celui d'Alphonse Grégoire et du côté nord-ouest à celui d'Hervé Drouin, étant partie du lot numéro neuf-cent treize (Ptie 913) du cadastre officiel de Sainte-Marie, Beauce, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, dans cette partie faisant aujourd'hui partie des Sts-Anges de Beauce.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale, en la paroisse de Saints-Anges, le DIXIÈME jour de JUIN prochain à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, J. S. POULIOT.
St-Joseph de Beauce, 4 mai 1955.
39829-18-2-o

[Première insertion: 7 mai 1955]
[Seconde insertion: 21 mai 1955]

MONTMAGNY

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada — Province de Québec
District de Montmagny
District de Québec

Cour Supérieure, { P. L. LORTIE LIMITÉE,
N° 74,695 P. corps politique et incor-
poré ayant sa principale place

d'affaires en la cité de Québec, demandeur, vs J. E. A. CLOUTIER, garagiste et mécanicien, de Berthier et domicilié à Montmagny, comté de Montmagny, P.Q., défendeur.

a) Un terrain de la contenance d'environ deux arpents de front au sud à partir de la rivière du sud et trois arpents de front depuis le C.N. Ry, jusqu'au chemin public du coteau du nord de la rivière du sud, borné à l'est au terrain de Vve Amédée Bernier, et partie à Cyrille Desjardins ou leurs représentants et à l'ouest à celui de Joseph Morin, ou leurs représentants et connus et désignés comme faisant partie des lots Nos. 276 et 277 aux plans et livre de renvoi officiels de cadastre de la paroisse de St-Thomas comté de Montmagny, avec bâtisses, circonstances et dépendances, et bornés au sud par la Rivière du sud, et au nord par le chemin public.

b). Une partie du lot numéro six cent un (601) du cadastre officiel de la paroisse de St-Thomas, comté de Montmagny, ayant une profondeur de trente-deux arpents par un arpent et demi de lar-

day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. S. POULIOT,

Sheriff's Office, Sheriff.
St-Joseph of Beauce, May 4th, 1955.
39828-18-2

[First insertion: May 7th, 1955]
[Second insertion: May 21st, 1955]

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Beauce

St. Joseph of Beauce, { LA CAISSE POPU-
to wit: LAIRE DE STS-
No. 24,199. ANGES DE BEAUCE,
association directed by

the Quebec Cooperative Syndicates' Act, having its head office at Sts-Anges, county of Beauce, against GÉRARD DROUIN, carrier Sts-Anges de Beauce, to wit: A certain emplacement situate at Saints-Anges of Beauce, measuring fifty-five feet in front by approximately ninety feet in depth, the whole, more or less, English measure, bounded in front by public highway, in depth, by the land of Joseph Drouin, on the southeast side by that of Alphonse Grégoire and on the northwest side by that of Hervé Drouin, being part of lot number nine hundred and thirteen (Pt. 913) of the official cadastre of Sainte-Marie, Beauce, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, in that part today forming part of Sts-Anges of Beauce.

To be sold at the parochial church door in the parish of Saints-Anges, on the TENTH day of JUNE next, at TWO o'clock in the afternoon.

J. S. POULIOT,

Sheriff's Office, Sheriff.
St-Joseph of Beauce, May 4th, 1955.
39829-18-2

[First insertion: May 7th, 1955]
[Second insertion: May 21st, 1955]

MONTMAGNY

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada — Province of Quebec
District of Montmagny
District of Quebec

Superior Court, { P. L. LORTIE LIMITÉE,
No. 74,695 P. body politic and incor-
porate, having its principal

place of business in the city of Quebec, plaintiff, vs J. E. A. CLOUTIER, garage-keeper and mechanic, of Berthier and domiciled at Montmagny, county of Montmagny, P.Q., defendant.

a) A lot of land containing approximately two arpents in front, on the south, starting from the river "du sud" and three arpents in front from the C. N. Ry, to the public road, from the northern slope of the river "du sud", bounded on the east to the land of widow Amédée Bernier, and partly by Cyrille Desjardins or their representatives and on the west to that of Joseph Morin, or their representatives and known and designated as forming part of lots Nos. 276 and 277 on the official plan and in the book of reference of the cadastre of the parish of St-Thomas, county of Montmagny, with buildings, circumstances and dependencies, and bounded on the south, by the river "du sud", and on the north, by the public highway.

b) A part of lot number six hundred and one (601) of the official cadastre of the parish of St-Thomas, county of Montmagny, having a depth of thirty-two arpents by one arpent and one-

geur, plus ou moins, borné au sud au terrain de Jos. Aleix Fournier ou représentants à l'est à Ad. Proulx ou représentants à l'ouest à Geo. Montminy, ou représentants et au nord à Joseph Corriveau ou représentants.

Pour être vendus à Montmagny, au bureau du Shérif, MERCREDI le VINGT-CINQ MAI 1955, à DEUX heures et DEMI de l'après-midi (2.30 heures p.m.). (Heure avancée).

Le Shérif,
Bureau du Shérif, CHS OMER BERNIER.
Montmagny le 12 avril 1955. 39648-15-2-o

half in width, more or less, bounded on the south, by the land of Jos. Aleix Fournier representatives, on the east, by Ad. Proulx or representatives, on the west, by Geo. Montminy, or representatives and on the north, by Joseph Corriveau or representatives.

To be sold at Montmagny, at the Sheriff's Office, WEDNESDAY, MAY TWENTY-FIFTH, 1955, at HALF-PAST TWO o'clock in the afternoon (2.30 o'clock p.m.). (Daylight Saving Time).

CHS OMER BERNIER,
Sheriff's Office,
Montmagny, April 12th, 1955. 39648-15-2

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

N° 159 (1952). { CARTIERVILLE LUM-
En faillite. { BER COMPANY, corps

politique et incorporé ayant son siège social et sa principale place d'affaires à Ville St. Laurent, district de Montréal, et Henri Vanhove, entrepreneur-briqueleur, également de ville St-Laurent, district de Montréal et Lucien Dubois, autrefois entrepreneur en plomberie et chauffage et maintenant hôtelier de Rivière-des-Prairies, district de Montréal, dûment autorisés aux fins des présentes par un jugement du Régistrateur de la Cour de Faillite en leur nom étant aux droits du syndic, requérants; vs JOSEPH LEFEBVRE, intimé.

Un emplacement situé dans la ville de Laval-des-Rapides formant le coin de l'avenue Clermont et de la rue Cartier, désigné sous le numéro deux cent quarante-deux de la subdivision du lot originaire numéro deux cent quarante-et-un (nos. 242-241) de cadastre de la paroisse Saint-Martin, contenant soixante-neuf pieds de largeur sur l'Avenue Clermont, par cent vingt-quatre pieds de profondeur sur la rue Cartier, mesure anglaise et plus ou moins. Avec propriété y érigée à deux étages en bois et brique contenant un logement portant le numéro civique 53 boul. Clermont à Laval des Rapides.

Pour être vendu, au bureau d'enregistrement du comté de Laval, à Ste-Rose, le VINGT MAI 1955, à ONZE heures du matin. Un dépôt de \$584.90, sera exigé de tout offrant en enchérisseur, suivant jugement du Député-Régistrateur J. Duhamel, daté du 24 mars 1955.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, CAISSE & HURTEAU.
Montréal, 13 avril 1955. 39667-15-2-o

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: { REUBEN WOOLF, de-
N° 362873. { mandeur, vs MAX
TAUB, défendeur.

Le lot 208 désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de St-Jean-Baptiste, avec les bâtisses dessus érigées portant les numéros civiques 44 et 46 est, avenue Mont-Royal et 734 et 736 avenue Colonial.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGTIÈME jour de MAI 1955, à DIX heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, CAISSE & HURTEAU.
Montréal, 13 avril 1955. 39671-15-2

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

No. 159 (1952). { CARTIERVILLE LUM-
In Bankruptcy. { BER COMPANY, body

politic and corporate having its head office and principal place of business at Ville St. Laurent, district of Montreal, and Henri Vanhove bricklayer contractor, also of Ville St. Laurent, district of Montreal and Lucien Dubois, heretofore contractor in plumbing and heating and hotel-keeper of Rivière-des-Prairies, district of Montreal, duly authorized for these present purposes by a judgment of the Registrar of the Bankruptcy Court in their name being in the rights of the trustees, petitioners; vs JOSEPH LEFEBVRE, respondent.

An emplacement situate in the town of Laval-des-Rapides forming a corner of Clermont Avenue and Cartier Street, designated under number two hundred and forty-two of the subdivision of the original lot number two hundred and forty-one (Nos. 242-241) of the cadastre of the parish of Saint-Martin, containing sixty-nine feet in width on Clermont Avenue, by one hundred and twenty-four feet in depth on Cartier Street, English measure and more or less. With two-storey property thereon erected, in wood and brick, containing a tenement bearing civic number 53 Clermont Blvd., at Laval des Rapides.

To be sold at the Registration Office of the county of Laval, at Ste. Rose, on MAY TWENTIETH, 1955, at ELEVEN o'clock in the morning. A deposit of \$584.90, shall be exacted from each and every bidder, according to judgment of the Deputy-Registrar, J. Duhamel, dated March 24th, 1955.

CAISSE & HURTEAU,
Sheriff's Office,
Montreal, April 13th, 1955. 39667-15-2

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: { REUBEN WOOLF, plain-
No. 362873. { riff vs MAX TAUB,
defendant.

Lot number 208 on the Official Plan and Book of Reference of the incorporated Village of S. Jean-Baptiste, with the buildings thereon erected bearing civic numbers 44 and 46 Mount Royal Ave East and 734 and 736 Colonial Ave.

To be sold, at my office, in the city of Montreal, on the TWENTIETH day of MAY, 1955, at TEN o'clock in the forenoon.

CAISSE & HURTEAU,
Sheriff's Office,
Montreal, April 13th, 1955. 39671-15-2-o

Fieri Facias de Terris

C. de M. District de Montréal

Montréal à savoir: **L** OYOLA SCHMIDT LI-MITÉE, corporation légalement constituée, ayant sa principale place d'affaires à Dorion, district de Montréal, demanderesse, vs **O**SIAS LEDUC, défendeur.

"La juste moitié nord est du lot de terre numéro cent dix-sept de la subdivision officielle du lot numéro deux cent vingt (220-1/2 N.E. 117) des plans et livre de renvoi officiels de la paroisse Ste-Jeanne de l'Île Perrot, avec bâtisses, mesurant ladite moitié nord-est cinquante pieds de largeur sur cent quinze pieds de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise, borné comme suit: en avant par une rue étant une partie dudit lot originaire N° 220, en arrière par une partie du lot N° 222-15 susdit cadastre, d'un côté par le lot N° 220-109 (rue) et de l'autre côté par le résidu ou la moitié sud-ouest du susdit lot N° 220-117 avec droit de passage en commun avec ceux y ayant droit dans les susdites rues N° Pt. 220 et 220-109."

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse Ste. Jeanne de Chantal de l'Île Perrot, le VINGT MAI 1955, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, **CAISSE & HURTEAU**.
Montréal, 13 avril 1955. 39668-15-2-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: **H**ONORIUS MALLET-TE, demandeur vs **A**LEXANDRE CORBO, défendeur.

Un emplacement ayant front sur la rue Bourget, à Ville Jacques-Cartier, composé des subdivisions trois cent vingt-six et trois cent vingt-sept et trois cent vingt-huit du lot originaire numéro cent soixante (326, 327 et 328-160) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Longueuil.

Pour être vendu, au bureau d'enregistrement du comté de Chambly, à Longueuil, le VINGT MAI 1955, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, **CAISSE & HURTEAU**.
Montréal, 13 avril 1955. 39669-15-2-o

Fieri Facias de Terris

Cour de Magistrat — District de Montréal

Montréal, à savoir: **J**. C. PRUD'HOMME et **L**. G. DOYLE, faisant affaires sous les nom et raison sociale de Marché St. Vital, demandeur vs **R**OGER GARIÉPY, défendeur.

Un immeuble situé sur la rue Pelletier, à Montréal Nord, connu et désigné comme la partie nord-est du numéro quarante de la subdivision du lot originaire numéro soixante (60-40) sur les plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sault au Récollet, ledit lot mesurant trente pieds (30') de largeur par une profondeur de cent soixante-cinq pieds (165') borné en front au nord-est par la rue Pelletier, en arrière au sud-ouest par les lots 61-426 et 427 dudit cadastre, d'un côté au nord-ouest par une partie du même lot (60-40) appartenant à M. Laurent Parenteau.

Fieri Facias de Terris

M. C. District of Montreal

Montreal, to wit: **L** OYOLA SCHMIDT LI-MITÉE, corporation legally constituted, having its principal place of business at Dorion, district of Montreal, plaintiff, vs **O**SIAS LEDUC, defendant.

"The exact northeasterly half of lot of land number one hundred and seventeen of the official subdivision of lot number two hundred and twenty (220-N.E. 1/2 117) of the official plan and book of reference of the parish of St. Jeanne de l'Île Perrot, with buildings, the said northeasterly half measuring fifty feet in width by one hundred and fifteen feet in depth, more or less English measure, bounded as follows: in front by a street forming part of said original lot No. 220, in the rear by part of lot No. 222-15 of the above cadastre, on one side by lot No. 220-109 (street) and on the other side by the residue or southwesterly half the abovementioned lot No. 220-117 with right-of-way together with those, on the abovementioned streets No. P. 220 and 220-109, having a right thereto."

To be sold at the parochial church door of the parish of St. Jeanne de Chantal de l'Île Perrot, the TWENTIETH day of MAY 1955, at ELEVEN o'clock in the morning.

CAISSE & HURTEAU,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, April 13th, 1955. 39668-15-2

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: **H**ONORIUS MALLET-TE, plaintiff vs **A**LEXANDRE CORBO, defendant.

An emplacement fronting on Bourget Street, in the town of Jacques-Cartier, composed of subdivisions three hundred and twenty-six, three hundred and twenty-seven and three hundred and twenty-eight of original lot number one hundred and sixty (326, 327, 328-160) of the official plan and book of reference of the Parish of Longueuil.

To be sold at the Registry Office of the County of Chambly, at Longueuil, the TWENTIETH day of MAY 1955, at ELEVEN o'clock in the morning.

CAISSE & HURTEAU,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, April 13, 1955. 39669-15-2

Fieri Facias de Terris

Magistrate's Court — District of Montreal

Montreal, to wit: **J**. C. PRUD'HOMME and **L**. G. DOYLE, carrying on business under the name and style of Marché St. Vital, plaintiff, vs **R**OGER GARIÉPY, defendant.

An immoveable situate on Pelletier Street, at Montreal North, known and designated as being the northeast part of number forty of the subdivision of original lot number sixty (60-40) on the official plan and in the book of reference of the parish of Sault au Récollet, the said lot measuring thirty feet (30') in width by a depth of one hundred and sixty-five feet (165') bounded in front on the northeast by Pelletier Street, in rear, on the southwest by lots 61-426 and 427 of the said cadastre, on one side on the northwest by a part of the same lot (60-40) belonging to Mr. Laurent Parenteau.

Tel que le tout se trouve présentement avec toutes les servitudes actives et passives apparentes et occultes attachées audit immeuble avec la bâtisse dessus érigée et portant le numéro civique 10790 Pelletier, Montréal Nord.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT MAI 1955, à ONZE heures du matin.

Bureau du Shérif, CAISSE & HURTEAU.
Montréal, 13 avril 1955. 39670-15-2-o

As the whole now stands with all active and passive, apparent and unapparent servitudes attached to the said immovable with the building thereon erected and bearing civic number 10790 Pelletier, Montreal North.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on MAY TWENTIETH, 1955, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, CAISSE & HURTEAU, Sheriff.
Montreal, April 13, 1955. 39670-15-2

QUÉBEC

Fieri Facias
Cour Supérieure

Québec, à savoir: { L'OFFICE DU CRÉDIT
N° 77-268 { AGRICOLE DU QUÉ-
BEC, contre BARTHÉLE-
MY ROGER, de St-Antoine de Tilly, comté de Lotbinière, Québec.

Le lot numéro deux cent soixante-quatorze, (274) du cadastre officiel pour la paroisse de St-Antoine, comté de Lotbinière, contenant un arpent et demi sur trente-neuf arpents de profondeur, avec toutes bâtisses et dépendances.

Un autre lopin de terre contenant un arpent et quart de front sur trente-neuf arpents de profondeur, connu et désigné comme étant la moitié sud-ouest du lot N° P. deux cent soixante-treize du cadastre susdit, paroisse de St-Antoine Borné au nord aux terres de la première concession au sud aux terres du 3ième rang, au nord-est au résidu dudit lot 273 appartenant à Philémon Genest et au sud-ouest au lot 274 susdit.

Le lot numéro quatorze du cadastre susdit de la paroisse de St-Antoine de la contenance de un arpent et demi de front sur six arpents de profondeur.

Un autre lopin de terre contenant un arpent et demi de front sur environ quatorze arpents de profondeur connu comme étant la partie nord du lot portant le numéro P. quatre cent quinze dudit cadastre de la paroisse de St-Antoine, borné au sud à une autre partie du même lot appartenant à Auguste Rousseau, au nord aux terres du 3ième rang, d'un côté à Geo. Roger et de l'autre à Thomas Gingras.

Pour être vendu "en bloc" à la porte de l'église paroissiale de St-Antoine, comté de Lotbinière, le DIXIÈME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin, (heure avancée).

Bureau du Shérif, ALBERT F. RACETTE.
Québec, 2 mai 1955. 39830-18-2-o
[Première insertion: 7 mai 1955]
[Deuxième insertion: 21 mai 1955]

Fieri Facias
Cour Municipale

Québec, à savoir: { LA CITÉ DE QUÉBEC
N° 131/54. { contre PROPRIÉTAI-
RE INCONNU, à savoir:

"Deux lots ou emplacements situés et étant sur le côté sud de ladite rue Champlain dans ladite cité de Québec, connu comme étant les lots deux-mille trois cent trente-quatre partie (2334-P) et deux mille trois cent trente-cinq partie (2335-P) des plan et livre de renvoi pour le quartier Champlain de ladite cité de Québec, ladite propriété léguée à la succession de Mme John Monaghan."

QUEBEC

Fieri Facias
Superior Court

Quebec, to wit: { QUEBEC FARM CREDIT
No. 77-268 { BUREAU against BAR-
THELEMY ROGER, of St-
Antoine de Tilly, county of Lotbinière, Quebec.

Lot number two hundred and seventy-four (274) of the official cadastre for the parish of St-Antoine, county of Lotbinière, containing an arpent and one-half in front by thirty-nine arpents in depth, with all buildings and dependencies.

Another strip of land containing an arpent and one-quarter in front by thirty-nine arpents in depth, known and designated as being the southwest half of lot No. P. two hundred and seventy-three of the above mentioned cadastre, parish of St-Antoine. Bounded on the north by the farms of the first concession, on the south by the farms of the 3rd range, on the northeast, by the residue of the said lot 273 belonging to Philémon Genest and on the southwest by lot 274 above mentioned.

Lot number fourteen of the above mentioned cadastre of the parish of St-Antoine containing one arpent and one-half in front by six arpents in depth.

Another strip of land containing an arpent and one-half in front by approximately fourteen arpents in depth known as being the northern part of lot bearing number P. four hundred and fifteen of the said cadastre of the parish of St-Antoine, bounded on the south by another part of the same lot belonging to Auguste Rousseau, on the north, by the farms of the third range, on one side by Geo. Roger and on the other side by Thomas Gingras.

To be sold "in block" at the parochial church door of St-Antoine, county of Lotbinière, on the TENTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon. (Daylight Saving Time).

Sheriff's Office, ALBERT F. RACETTE, Deputy-Sheriff.
Quebec, May 2nd, 1955. 39830-18-2
[First insertion: May 7th, 1955]
[Second insertion: May 21st, 1955]

Fieri Facias
Municipal Court

Quebec, to wit: { THE CITY OF QUEBEC,
No. 131/54. { against An UNKNOWN
PROPRIETOR, to wit:

"Two lots of land or emplacements situate and being on the south side of the said Champlain Street in the said city of Quebec, known as being lots two thousand three hundred and thirty-four Part (2334-P) and two thousand three hundred and thirty-five Part (2335-P) on the plan and in the book of reference for the Champlain Ward of the said city of Quebec, the said property bequeathed to the estate of Mrs. John Monaghan."

Pour être vendu à mon bureau, au Palais de Justice, à Québec, le ONZIÈME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin (Heure avancée).

Le Député-Shérif,
Bureau du Shérif, ALBERT F. RACETTE.
Québec, 2 mai 1955. 39831-18-2-o
[Première insertion: 7 mai 1955.]
[Deuxième insertion: 21 mai 1955.]

ROUYN-NORANDA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District de Rouyn-Noranda

Cour Supérieure, { INDUSTRIAL ACCEP-
No 3642. TANCE CORPORATION
LIMITED, demande-
resse, vs; ALPHONSE MONTIGNY, résidant à Beaudry, district de Rouyn-Noranda. défendeur.

Saisis comme appartenant au défendeur:
Les droits acquis sur les lots 51 et 52 du rang V, du canton Montbeillard, district de Rouyn-Noranda, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'Eglise de St-Clément de Montbeillard, (Beaudry) P.Q., le NEUVIÈME jour de JUIN 1955, à DEUX heures de l'après-midi, (heure avancée).

Le Shérif,
Bureau du Shérif, J. H. CHARBONNEAU.
Rouyn, le 3 mai 1955. 39832-18-2-o
[Première insertion: le 7 mai 1955]

TROIS-RIVIÈRES

Canada — Province de Québec
District de Trois-Rivières

Cour Supérieure, { HÉLÉDA PAQUIN, insti-
No 15873 tutrice, des cité et dis-
trict de Trois-Rivières, de-
manderesse, vs ÉLÉDA CHAILLEZ, marchan-
de publique, du village de St-Pierre les Becquets, district de Nicolet, défenderesse.

Le lot numéro soixante-six (66) du cadastre de St-Pierre les Becquets comté de Nicolet, comprenant un emplacement et les bâtisses construites dessus, sauf à distraire une petite bâtisses seulement servant de garage et qui appartient à un nommé Albert Lefebvre.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Pierre les Becquets, comté de Nicolet, le SEPTIÈME jour de JUIN, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, MERCIER & PELLERIN.
Trois-Rivières, le 2 mai 1955. 39833-18-2-o

Vente pour taxes

Canada — Province de Québec
District d'Abitibi

MUNICIPALITÉ DE LA VILLE DE VAL D'OR

Avis public, est par les présentes donné par le soussigné, greffier de la sus-dite municipalité, que le Conseil de ville de Val d'Or, par une résolution portant le numéro 5570 en date du 18 avril 1955, a ordonné au soussigné, conformément à l'article 549 et suivants de la Loi des Cités et Villes, de vendre les immeubles ci-dessous décrits, avec toutes les bâtisses dessus construites, dépendances et circonstances, pour sa-

To be sold at my office at the Court House at Quebec on the ELEVENTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon (Daylight Saving Time).

ALBERT F. RACETTE,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Quebec, May 2nd, 1955. 39831-18-2
[First insertion: May 7th, 1955].
[Second insertion: May 21st, 1955.]

ROUYN-NORANDA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District de Rouyn-Noranda

Superior Court, { INDUSTRIAL ACCEP-
No. 3642. TANCE CORPORATION
LIMITED, plaintiff, vs; AL-
PHONSE MONTIGNY, residing at Beaudry, district of Rouyn-Noranda, defendant.

Seized as belonging to the defendant:
The acquired rights on lots 51 and 52 of range V, Montbeillard township, district of Rouyn-Noranda, with the buildings thereon erected, circumstances and appurtenances.

To be sold at the church door of St-Clément de Montbeillard, (Beaudry), P.Q. on the NINTH day of JUNE, 1955, at TWO o'clock in the afternoon, (Daylight Saving Time).

J. H. CHARBONNEAU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Rouyn, May 3rd, 1955. 39832-18-2-o
[First insertion: May 7th, 1955.]

TROIS-RIVIÈRES

Canada — Province of Quebec
District of Trois-Rivières

Superior Court, { HÉLÉDA PAQUIN, tea-
No. 15873 cher, of the city and dis-
trict of Trois-Rivières, plain-
tiff, vs ÉLÉDA CHAILLEZ, public merchants
of the village of St-Pierre les Becquets, district of Nicolet, defendant.

Lot number sixty-six (66) of the cadastre of St-Pierre les Becquets, county of Nicolet, comprising an emplacement and the buildings erected thereon, save to withdraw a small building only serving as a garage and which belongs to one named Albert Lefebvre.

To be sold at the parochial church door of St-Pierre les Becquets, county of Nicolet, the SEVENTH day of JUNE, at TEN o'clock in the forenoon.

MERCIER & PELLERIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Trois-Rivières, May 2nd, 1955. 39833-18-2

Sale for Taxes

Canada — Province of Quebec
District of Abitibi

MUNICIPALITY OF THE TOWN OF VAL D'OR

Public notice is hereby given by the undersigned, town clerk of the aforesaid municipality, that the Town Council of Val d'Or, by a resolution bearing number 5570 dated April 18th, 1955, have ordered the undersigned pursuant to the provisions of Art. 549 and the following, of the Cities and Towns Act, to sell the immoveables hereinbelow described, with all the buildings thereon erected, circumstances and dependen-

tisfaire au paiement des arrérages de taxes dues à la ville de Val d'Or, avec intérêt et frais, et qu'en conséquence lesdits immeubles seront vendus par encan public dans la Salle du Conseil, Hôtel de Ville, Val d'Or, MERCREDI le PREMIER JUIN 1955 à DIX heures de l'avant-midi.

Toutefois seront exclus de la vente les immeubles sur lesquels les taxes devenues exigibles le ou avant le 31 décembre 1954 auront été payées avant le moment de la vente.

cies in interest and costs, and that, consequently the said immovables will be sold by public auction in the Council Chambers, City Hall, Val d'Or, Que., on WEDNESDAY JUNE the FIRST, 1955 at TEN o'clock in the forenoon.

However there shall be excluded from the sale, those immovables whereon the taxes falling due on or before December 31st, 1954, shall have been paid before the sale.

Noms Names	Numéro du cadastre Cadastral number	Taxes munic. Munic. taxes	Intérêts et frais Interests and costs	Total
Mme-Mrs. Paul Yamchuk	14-64	\$2,554.30	\$171.40	\$2,725.70
M.-Mr. Nick Yamchuk	14-74	353.96	51.45	405.41
Mme-Mrs. A.-M. Yamchuk	34-58	390.16	49.85	440.01
M.-Mr. J.-F. Brunet	34-119	379.29	49.75	429.04
M.-Mr. D. Chalykoff	34-125	630.00	80.90	710.90
M.-Mr. D. Chalykoff	34-126P	623.00	80.80	703.80

La vente des immeubles décrits dans le présent avis est faite, s'il y a lieu, sujette aux conditions des baux emphytéotiques pouvant affecter lesdits immeubles.

Le prix d'adjudication de chacun des immeubles sera payable immédiatement.

Donné à Val d'Or, Qué., ce vingt-cinquième jour d'avril mil neuf cent cinquante-cinq.

(Sceau)
39811-18-2-o

Le Greffier.
ALBERT PHILBERT.

The sale of the above described immovables is made, as the case may be, subject to the conditions of emphyteotic leases which may effect the said immovables.

The purchase price of each of the said immovables, will be payable immediately.

Given at Val d'Or, Que., this twenty-fifth day of April one thousand nine hundred and fifty-five.

(Seal)
39811-18-2-0

ALBERT PHILBERT,
Town Clerk.

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 18

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:

Leclerc vs Parent	1424
Thibault vs Gagné	1424

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

1385

AVIS DIVERS:

Ciba Employees Credit Union (Fondation)	1426
J. A. Tessier & Fils, Limitée — J. A. Tessier & Sons, Limited (Directeurs)	1426
La Caisse Populaire de St-Pierre Apôtre de Longueuil (Fondation)	1424
La Société de Chirurgie de Québec — The Quebec Surgical Society (Règlements)	1428
Le Samaritain de Shawinigan Inc. (Règlements)	1425
Les Employés Unis de l'Autobus — The United Autobus Employees (Formation)	1427
Les Employés Unis du Taxi — The United Taxi Employees (Formation)	1427
Mont-North Credit Union (Fondation)	1426
National Greek Association, Inc. (Règlements)	1425
Quebec Brewers Association — L'Association des Brasseries de la Province de Québec (Directeurs)	1425
Sani-Pulp Corporation (Directeurs)	1425
S. T. C. Employees Credit Union (Fondation)	1426

Index of the Quebec Official Gazette, No. 18

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Leclerc vs Parent	1424
Thibault vs Gagné	1424

NOTICE TO INTERESTED PARTIES:

1385

MISCELLANEOUS NOTICES:

Ciba Employees Credit Union (Foundation)	1426
J. A. Tessier & Fils, Limitée — J. A. Tessier & Sons, Limited (Directors)	1426
La Caisse Populaire de St-Pierre Apôtre de Longueuil (Foundation)	1424
La Société de Chirurgie de Québec — The Quebec Surgical Society (By-Laws)	1428
Le Samaritain de Shawinigan Inc. (By-Laws)	1425
Les Employés Unis de l'Autobus — The United Autobus Employees (Formation)	1427
Les Employés Unis du Taxi — The United Taxi Employees (Formation)	1427
Mont-North Credit Union (Foundation)	1426
National Greek Association, Inc. (By-Laws)	1425
Quebec Brewers Association — L'Association des Brasseries de la Province de Québec (Directors)	1425
Sani-Pulp Corporation (Directors)	1425
S. T. C. Employees Credit Union (Foundation)	1426

Waterloo, Bureau des commissaires d'écoles catholiques de la ville de (Rachat d'obligations).....	1427	Waterloo, Catholic School Board of Commissioners of the town of (Re- demption of bonds).....	1427
CHARTES — ABANDON DE:		CHARTERS — SURRENDER OF:	
Harpel Limited.....	1428	Harpel Limited.....	1428
Hy-Leboff Inc.....	1428	Hy-Leboff Inc.....	1428
Mountain View Bungalows Limited.....	1428	Mountain View Bungalows Limited.....	1428
Telnap Realty Corporation.....	1428	Telnap Realty Corporation.....	1428
COMPAGNIE DISSOUTE:		COMPANY DISSOLVED:	
Lighting Equipment Inc.....	1429	Lighting Equipment Inc.....	1429
DÉPARTEMENTS — AVIS DES:		DEPARTMENTAL NOTICES:	
AFFAIRES MUNICIPALES:		MUNICIPAL AFFAIRS:	
Ste-Germaine-du-Lac-Étchemin, paroisse de.....	1429	Ste-Germaine-du-Lac-Étchemin, parish of.....	1429
INSTRUCTION PUBLIQUE: <i>Municipalité scolaire de:</i>		EDUCATION: <i>School Municipality of:</i>	
Charlesbourg-Ouest.....	1430	Charlesbourg-West.....	1430
Dorion.....	1431	Dorion.....	1431
Nominingue, village de.....	1430	Nominingue, village of.....	1430
Pointe Calumet (Catholique).....	1429	Pointe Calumet (Catholic).....	1429
Sacré-Cœur-de-Jésus, village de.....	1430	Sacré-Cœur-de-Jésus, village of.....	1430
Ste-Marthe.....	1430	Ste-Marthe.....	1430
St-Jules.....	1430	St-Jules.....	1430
Val-St-Jean (Protestante).....	1429	Val-St-Jean (Protestant).....	1429
Windsor, ville de.....	1431	Windsor, town of.....	1431
TERRES ET FORÊTS: <i>Service du Cadastre:</i>		LANDS AND FOREST: <i>Cadastral Branch:</i>	
St-François, paroisse de.....	1431	St-François, parish of.....	1431
TRAVAIL: <i>Industrie ou métiers de:</i>		LABOUR: <i>Industry or Trades of:</i>	
Barbier et coiffeur dans la région de Sherbrooke (Modification).....	1412	Barber and hairdressing in the district of Sherbrooke (Amendment).....	1412
Barbiers-coiffeurs de St-Jean & d'Iber- ville (Convention de travail).....	1413	Barbiers-coiffeurs de St-Jean & d'Iber- ville (Labour agreement).....	1413
Boîte de carton dans la région de Mont- réal (Modification).....	1417	Paper box in the district of Montreal (Amendment).....	1417
Établissements commerciaux de Mégan- tic (Modification).....	1411	Commercial establishments of Megan- tic (Amendment).....	1411
Fabrication des boîtes de carton gaufré (Convention de travail).....	1418	Manufacturing of corrugated paper boxes (Labour agreement).....	1418
VOIRIE:		ROADS:	
Fermeture de chemins.....	1431	Roads closed.....	1431
LETTRES PATENTES:		LETTERS PATENT:	
Avalon Furs Corporation.....	1386	Avalon Furs Corporation.....	1386
Beaumont Construction Inc.....	1387	Beaumont Construction Inc.....	1387
Beauséjour & Tellier Inc.....	1387	Beauséjour & Tellier Inc.....	1387
Bello Construction Inc.....	1387	Bello Construction Inc.....	1387
Bleury Holdings Ltd.....	1388	Bleury Holdings Ltd.....	1388
Bolton Copper Mines Ltd.....	1388	Bolton Copper Mines Ltd.....	1388
Bona Realities Limited — Compagnie d'Immeuble Bona Ltée.....	1388	Bona Realities Limited — Compagnie d'Immeuble Bona Ltée.....	1388
Buanderie Bergeron Limitée — Limited	1389	Buanderie Bergeron Limitée — Limited	1389
Chess Uranium Corporation.....	1389	Chess Uranium Corporation.....	1389
Cie de Publication Bernard Ltée — Bernard Advertising Co. Ltd.....	1389	Cie de Publication Bernard Ltée — Bernard Advertising Co. Ltd.....	1389
Columbia Lithium Corporation.....	1390	Columbia Lithium Corporation.....	1390
Consolidated Lithium Corporation of Canada, Limited.....	1390	Consolidated Lithium Corporation of Canada, Limited.....	1390
Continental Asphalt Inc.....	1391	Continental Asphalt Inc.....	1391
Dormont Investment Ltd.....	1391	Dormont Investment Ltd.....	1391
Dunne Agencies Limited.....	1391	Dunne Agencies Limited.....	1391

Eldorado Café Inc.	1392	Eldorado Café Inc.	1392
Eleanor Realty Co. Ltd.	1392	Eleanor Realty Co. Ltd.	1392
Fougerolles Holdings Ltd.	1392	Fougerolles Holdings Ltd.	1392
Fournisseurs du Saguenay Ltée.	1393	Fournisseurs du Saguenay Ltée.	1393
Frank Byrne Pulpwood Inc.	1393	Frank Byrne Pulpwood Inc.	1393
G. Marchand Inc.	1393	G. Marchand Inc.	1393
Hallmark Shirt Co. Inc.	1394	Hallmark Shirt Co. Inc.	1394
Hamer Sales Company	1394	Hamer Sales Company	1394
Hamilton Hosiery Co. Ltd.	1394	Hamilton Hosiery Co. Ltd.	1394
Harvard & Wilson Streets Realty Co. Ltd.	1395	Harvard & Wilson Streets Realty Co. Ltd.	1395
J. D. Campbell & Co. Limited.	1395	J. D. Campbell & Co. Limited.	1395
Jos. Aboud, Inc.	1395	Jos. Aboud, Inc.	1395
Laboratoire des Spécialités Pharmaceutiques et Médicaments Brevetés Inc.	1396	Laboratoire des Spécialités Pharmaceutiques et Médicaments Brevetés Inc.	1396
La Conserverie Carleton Limitée — Carleton Cannery Limited	1396	La Conserverie Carleton Limitée — Carleton Cannery Limited	1396
Le Conseil des Oeuvres du Diocèse de Ste-Anne	1396	Le Conseil des Oeuvres du Diocèse de Ste-Anne	1396
Les Loisirs de Notre-Dame de Laval, Inc.	1397	Les Loisirs de Notre-Dame de Laval, Inc.	1397
Mercury Hat Incorporated	1397	Mercury Hat Incorporated	1397
Modelectric Limited	1398	Modelectric Limited	1398
Pratte & Cie (Assurances) Ltée — Pratte & Co (Insurance) Ltd.	1398	Pratte & Cie (Assurances) Ltée — Pratte & Co (Insurance) Ltd.	1398
Rae & Macnaughton Ltd.	1398	Rae & Macnaughton Ltd.	1398
Rigaud Sand & Gravel Transport Co. Ltd.	1399	Rigaud Sand & Gravel Transport Co. Ltd.	1399
River-Side Homes Inc.	1399	River-Side Homes Inc.	1399
Sheppard Industries Limited	1399	Sheppard Industries Limited	1399
Snowdon Medical Building Inc.	1400	Snowdon Medical Building Inc.	1400
Studio J. E. Gravel Inc.	1400	Studio J. E. Gravel Inc.	1400
The Kinsmen Club of Grand'Mère, Inc.	1401	The Kinsmen Club of Grand'Mère, Inc.	1401
Topp Plumbing & Heating Inc.	1401	Topp Plumbing & Heating Inc.	1401
V-Metal Works Ltd.	1401	V-Metal Works Ltd.	1401

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

Addington Enterprises & Haulage Limited	1402
Ant. Labbé Inc.	1402
Blue Bonnets Automobile Ltd.	1402
Brandram — Henderson Holdings Ltd.	1402
Cabano Automobiles Ltée	1403
Camille Soucy Inc.	1403
Canadian Microfilming Company Limited — Société Canadienne du Microfilm, Incorporé	1403
Canamont Construction Limitée — Canamont Construction Limited	1404
Couturiers of Paris Limited	1404
Daoust, Lapointe Fourrures Inc.	1404
Enterprises Limited — Entreprises Limitée	1404
Fernand Cardinal Inc.	1405
Finebro Dress Incorporated	1405
Fleuriste Madelon Ltée	1405
Great West Beef Inc.	1405
Iona Plastering Ltd.	1405
Kay Metal and Refining Works Limited	1406
La Compagnie d'Entreposage de Granby Limitée — Granby Warehousing Company Limited	1406
Les Entreprises St-Joseph Ltée	1406
Les Industries Upton Ltée — Upton Industries Ltd.	1406
Markirk Holdings, Ltd.	1407
Mary Mallen Chez Micheline Inc.	1407
Paul H. Dubois Inc.	1407
Powder Milk Products Inc.	1407
Quebec Chibougamau Goldfields Limited	1408
Quebec-Telephone	1408
Quebec-Telephone	1408
Rex Petroleum Ltd.	1409

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

Addington Enterprises & Haulage Limited	1402
Ant. Labbé Inc.	1402
Blue Bonnets Automobile Ltd.	1402
Brandram — Henderson Holdings Ltd.	1402
Cabano Automobiles Ltée	1403
Camille Soucy Inc.	1403
Canadian Microfilming Company Limited — Société Canadienne du Microfilm, Incorporé	1403
Canamont Construction Limitée — Canamont Construction Limited	1404
Couturiers of Paris Limited	1404
Daoust, Lapointe Fourrures Inc.	1404
Enterprises Limited — Entreprises Limitée	1404
Fernand Cardinal Inc.	1405
Finebro Dress Incorporated	1405
Fleuriste Madelon Ltée	1405
Great West Beef Inc.	1405
Iona Plastering Ltd.	1405
Kay Metal and Refining Works Limited	1406
La Compagnie d'Entreposage de Granby Limitée — Granby Warehousing Company Limited	1406
Les Entreprises St-Joseph Ltée	1406
Les Industries Upton Ltée — Upton Industries Ltd.	1406
Markirk Holdings, Ltd.	1407
Mary Mallen Chez Micheline Inc.	1407
Paul H. Dubois Inc.	1407
Powder Milk Products Inc.	1407
Quebec Chibougamau Goldfields Limited	1408
Quebec-Telephone	1408
Quebec-Telephone	1408
Rex Petroleum Ltd.	1409

Robar Construction Inc.....	1409	Robar Construction Inc.....	1409
Rod Transport Inc.....	1409	Rod Transport Inc.....	1409
Roger Lauzon Ltée.....	1409	Roger Lauzon Ltée.....	1409
Roger R. Bélanger Ltée.— Roger R. Bélanger Ltd.....	1410	Roger R. Bélanger Ltée.— Roger R. Bélanger Ltd.....	1410
Steel Structure & Services Ltd.....	1410	Steel Structure & Services Ltd.....	1410
Stober's Department Stores Inc.....	1410	Stober's Department Stores Inc.....	1410
Three Star Films Inc.....	1411	Three Star Films Inc.....	1411
Tina Inc.....	1411	Tina Inc.....	1411
Trebmalts Limited.....	1411	Trebmalts Limited.....	1411
LIQUIDATION, AVIS DE:		WINDING UP NOTICE:	
La Samaritaine.....	1433	La Samaritaine.....	1433
MINISTÈRE DES FINANCES:		DEPARTMENT OF FINANCE:	
<i>Assurances:</i>		<i>Insurance:</i>	
Boston Manufacturers Mutual Insurance Company.....	1433	Boston Manufacturers Mutual Insurance Company.....	1433
La Mutuelle des Fonctionnaires de la Province.....	1433	La Mutuelle des Fonctionnaires de la Province.....	1433
PROCLAMATION:		PROCLAMATION:	
Concernant la circulation sur les terres de la Couronne pour la période commençant le 7 mai 1955 et se terminant le 15 novembre 1955 inclusivement.....	1434	Concerning travel permits required on Crown Lands, for the period beginning May 7, 1955 and ending November 15, 1955, inclusive.....	1434
SIÈGES SOCIAUX:		HEAD OFFICES:	
A. Bélanger, Limitée.....	1435	A. Bélanger, Limitée.....	1435
C. H. Morin & Co. Inc.....	1436	C. H. Morin & Co. Inc.....	1436
Gaspard Crepin Inc.....	1436	Gaspard Crepin Inc.....	1436
J. D. Campbell & Co. Limited.....	1436	J. D. Campbell & Co. Limited.....	1436
Jewish Convalescent Home of Montreal Inc.....	1436	Jewish Convalescent Home of Montreal Inc.....	1436
Lake Beauport Industries Ltd.— Les Industries Lac Beauport Ltée.....	1437	Lake Beauport Industries Ltd. — Les Industries Lac Beauport Ltée.....	1437
SOUMISSIONS:		TENDERS:	
Baie d'Urfée, ville de.....	1440	Baie d'Urgée, town of.....	1440
Maniwaki, commissaires d'écoles de... ..	1437	Maniwaki, School Commissioners of... ..	1437
McMasterville, commissaires d'écoles du village de.....	1438	McMasterville, School Commissioners of the village of.....	1438
St-Félicien, munic. de.....	1439	St-Félicien, munic. of.....	1439
VENTES, LOI DE FAILLITE:		SALES, BANKRUPTCY ACT:	
Gagnon, Gérard.....	1442	Gagnon, Gérard.....	1442
Roy, François.....	1442	Roy, François.....	1442
VENTE PAR LICITATION:		SALE BY LICITATION:	
Mousseau <i>et al</i> vs Mousseau <i>et al</i>	1443	Mousseau <i>et al</i> vs Mousseau <i>et al</i>	1443
VENTES POUR TAXES:		SALES FOR TAXES:	
Gaspé-Ouest, comté de.....	1444	Gaspé-West, county of.....	1444
Val d'Or, ville de.....	1451	Val d'Or, town of.....	1451
VENTES PAR SHÉRIFS:		SHERIFFS' SALES:	
BEAUCE:		BEAUCE:	
Canadian Oil Companies Limited vs Poulin.....	1446	Canadian Oil Companies Limited vs Poulin.....	1446
La Caisse Populaire de Sts-Anges de Beauce vs Drouin.....	1447	La Caisse Populaire de Sts-Anges de Beauce vs Drouin.....	1447
MONTMAGNY:		MONTMAGNY:	
P. L. Lortie Limitée vs Cloutier.....	1447	P. L. Lortie Limitée vs Cloutier.....	1447

MONTRÉAL:

Cartierville Lumber Company <i>et al</i> vs Lefebvre.....	1448
Loyola Schmidt Limitée vs Leduc.....	1449
Mallette vs Corbo.....	1449
Prud'homme <i>et al</i> vs Gariépy.....	1449
Woolf vs Taub.....	1448

QUÉBEC:

Cité de Québec vs Propriétaire inconnu.....	1450
L'Office du Crédit Agricole du Québec vs Roger.....	1450

ROUYN-NORANDA:

Industrial Acceptance Corporation Limited vs Montigny.....	1451
--	------

TROIS-RIVIÈRES:

Paquin vs Chaillez.....	1451
-------------------------	------

39798-o

MONTREAL:

Cartierville Lumber Company <i>et al</i> vs Lefebvre.....	1448
Loyola Schmidt Limitée vs Leduc.....	1449
Mallette vs Corbo.....	1449
Prud'homme <i>et al</i> vs Gariépy.....	1449
Woolf vs Taub.....	1448

QUEBEC:

City of Quebec vs Unknown proprietor.....	1450
Quebec Farm Credit Bureau vs Roger.....	1450

ROUYN-NORANDA:

Industrial Acceptance Corporation Limited vs Montigny.....	1451
--	------

TROIS-RIVIÈRES:

Paquin vs Chaillez.....	1451
-------------------------	------

39798-o